

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP) COMMUN A TOUS LES LOTS

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE PASSE EN APPEL D'OFFRES OUVERT
(en application des articles L.2124-1 à L.2124-2, R.2124-2, R.2161-1 à R.2161-5, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique)

Acheteur public

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS - SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR
L'ADMINISTRATION DIRECTION CENTRALE DU SERVICE INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE
ÉTABLISSEMENT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE DE METZ

Représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur le directeur de l'Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Metz
Caserne Ney – CS - 92005 – 57 044 METZ CEDEX 01

Objet de l'accord-cadre

DAF_2024_001062

Accord-cadre par bons de commande pour la réalisation des dossiers réglementaires et études environnementales (ICPE¹, IOTA², EDCH³, biodiversité, air, bruit ...) sur l'ensemble des sites du périmètre de l'ESID⁴ de Metz

Lot n°01 : Départements 55 et 57 – toutes emprises
Lot n°02 : Départements 54, 70 et 88 – toutes emprises
Lot n°03 : Départements 21, 25, 39, 71 et 90 – toutes emprises
Lot n°04 : Départements 67 et 68 – toutes emprises
Lot n°05 : Départements 02, 08, 10, 51 et 52 – toutes emprises
Lot n°06 : Départements 59, 62 et 80 – toutes emprises

¹ Installations classées pour la protection de l'environnement.

² Installations, ouvrages, travaux et activités liées à la loi sur l'eau.

³ Eau destinée à la consommation humaine.

⁴ Etablissement du service de l'infrastructure de la défense.

SOMMAIRE

1. Présentation de l'accord-cadre	8
1.1. Objet et périmètre géographique de l'accord-cadre	8
1.2. Allotissement géographique et caractéristiques des lots	10
1.3. Clause d'exclusivité	11
1.4. Obligations de l'opérateur économique	11
1.5. Modalités d'établissement des bons de commande.....	12
1.6. Durée de validité de l'accord-cadre et reconductions	13
1.7. Délais d'exécution des bons de commande	13
1.8. Prestations intéressant les armées – Obligation de discrétion	13
1.8.1. Contrôle nominatif	13
1.8.2. Autorisation d'accès dans les sites du ministère des Armées et des Anciens Combattants.....	13
1.8.3. Contrôle des accès	14
1.8.4. Contrôle des véhicules	14
1.8.5. Protection des données à caractère personnel	14
1.8.6. Marché sensible	14
1.8.7. Mesures de prévention	18
1.8.8. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	18
1.8.9. Prise de vue et exploitation d'images	18
1.9. Développement durable.....	18
1.10. Insertion sociale	19
1.10.1.Insertion par l'activité économique	19
1.10.2.Insertion par l'activité du militaire blessé	19
2. Descriptifs des prestations générales	20
2.1. Système de coordonnées et format des cartographies	20
2.2. Exigences préalables aux prestations.....	20
2.2.1. Visite de site en cours d'exécution de l'accord-cadre	20
2.2.2. Application de la réglementation relative à la protection des réseaux	21
2.3. Définitions des missions	22
2.3.1. Déroulement du marché	22
2.3.2. Partie technique type	22
2.4. Pièces à fournir par l'entreprise avant le début des prestations	23
2.5. Arrêt de l'exécution des prestations	23
2.6. Compte-rendu hebdomadaire.....	24
2.7. Exigences de qualité du rapport.....	24
3. Pièces constitutives	25
3.1. Pièces particulières.....	25
3.2. Pièces générales	25
3.3. Pièces délivrées au titulaire.....	25
4. Intervenants – communication – documents	25
4.1. Personnes chargés du pilotage du marché	25
4.1.1. Désignation des intervenants du pouvoir adjudicateur	25
4.1.2. Les personnes en charge du pilotage de l'accord-cadre	26
4.1.3. Les interlocuteurs par lot géographique	26
4.1.4. Les personnes qualifiées pour chaque commande	26
4.1.5. Personnes assurant les prestations	26
4.1.6. Désignation de sous-traitant en cours de marché	27
4.2. Communication au titulaire.....	27
4.2.1. Ordres de service.....	27
4.2.2. Modalités de transmission des documents.....	27
4.2.3. Communication du titulaire	28

4.2.4. Quantité et format des documents à remettre à l'issue des différentes missions	29
4.2.5. Garantie des documents	29
4.3. Fonctionnement des commandes	29
4.4. Elaboration des projets de commande / demandes de devis	29
4.5. Bons de commande	29
5. Modifications	30
5.1. Modification des bons de commande	30
5.2. Clause de réexamen.....	30
5.3. Défaillance du mandataire du groupement.....	31
6. Propriété intellectuelle.....	31
6.1. Utilisation des connaissances antérieures.....	31
6.2. Utilisation des résultats	31
6.2.1. Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique	31
6.2.2. Régime des données	31
6.2.3. Utilisation des connaissances antérieures	31
6.2.4. Garantie des droits	32
7. Prix – mode d'évaluation – majoration – variation.....	32
7.1. Type – contenu – mode d'établissement des prix.....	32
7.2. Prix nouveaux	33
7.3. Variation dans les prix	33
Révision provisoire	34
7.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée (TVA)	34
7.5. Retenue de garantie	34
8. Avance – modalités de règlement des commandes.....	34
8.1. Avance	34
8.2. Modalités de règlement – Cession et nantissement	34
8.2.1. Modalités de paiement d'un bon de commande	34
8.2.2. Modalités communes à tous les bons de commande	34
8.2.3. Suivi du service fait	35
8.2.4. Délai global de paiement	36
8.2.5. Intérêts moratoires.....	36
8.2.6. Cession ou nantissement.....	36
9. Délais – pénalités de retard.....	36
9.1. Délais	36
9.2. Prolongation du délai d'exécution.....	37
9.3. Pénalités	37
10.Exécution des prestations	38
10.1. Inspection du travail compétente.....	38
10.2. Protection de la santé.....	38
10.3. Consignes particulières.....	38
10.4. Accidents du travail	39
11.Règlement des différends - Résiliation	39
11.1. Règlement des différends	39
11.2. Résiliation de l'accord-cadre.....	39
11.2.1. Travail dissimulé	39
11.2.2. Non-respect de la protection des données personnelles.....	39
11.2.3. Non production de documents	39
11.2.4. Faute du titulaire	40
12.Vérifications et réception des prestations.....	40
12.1. Réception des prestations	40
12.2. Achèvement des prestations	40
12.3. Transfert de propriété	40

12.4. Réception des documents	40
13.Assurances	40
14.Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	41
15.Obligations du titulaire en matière de travail dissimulé.....	41
<i>a) Obligations d'identification du personnel et tenue d'enregistrement</i>	<i>41</i>
<i>b) Justificatifs semestriels – dispositifs de vigilance avec e-Attestations.com</i>	<i>41</i>
16.Certificat de bonne exécution de l'accord-cadre.....	42
17.Dérogations aux documents généraux	42
18.Dispositions générales techniques.....	43
18.1. Investigations de terrain	43
18.2. Assistance phase amont	43
18.2.1. Demande d'examen au cas par cas	43
18.2.2. Complément d'information suite à la demande au cas par cas	43
18.2.3. Demande d'information et de cadrage	43
18.2.4. Dossier d'étude d'impact pour l'EE	44
18.2.5. Dossier d'autorisation environnementale	48
18.3. Assistance phase examen et instruction	48
18.3.1. Phase d'examen.....	48
18.3.2. Phase d'enquête publique dans le cas d'un projet soumis à EE.....	49
18.3.3. Phase de décision	49
18.3.4. Phase de suivi	49
18.4. Assistance phase réalisation et mise en service.....	50
18.5. Réunions de coordination	51
18.5.1. Réunions dans le cadre d'un DAE.....	51
18.6. Réunions et visites de site	51
18.6.1. Suivi général du marché	51
18.6.2. Suivi particulier à chaque commande	51
18.6.3. Visites de sites	52
18.7. Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux (DICT)	52
18.8. Installation de chantier / Repli de chantier	52
18.9. Matériel mise en œuvre et restrictions.....	54
18.10. Les livrables	55
19.Descriptions détaillées des prestations à réaliser	56
19.1. Etudes préliminaires de conception.....	56
19.1.1. Etat des lieux technique et réglementaire de l'existant	56
19.1.2. Assistance à la conception et à la construction des ouvrages d'un projet de construction et d'aménagement	57
19.2. Evaluation des incidences Natura 2000	57
19.2.1. Contenu de l'évaluation des incidences Natura 2000.....	59
19.2.2. Le régime d'autorisation propre à Natura 2000 : les listes locales	61
19.3. Demande d'examen « au cas par cas »	61
19.4. Demande d'informations	62
19.5. Phase amont.....	62
19.5.1. Option 1 – demande de cadrage.....	62
19.5.2. Option 2 – Demande d'information.....	62
19.6. Etudes.....	63
19.6.1. Etat initial	63
19.6.2. Recensement/synthèse.....	63
19.6.3. Contrôle de conformité.....	64
19.6.4. Mesures correctives	64
19.6.5. Durée de la mission.....	65
19.6.6. Etudes Air	66
19.6.7. Etudes bruit initiale et prédictive.....	66

19.6.8. Etude pollution lumineuse	66
19.6.9. Eaux et sol	67
19.6.10. Diagnostic écologique simplifié (DES)	67
19.6.11. Volet naturel de l'EI (VNEI)	70
19.6.12. Etat initial du site	70
19.6.13. Analyse des effets du projet	71
19.6.14. Mesures Eviter, Réduire, Compenser (ERC) et mesures d'accompagnement et de suivi	71
19.6.15. Autres prestations biodiversité – espaces naturels	72
19.6.16. Dérogation pour la destruction d'espèces protégées (DEP)	72
19.6.17. Défrichement	72
19.6.18. Etudes hydrogéologiques et hydrauliques.....	74
19.6.19. Etudes hydrogéologiques.....	75
19.6.20. Dossier de demande d'autorisation santé publique d'une installation EDCH	76
19.6.21. Etudes hydrauliques : Gestion des eaux pluviales	78
19.6.22. Eaux d'extinction incendie	79
19.6.23. Protection contre la foudre.....	79
19.6.24. Etude de risque sismique	79
19.6.25. Etude et zonage ATEX	80
19.6.26. Etude de danger.....	80
19.7. Déclaration	82
19.7.1. Dossier administratif de déclaration d'une installation	82
19.7.2. Contenu du dossier de déclaration IOTA :	83
19.7.3. Contenu complémentaire pour les dispositifs d'assainissement.....	84
19.7.4. Contenu complémentaire pour les déversoirs d'orage ou autres ouvrages de rejet au milieu.....	84
19.7.5. Contenu complémentaire pour opération d'entretien cours d'eau, canal ou plan d'eau	85
19.7.6. Contenu complémentaire pour les installations utilisant l'énergie hydraulique	85
19.7.7. Contenu complémentaire pour un projet relatif à l'épandage de boues issues du traitement des eaux usées :86	
19.7.8. Modification des conditions d'exploitation de l'installation.....	86
19.7.9. Définition des prescriptions applicables	87
19.7.10. Délivrance preuve de dépôt.....	87
19.7.11. Caducité de la déclaration environnementale d'une installation	88
19.7.12. Prescriptions spéciales	88
19.7.13. Déplacement de l'installation	88
19.7.14. Changement d'exploitant	89
19.7.15. Cession d'un site et d'une installation à un exploitant qui n'appartient pas au ministère des Armées et des Anciens Combattants.....	89
19.7.16. Mise à l'arrêt définitif d'une installation	89
19.8. Déclaration avec contrôle	91
19.9. Enregistrement.....	91
19.9.1. Dossier administratif d'enregistrement d'une installation	91
19.9.2. Création ou régularisation	91
19.9.3. Modification des conditions d'exploitation	91
19.9.4. Modification de l'installation	92
19.9.5. Obligation d'affichage incombant à l'exploitant.....	92
19.9.6. Instruction interne	94
19.9.7. Participation du public et des collectivités territoriales.....	95
19.9.8. Arrêté ministériel d'enregistrement	95
19.9.9. Mise en service tardive : caducité de l'arrêté	95
19.9.10. Prescriptions spéciales et complémentaires.....	96
19.9.11. Interruption de fonctionnement.....	96
19.9.12. Déplacement de l'installation	97
19.9.13. Changement d'exploitant	97
19.9.14. Cession de terrain et installation	97
19.9.15. Incidents et accidents d'exploitation	97
19.9.16. Remise en service d'une installation hors d'usage	98
19.10. Dossier(s) de demande d'autorisation environnementale.....	98
19.10.1. Phase amont	100
19.10.2. Cas d'examen au cas par cas pour l'EE.....	100
19.10.3. Exception.....	101
19.10.4. Cas d'EE.....	101
19.10.5. Phase d'examen	101

19.10.6.	Dérogation « défense »	102
19.10.7.	Création ou régularisation	104
19.10.8.	Contenu du dossier pour le ministère des Armées et des Anciens Combattants	106
19.10.9.	Contenu complémentaire pour les ICPE	108
19.10.10.	Contenu complémentaire pour certains IOTA	110
19.10.11.	L'étude de dangers	115
19.10.12.	Spécificités pour les études de dangers IOTA :	116
19.10.13.	Installations soumises à garanties financières	118
19.10.14.	Instruction du DAE	118
19.10.15.	Validation intermédiaire	118
19.10.16.	Instruction par le service instructeur du MINARM (CGA/IS/IIC)	119
19.10.17.	Concertation / information du public	119
19.10.18.	Consultation du public	119
19.10.19.	Déclaration de projet	119
19.10.20.	Supports de communication	119
19.10.21.	Autorisation temporaire	120
19.10.22.	Mise en service tardive : caducité de l'arrêté	121
19.10.23.	Prescriptions spéciales et complémentaires	121
19.10.24.	Interruption de fonctionnement	122
19.10.25.	Modification de l'installation	122
19.10.26.	Déplacement de l'installation	123
19.10.27.	Changement d'exploitant	123
19.10.28.	Cession de site (terrain) et de l'installation	124
19.10.29.	Incidents et accidents d'exploitation	124
19.10.30.	Mise à l'arrêt temporaire pour une période supérieure à 2 ans pour les IOTA	125
19.10.31.	Mise à l'arrêt définitif de l'installation	125
19.10.32.	Assistance d'élaboration de dossiers complémentaires	127
19.10.33.	Demande d'autorisation d'urbanisme	127
19.10.34.	Le plan d'opération interne (POI)	128
19.10.35.	Le plan particulier d'intervention (PPI)	128
19.11.	Polygones d'isolement	129
19.12.	PPRT	129
19.12.1.	Mise en place de PPRT	129
19.12.2.	Révision et abrogation	131
19.12.3.	Les commissions de suivi de site	131
19.13.	Servitudes (SUP) relatives aux ICPE citées aux articles L. 515-8 et suivants et R. 515-24 à R. 515-31-7 du code de l'environnement	131
19.13.1.	Instauration des SUP	131
19.13.2.	Fin des SUP	133
19.14.	SUP liées aux IOTA	133
19.15.	Installations susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, dites installations SEVESO	133
19.15.1.	Règles à appliquer aux installations SEVESO	133
19.15.2.	Recensement des substances	134
19.15.3.	La politique de prévention des accidents majeurs (PPAM)	135
19.15.4.	Spécificité de l'étude de dangers	135
19.15.5.	Information des tiers	137
19.15.6.	Dispositions spéciales s'appliquant uniquement aux installations SEVESO « seuil haut »	137
19.16.	Les installations visées par la directive IED (Industrial Emission Directive)	138
19.16.1.	Etablissement du dossier de demande d'autorisation	138
19.16.2.	Réexamen périodique	139
19.16.3.	Spécificités lors de la mise à l'arrêt et remise en état du site	140
19.17.	Les installations de traitement de déchets	140
19.18.	Les ICPE et les activités nucléaires	141
19.19.	ICPE/IOTA et installations nucléaires de base (INB)	141
19.20.	Les carrières	142
19.20.1.	Spécificités du régime du bénéfice des droits acquis	142
19.20.2.	Autres particularités du régime des carrières issues du code de l'environnement	142
19.20.3.	Eléments principaux du régime des carrières issues du code minier	143
19.21.	Aménagement hydraulique	144

ANNEXES :

1/ Glossaire

2/ Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du Ministère de la Défense

3/ Guide de démarrage EP – déclarer un SST (SUBCLIC)

4/ Charte environnementale

5/ Charte graphique pour la réalisation des plans (se référer au cahier des normes graphiques du SID pour exploitation externe version 1.00 du 26/01/2023)

1.1. Objet et périmètre géographique de l'accord-cadre

Le prestataire, pour chaque bon de commande, sera mandaté pour la réalisation des dossiers réglementaires et études environnementales (Installations classées (IC) (ICPE, IOTA), évaluations environnementales, examen au cas par cas, EDCH, biodiversité (notamment diagnostics écologiques simplifiés avec mesures ERC, inventaires écologiques complets (habitats faune/flore sur 4 saisons), étude d'incidence, dérogations espèces protégées), air, bruit...) sur le périmètre d'action géographique de l'ESID de Metz.



La réglementation IOTA est applicable aux installations exploitées par des entités du ministère des Armées et des Anciens Combattants depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de la nomenclature IOTA du 29 mars 1993.

⁵ Ce marché ne traite pas des dossiers inhérents aux installations réalisées dans le cadre d'opérations secrètes.

Le code de l'environnement indique les cas dans lesquels les pouvoirs attribués au préfet de département en matière de police ICPE et IOTA sont exercés par le ministre des armées (articles L. 517-1, R. 517-1 à R. 517-8 et R. 217-1 à R. 217-10 du code de l'environnement).

L'arrêté du 28 avril 2011 fixe les modalités d'exercice de ces polices dans les organismes relevant du ministère des Armées et des Anciens Combattants.

La DTIE et le CGA/IS/IIC exercent, pour les IC relevant de la compétence du ministère des Armées et des Anciens Combattants, les pouvoirs et attributions dévolus au ministre des armées par les articles L. 217-1 et L. 517-1 du code de l'environnement.

Le CGA/IS/IIC est l'inspection des installations classées relevant du ministère des Armées et des Anciens Combattants, placée sous l'autorité du contrôle général des armées, et assure :

- Le suivi administratif et le contrôle de la mise en œuvre des actes administratifs et des prescriptions édictées en matière d'IC ;
- Le suivi des sites et sols pollués et des accidents de pollution ; à ce titre, le CGA exerce la police administrative sur les sites sur lesquels sont exploitées des IC et sur les sites prévus pour un transfert de jouissance ou de propriété ;
- L'instruction des dossiers et la constatation des infractions en matières d'IC, dans le cadre de la prévention et de la réparation de certains dommages causés à l'environnement prévues au titre VI du livre 1er du code de l'environnement ;
- La proposition à la DTIE de l'adoption de mesures et sanctions administratives ;
- Un rôle de conseil auprès de l'exploitant en matière de réglementation administrative et technique ;
- Un rôle de coordonnateur.

Les inspecteurs sont commissionnés et assermentés. Ils doivent pouvoir accéder à tout moment aux IC. Ils ont la responsabilité des consultations prévues aux articles R. 181-18 à 32 du code de l'environnement. Ils transmettent le dossier à l'AE le cas échéant.

D'une manière générale, le prestataire travaillera avec le MOA et le pétitionnaire dans ses relations avec les différentes autorités compétentes (liste non exhaustive) :

- L'autorité environnementale (AE) ;
- L'inspection des installations classées du ministère des Armées et des Anciens Combattants sises au contrôle général des armées (CGA/IS/IIC) ;
- Le préfet défense (DTIE) ;
- Le préfet de département ;
- Le préfet de région ;
- L'inspection vétérinaire militaire ;
- Le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) ;
- Le pilote processus eau (PPE) ;
- La personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (PRPDE) ;
- Les chargés d'environnement ;
- Les exploitants ;
- Les responsables de site ;
- Les coordonnateurs prévention / environnement auprès du commandement de la base de défense (COMBdD) ;
- Le commissaire enquêteur.

Dès lors que le périmètre de ce marché exclut toutes procédures impliquant des ICPE/IOTA du ministère des Armées et des Anciens Combattants ou la création de certaines nouvelles installations classées, les autorités compétentes seront (liste non exhaustive) :

- Le commissariat général au développement durable (CGDD) rattaché au ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires ;
- Le préfet de département ;
- Le préfet de région ;
- Le commissaire enquêteur ;
- La direction département du territoire (DDT) (pour les sujets liés à Natura 2000) ;
- La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) (pour les autres sujets biodiversité) ;
- Le conseil national de protection de la nature.

En cas de procédure IOTA et ICPE, la DREAL est remplacée par le CGA/IS/IIC du ministère des Armées et des Anciens Combattants et le préfet par la DTIE. Dans tous les cas, dès lors que les emprises du ministère des Armées et des Anciens Combattants sont impactées, le CGA/IS/IIC et la DTIE seront intégrées dans les procédures notamment en cas d'évaluation environnementale (EE) induisant consultation du public.

Cette assistance durera jusqu'à parution de l'acte administratif clôturant les procédures réglementaires environnementales, y compris les autorisations instruites par les autorités administratives hors ministère des Armées et des Anciens Combattants. A l'issue de la parution de l'arrêté d'autorisation, le titulaire assiste le MOE.

Sauf décision d'arrêt de la prestation par la MOA pour défaut du titulaire dans la qualité du dossier réalisé, celui-ci sera lié par la commande jusqu'à l'obtention des certificats et attestations adéquates et validés par l'autorité compétente.

Au titre du présent accord-cadre, le titulaire doit notamment veiller au respect des délais de la procédure réglementaire ; il a une obligation de moyens. La prestation due par le titulaire doit aboutir au minimum à l'obtention des démarches administratives ou des études nécessaires au MOA. Le MOA se réserve la possibilité soit de prolonger la prestation jusqu'à la livraison et la fourniture de l'attestation de conformité, soit de l'interrompre à tout moment à l'issue d'une partie technique.

Le prestataire assurera également une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) jusqu'à la mise en service de l'infrastructure ou la fin de la réhabilitation de celle-ci, ainsi que pour la définition et la conception des ouvrages existants ou à réaliser. Il assurera notamment les missions suivantes :

- Audit de conformité des installations relevant des réglementations ICPE, IOTA et EDCH aux arrêtés de prescriptions applicables ;
- Audit de conformité des installations non classées au regard des normes applicables ;
- Gestion environnementale (veille réglementaire, appréciation des enjeux environnementaux, process environnementaux de limitation des impacts de l'activité ...) :
- Pour la protection des milieux (eau, air, sol) ;
- Pour la prévention des risques anthropiques (technologiques et chroniques) ;
- Cessation d'activité et de réhabilitation.

1.2. Allotissement géographique et caractéristiques des lots

N° du lot	Intitulé du lot	Montant MINI € HT sur la durée totale	Montant MAXI € HT sur la durée totale
1	Départements 55 et 57 – toutes emprises	Sans	900 000
2	Départements 54 – 70 et 88 – toutes emprises	Sans	900 000
3	Départements 21 – 25 – 39 – 71 et 90 – toutes emprises	Sans	500 000
4	Départements 67 et 68 – toutes emprises	Sans	500 000
5	Départements 02 – 08 – 10 – 51 et 52 - toutes emprises	Sans	2 000 000
6	Départements 59 – 62 et 80 – toutes emprises	Sans	200 000

Chaque lot est un accord-cadre mono-attributaire.

1.3. Clause d'exclusivité

Le pouvoir adjudicateur s'engage à consulter exclusivement, lorsqu'il décide d'externaliser une des prestations, objets du présent accord-cadre, le titulaire du lot concerné du présent accord-cadre.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'organiser des consultations spécifiques auprès d'autres sociétés que ledit titulaire, pour des prestations n'entrant pas dans l'objet du présent accord-cadre ou dans les cas suivants :

- Lorsque la passation et/ou l'exécution d'une opération nécessitera un niveau de classification non compatible avec celui du présent accord-cadre ;
- Lorsque le titulaire ne peut assurer l'exécution de la commande passée par le pouvoir adjudicateur. Il devra motiver son incapacité à assurer la commande. Le pouvoir adjudicateur sera alors délié de l'exclusivité contractuelle dont bénéficie le titulaire pour satisfaire ce besoin et pourra donc recourir à une mise en concurrence en dehors de l'accord-cadre ;
- Lorsqu'il s'agit de prestations d'investigation, d'analyses, de surveillance, de sécurisation. Le responsable du pouvoir adjudicateur (RPA) est libre de faire réaliser ces prestations selon son choix.
- Lorsqu'il s'agit d'opérations de sécurisation pyrotechnique, le RPA utilise un autre accord cadre.

1.4. Obligations de l'opérateur économique

THEME	ENGAGEMENTS
MOYENS	<p>Sous réserve de pouvoir maintenir la conformité entre zones de présence de travailleurs, le calcul de la durée des études prendra en compte le déploiement d'un maximum d'équipes afin de réduire les délais de l'opération et donc les contraintes qui lui sont associées.</p> <p>Le titulaire met en œuvre tous les moyens humains et matériels nécessaires à l'exécution des prestations dans les délais retenus. En particulier, il veille à déployer les moyens nécessaires pour maintenir un taux d'avancement des travaux supérieur ou égal au taux de consommation des délais (Cf 1.7). Le titulaire doit faire part, au maître d'ouvrage (MOA), de tout projet de déflation d'équipe.</p> <p>Le prestataire doit proposer une équipe de projet constituée :</p> <ul style="list-style-type: none">– D'un responsable de projet, interlocuteur principal du MOA ;– D'une équipe de projet pluridisciplinaire regroupant les compétences nécessaires à la réalisation du dossier, le niveau de compétence requis pour chaque discipline doit être adapté à la complexité de chaque projet.
CONTINUE	<p>Le titulaire prévoit et assure la continuité des travaux engagés. Toute interruption des travaux est soumise au MOA. Le cas échéant, les prestations de surveillance permanente et d'installations de chantier ne donnent pas lieu à facturation.</p> <p>Le titulaire doit être en mesure de travailler les samedis et dimanches, si l'impact sur les installations avoisinantes est significatif et/ou si l'Autorité préfectorale ou environnementale l'exige. Le titulaire est autorisé à débiter ou reprendre le chantier le lundi après-midi et le terminer le vendredi en fin de matinée, à la condition de respecter une présence hebdomadaire sur le chantier au minimum équivalente à la durée légale du travail, temps de trajets, de repos et de repas exclus.</p>
ENCADREMENT	<p>Le titulaire assure l'encadrement du responsable des études et du responsable de chantier par l'affectation d'un chef de projet. Ce dernier leur fournit tous les moyens humains et matériels permettant d'assurer leurs missions.</p> <p>Le chef de projet assiste aux réunions de préparation, de consultation et de coordination. La présence du responsable de chantier est obligatoire aux réunions de coordination.</p>
DISPONIBILITE	<p>L'équipe projet est disponible et particulièrement réactive.</p> <p>Le titulaire se rend disponible pour toutes les démarches, notamment auprès de l'établissement d'accueil (modalités d'accès, visites d'inspection commune préalable, plan de prévention, formations spécifiques, etc.) et pour toutes les démarches visant à organiser <i>in situ</i> les mesures conservatoires (reconnaitances, marquage des zones de sondages, pose de piézomètres, prélèvements, analyses, etc.). Ces démarches ne donnent pas lieu à rémunération spécifique.</p>

THEME	ENGAGEMENTS
ORGANISATION	<p>Le titulaire recueille et prend en compte, pour définir sa stratégie d'action, les contraintes de l'établissement d'accueil ainsi que les contraintes des établissements et chantiers avoisinants intérieurs et extérieurs à l'établissement d'accueil.</p> <p>Sous réserve d'absence de contrainte opérationnelle, aucun transfert de responsabilité n'est envisageable en matière de surveillance permanente des chantiers. Cette prestation doit être assurée par le titulaire ou par une entreprise sous-traitante.</p> <p>Le titulaire doit transmettre un programme d'action détaillé de ses investigations de terrains avec plan et programmation calendaire.</p>
COMMUNICATION	<p>Le titulaire rend compte de toute difficulté et de tout événement imprévu.</p> <p>Le titulaire se rend disponible pour toutes les actions de communication (réunions publiques, réunions internes organisées par l'établissement d'accueil, etc.).</p>
ENVIRONNEMENT	<p>Le titulaire prend en compte les contraintes environnementales du site donné par le chargé d'environnement de l'établissement où seront réalisés les investigations de terrain inhérentes aux études, comme par exemple, les contraintes liées à l'éventuelle pollution pyrotechnique, déterminées par l'utilisation d'un autre accord cadre, les éventuelles pollutions industrielles déterminées par l'utilisation d'un autre accord cadre, la présence de réseaux, les contraintes liées aux périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine (EDCH).</p> <p>L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage. Le titulaire doit être, si possible, signataire de la « charte d'engagement des bureaux d'études dans le domaine de l'EE », jointe en annexe.</p>

La MOA devra présenter en détail le projet au prestataire et précisera les ouvrages pour lesquels, des reconnaissances, essais, mesures, analyses, études sont nécessaires.

Lors de ces réunions techniques, le MOA définira les paramètres dont la connaissance est nécessaire à la bonne conduite de son projet et les contraintes particulières que présente son projet.

Le prestataire est l'homme de l'art, en ce qui concerne le choix d'un type d'essai, ou d'un groupe d'essais, de façon à donner l'ensemble des paramètres nécessaires à la MOA. En conséquence, il demeure responsable du choix des essais, de l'analyse des résultats et des paramètres fournis à la MOA.

1.5. Modalités d'établissement des bons de commande

En fonction du type d'intervention demandé par le MOA (ou préconisé par le prestataire lors de l'établissement de son devis préliminaire et validé par le MOA), le bon de commande fera apparaître les moyens mis en œuvre pour répondre à l'objectif fixé, ainsi qu'un calendrier prévisionnel de sa mission en y incluant les délais de chaque intervenant (dont délais réglementaires d'instruction).

Lorsque le MOA aura besoin d'une AMO pour la réalisation des démarches administratives ou des études, il commandera dans un premier temps la prestation d'état des lieux. Pour cela, il enverra au titulaire la « fiche descriptive pour bon de commande » dont un spécimen est transmis à la notification du marché, dans laquelle figureront les éléments indispensables au chiffrage (surface, nature, nombre d'installations). Sur la base de ce formulaire, le titulaire établira un devis d'état des lieux via le bordereau de prix unitaire (sélection des prestations nécessaires sur le BPU).

Dans le cadre de cet état des lieux, le prestataire doit, au regard des éléments qu'il a étudié et de la législation environnementale applicable, faire un point détaillé de la situation administrative du projet (rubriques de la nomenclature des ICPE, IOTA ou EDCH, catégories de projet soumis à EE). Cette étude porte également sur l'inventaire des substances et le classement SEVESO et IED du site si le cas se présente. Les options du projet seront identifiées et étudiées (logique ERC : éviter, réduire, compenser) ; pour justifier le choix du projet. Les installations voisines pouvant impacter le projet (connexité, proximité, effets dominos, cumul des impacts, projets, etc.) seront également identifiées.

Le prestataire produira un rapport synthétisant la situation environnementale du site.

Ce rapport sera assorti des analyses de conformité des ouvrages existants. Il identifiera les études préliminaires nécessaires.

Cette prestation permettra l'établissement de l'offre pour chaque commande. Le devis d'étude pour établissement d'un dossier réglementaire sera discuté entre le MOA et le prestataire pour être au plus juste du besoin et conforme aux exigences de l'autorité environnementale (Commissariat général au développement durable (CGDD) pour le MINARM), de la DTIE (préfet défense) et du CGA/IS/IIC (inspection des installations classées du MINARM).

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande signés par le RPA ou par ses représentants nommément désignés au sein de l'ESID de Metz.

1.6. Durée de validité de l'accord-cadre et reconductions

La durée d'exécution de l'accord cadre est précisée à l'article 3 de l'acte d'engagement.

1.7. Délais d'exécution des bons de commande

Les prestations fixées au bordereau des prix unitaires feront l'objet de bons de commande et pourront être adressés au titulaire dès notification de l'accord-cadre.

Pour chaque commande et **par dérogation à l'article 13.1 du CCAG-PI**, le délai d'exécution des prestations sera défini par l'émission d'un ordre de service qui précisera la date à laquelle doivent être entreprises les prestations et leur délai d'exécution.

La date de début d'intervention pour la réalisation des prestations du bon de commande ne pourra être antérieure à la date de notification du bon de commande au titulaire, augmentée de quinze jours. Le MINARM doit prendre en compte un délai de 15 jours entre la notification du bon de commande et le début des prestations, délai qui laisse le temps au titulaire du marché de préparer son équipe.

L'exécution prend fin à l'issue de la réception de la dernière prestation comme indiqué dans le bon de commande.

Les bons de commande notifiés pendant la période de validité de l'accord-cadre seront exécutés jusqu'à leur terme.

1.8. Prestations intéressant les armées – Obligation de discrétion

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent les armées, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG-PI.

1.8.1. Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant aux prestations sera établie et fournie par le titulaire dans le mois suivant la notification de l'accord-cadre.

Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D1221-24 du Code du travail, le maître d'ouvrage exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du site.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

1.8.2. Autorisation d'accès dans les sites du ministère des Armées et des Anciens Combattants

Le personnel du titulaire intervenant sur le site militaire au titre du contrat fera l'objet d'un contrôle primaire pour chaque personnel susceptible d'entrer sur site, si celui-ci n'a pas été fourni durant les deux dernières années :

- Demande de contrôle primaire en version numérique remplie, non signée, au format natif
- Demande de contrôle primaire remplie, imprimée, signée, et scannée en version PDF
- Scan de la carte d'identité en version PDF

Nota : Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans contrôle primaire validé. De ce fait, les prestations ne pourront débuter qu'à partir du moment où les contrôles primaires seront retournés positifs avec visa de l'officier de sécurité (délais pouvant atteindre 2 à 4 mois).

À l'issue de l'enquête, chaque personnel se verra attribuer de l'un des statuts suivants :

- « Accès autorisé », ;
- « Accès avec réserves » ;
- « Interdit d'accès ».

Pour ces deux derniers statuts, le titulaire du présent marché se verra interdit de présenter sur site les personnels incriminés, cela sans possibilité d'en connaître la (les) raison(s) et devra proposer d'autres personnes à soumettre au contrôle primaire.

Le titulaire se doit de faire l'effort de ne présenter parmi ses agents, que des personnels disposant à minima d'un casier judiciaire vierge. **Le titulaire du marché assumera tout retard occasionné afin de procéder au remplacement du personnel ayant fait l'objet d'un refus d'accès sur site.**

1.8.3. Contrôle des accès

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d'identité professionnelle sécurisée pour les ressortissants de l'Union européenne ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'Inspection du travail du MINARM (CGA/ITA). Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des prestations.

1.8.4. Contrôle des véhicules

Une liste des immatriculations des véhicules sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le MINARM. En effet, des droits d'accès doivent être instruits pour rentrer les véhicules dans les emprises militaires.

1.8.5. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union Européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est strictement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles donnent lieu à la signature d'un avenant, ou en l'absence d'accord, à une modification unilatérale par l'acheteur.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 39.1 du CCAG-PI.

1.8.6. Marché sensible

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Le titulaire reconnaît :

- Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- Qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le titulaire reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- Qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité contractante ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

A. Généralités applicables aux documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte »

Les informations objets des documents et supports désignés à l'annexe Z au titre d'un bon de commande du présent marché, sont la propriété du ministère des Armées et des Anciens Combattants, sauf mention expresse particulière.

Le titulaire s'engage :

- À ne communiquer ces documents et supports qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître pour l'exécution du marché ;
- À retranscrire les obligations du présent article à tous ces sous-contractants qui ont besoin de connaître ces documents et supports pour l'exécution du marché ;
- À ne pas rendre publics ces documents et supports, sauf autorisation expresse et écrite de l'acheteur public ;
- À informer les personnes ayant accès, dans le cadre de l'exécution du marché, aux informations contenues dans les documents et supports, qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection figurant dans le présent article.

Le titulaire ne peut prétendre, au regard de l'application de ces mesures particulières de sécurité, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre.

Et ce, sous réserve qu'il établisse que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des obligations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuses pour lui l'exécution du marché.

Le titulaire ne peut en aucun cas se considérer dégagé des obligations décrites dans le présent article même après achèvement ou résiliation du marché, pour quel que motif que ce soit, sauf accord exprès et écrit de l'acheteur.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- L'instruction générale interministérielle n°1300/SGDN/PSE/SSD sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de ladite instruction et notamment son annexe 1 relative aux règles de protection des informations et supports portant la mention Diffusion Restreinte ;
- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015.

Les documents et supports désignés en annexe du marché et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte », qui n'ont pas été remis au titulaire lors de la procédure de passation du marché, lui seront remis par la personne publique **lors de l'exécution des prestations**.

Les documents et supports désignés en annexe et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies réalisées conformément aux dispositions ci-après, ne peuvent être détenus que par des personnels qui ont été préalablement nommément désignés par le titulaire.

La liste et l'identité des personnes concernées sont tenues à jour de manière permanente par le titulaire et communiquées par ce dernier à la personne publique sur simple demande.

Le titulaire s'engage à ce que les documents et supports désignés en annexe et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies soient conservés dans des meubles fermant à clés jusqu'à leur destruction dans les conditions prévues au présent article.

La reproduction, y compris l'impression papier et la copie à partir de support informatique, des documents et supports figurant en annexe et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte », doit être limité au strict nécessaire à l'exécution du marché.

Chaque reproduction, partielle ou totale, de ces documents et supports, doit être numérotée et son détenteur identifié. Le titulaire s'engage à élaborer un document qui identifie en temps réel les reproductions réalisées et leurs détenteurs par leurs noms, prénoms, date et lieu de naissance.

Le titulaire s'engage à transmettre des documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies uniquement :

- À l'intérieur de ses locaux sous enveloppe ou par personne désignée par lui ;
- Vers l'extérieur :
 - Sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention « Diffusion Restreinte » et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission ;
 - Et par voie postale en France métropolitaine vers les départements, régions ou collectivités d'outre-mer, par moyen garantissant la bonne réception du document ;
 - Ou par voie postale, vers l'étranger, par un moyen garantissant la bonne réception du document sauf si ces documents portent également la mention « Spécial France » ; les documents portant la mention « Spécial France » ne peuvent sortir des frontières du territoire que par valise diplomatique.

Pour le traitement, le stockage ou la transmission des informations ou supports portant la mention « Diffusion Restreinte », le titulaire s'engage à utiliser uniquement des systèmes d'information qui ont fait l'objet d'une homologation de sécurité (par exemple pour la transmission, en ayant recours à un logiciel de type ACID Cryptofiler) conformément à l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'information sensibles n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015.

A l'issue des opérations de réception, qui nécessitent la détention des documents et supports désignés en annexe et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte », le titulaire s'engage à :

- Détruire les documents et supports figurant en annexe et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte » et la totalité des éventuelles copies, y compris celles réalisées par ses sous-contractants ;
- Effacer toutes les versions informatiques de ces documents et supports en ayant recours à des produits de sécurité homologués par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) du type logiciel ACID Cryptofiler ;
- À transmettre à l'acheteur public par mail dans un délai de quinze (15) jours à compter de la décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, le document identifiant les copies réalisées et leurs détenteurs signé par un de ses représentants. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité en application de l'article 9.3 du présent CCP.

B. Documents livrés par le titulaire

En complément des éventuelles dispositions contractuelles en matière de droits attachés aux résultats, les livrables listés en annexe Z au titre d'un bon de commande du présent marché sont soumis aux dispositions spécifiques ci-après. En cas de contradiction, les dispositions du présent article prévalent.

Le titulaire s'engage à ne pas rendre publiques les versions de travail et la version définitives, de ces livrables, sauf autorisation expresse et écrite de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à ne communiquer les versions de travail et la version définitive des livrables listés en annexe qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître pour l'exécution du marché.

Les versions de travail et la version définitive des livrables ne peuvent être détenus que par des personnels qui ont été préalablement nommément désignés par le titulaire et dont la liste est tenue à disposition de l'acheteur et de tous représentants de ce dernier.

Le titulaire s'engage à ce que les versions de travail et la version définitive des livrables désignés et leurs éventuelles copies soient conservés dans des meubles fermant à clés jusqu'à leur réception dans les conditions prévues au présent marché.

La reproduction, y compris l'impression papier et la copie à partir de support informatique, des versions de travail et de la version définitive des livrables désignés en annexe doit être limité au strict nécessaire à l'exécution du marché.

Chaque reproduction, partielle ou totale, de ces livrables, doit être numérotée et son détenteur identifié. Le titulaire s'engage à élaborer un document qui identifie en temps réel les reproductions réalisées et leurs détenteurs par leurs noms, prénoms, date et lieu de naissance.

Le titulaire s'engage à transmettre les versions de travail et la version définitive et leurs éventuelles copies uniquement :

- À l'intérieur de ses locaux sous enveloppe ou par personne désignée par lui ;
- Vers l'extérieur :
 - Sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention « Diffusion Restreinte » et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission ;
 - Et par voie postale en France métropolitaine vers les départements, régions ou collectivités d'outre-mer, par moyen garantissant la bonne réception du document ;
 - Ou par voie postale, vers l'étranger, par un moyen garantissant la bonne réception du document sauf si ces documents portent également la mention « Spécial France » ; les documents portant la mention « Spécial France » ne peuvent sortir des frontières du territoire que par valise diplomatique.

Pour le traitement, le stockage ou la transmission des versions de travail et de la version définitive, le titulaire s'engage à utiliser uniquement des systèmes d'information qui ont fait l'objet d'une homologation de sécurité (par exemple pour la transmission, en ayant recours à un logiciel de type ACID Cryptofiler) conformément à l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'information sensibles n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015.

Une fois les livrables listées et leurs éventuelles copies réceptionnées, le titulaire s'engage :

- À détruire toutes les versions papiers de travail et définitive de ces livrables et de leurs éventuelles copie, y compris celles réalisées par ses sous-contractants ;
- À effacer toutes les versions informatiques de ces documents en ayant recours à des produits de sécurité homologués par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) du type logiciel ACID Cryptofiler ;
- À transmettre à l'acheteur public par mail dans un délai de quinze (15) jours à compter de la décision de réception, d'ajournement, de refaction ou de rejet, le document identifiant les copies réalisées et leurs détenteurs signé par un de ses représentants. A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur public, le titulaire encourt une pénalité en application de l'article 9.3 du présent CCP.

Le titulaire ne peut en aucun cas se considérer dégagé de ses obligations ci-dessus même après achèvement ou résiliation du marché, pour quel que motif que ce soit, sauf accord exprès et écrit de l'acheteur public.

Le titulaire s'engage à retranscrire les obligations du présent article à tous ces sous-contractants qui ont besoin de connaître les versions de travail et les versions définitives des livrables listés en annexe.

1.8.7. Mesures de prévention

Le titulaire déclare avoir pris connaissance du Titre 1 de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

Un plan de prévention sera établi avec le responsable de la prévention du site sur lequel sont exécutées les prestations, pour chaque commande.

1.8.8. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de respecter les dispositions prévues par les lois et les règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée et en particulier les conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail (OIT) - (se reporter à l'article 6.1 du CCAG-PI).

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché.

1.8.9. Prise de vue et exploitation d'images

Toute réalisation de prises de vues (supports photographiques ou vidéo) et exploitation d'images appartenant au ministère des Armées et des Anciens Combattants par une entreprise titulaire d'un contrat de la commande publique passé par le SID est soumise à **autorisation expresse** du service communication de la direction centrale du SID, de l'autorité militaire du site et du directeur de l'ESID de Metz.

L'autorisation écrite est signée par le directeur de l'ESID, qui précise :

- La finalité des images
- Les publics concernés
- La durée et les territoires d'utilisation
- Les supports et canaux d'exploitation

Le contenu des images sera soumis au contrôle des chaînes de communication du ministère avant leur diffusion, afin de veiller à ce que ces dernières ne présentent pas de faille en matière de sécurité des installations, matériels et personnels. Si tel était le cas, elles devraient être détruites.

Si l'entreprise peut les utiliser pour faire valoir son image et ses réalisations dans une logique de référencement client, le MINARM ne peut être perçu comme « garant » de la société et de ses produits.

Par principe, la réalisation de prises de vue purement publicitaires est exclue, dès lors que l'entreprise peut retirer un avantage commercial direct de l'exploitation de l'image du MINARM.

Enfin, si l'entreprise souhaite utiliser la marque du SID, une autorisation écrite du directeur central du SID sera requise.

1.9. Développement durable

En application des dispositions des articles L.2111-1, L.2112-2 et L.2112-4 du code de la commande publique, les conditions d'exécution du marché intègrent des éléments à caractère environnemental, qui prennent en compte des objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement. Les objectifs de développement durable concernent la délivrance de livrables numériques, hormis les documents qui nécessitent une version papier et qui seront détaillés dans les articles du CCP ci-après.

1.10. Insertion sociale

1.10.1. Insertion par l'activité économique

Sans objet.

1.10.2. Insertion par l'activité du militaire blessé

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, il s'agit du dispositif du militaire blessé. Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à 3 mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

Publics éligibles

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

Modalités de mise en œuvre du dispositif social

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- Une proposition de stage directement par l'entreprise titulaire ;
- Une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- Une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif. En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, ou à l'issue de la réunion de lancement du marché si celle-ci n'est pas organisée dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, les éléments suivants :

- Les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;
- La localisation des sites concernés par l'exécution du marché (département et commune en France) ;
- Leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;
- Les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (acheteur et Défense mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

L'acheteur transmet ensuite ces éléments accompagnés des informations suivantes à Défense mobilité :

- Numéro du marché ;
- Date de notification ;
- Durée et date d'échéance.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire. Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage. Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité).

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Néanmoins, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant voire lui attribuer des aides aux transports.

Intervention de Défense mobilité

Défense mobilité est un service du ministère des Armées et des Anciens Combattants en charge de la reconversion. A ce titre, il accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale. Dans ce cadre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau projet professionnel.

Dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, Défense mobilité a notamment pour missions :

- D'accompagner le titulaire :
 - Dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
 - De lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale ;
 - D'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le titulaire ;
 - De s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée.
- D'informer l'acheteur :
 - Lors de la signature d'une convention de stage ;
 - De lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
 - De lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire.

Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs. En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense mobilité. En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l'échéance de l'accord-cadre, Défense mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

2. Descriptifs des prestations générales

2.1. Système de coordonnées et format des cartographies

Toutes les coordonnées utilisées dans le cadre de cet accord-cadre feront référence au Réseau Géodésique Français 1993 (RGF 93).

Toutes cartographies devront être fournies en format « .shp (shape) » ou à défaut « .dwg et .dxf » avec des données géo-référencées.

2.2. Exigences préalables aux prestations

2.2.1. Visite de site en cours d'exécution de l'accord-cadre

La visite du site sera obligatoire lors de la consultation des prestations propre à chaque emprise pour l'établissement du bon de commande.

Le MINARM définira la date de visite en lien avec le titulaire.

Des documents peuvent être fournis par le MINARM comme :

- Etude de Schéma d'eau potable et/ou d'assainissement contenant ou non une étude pédologique ;
- Etude géotechnique préalablement réalisée à proximité des lieux d'étude ;
- Cartes topographiques à différentes échelles ;
- Cartes géologiques, pédologiques, hydrogéologiques, géomorphologiques, géotechniques, des risques naturels, des formations superficielles, spéléologiques, documents d'archives de construction d'ouvrages en site analogue, missions photographiques aériennes détenues ;
- Plans d'avant-projet ;
- Profondeur des réseaux ;
- Etudes environnementales précédentes ;
- Etc.

Le prestataire devra fournir au MOA la liste des documents nécessaires à l'étude préalable de sa prestation.

L'étude sur documents devra être obligatoirement complétée par un examen visuel des lieux et des contacts ciblés avec les riverains. Cette prise de contact, qui peut déborder le cadre strict de l'emprise militaire, permettra de relever les indications utiles à la configuration générale du site.

Cette visite permettra au titulaire de réaliser un devis qui permettra la rédaction des bons de commandes.

L'entreprise titulaire ne pourra en aucun cas arguer d'erreurs, de contradictions ou d'oublis au niveau du bon de commande pour refuser de réaliser les travaux ou demander des indemnités ou des prix supplémentaires. Aucun supplément de prix ne sera accepté sauf en cas d'aléas du fait de l'administration non pris en compte durant la visite.

2.2.2. Application de la réglementation relative à la protection des réseaux

Comme pour tous les travaux intrusifs dans les sols, la réglementation commune du travail à proximité des réseaux s'impose depuis 2012 (décret n° 2011-1241). Ainsi, la réalisation des déclarations de projets de travaux (DT) en amont de tout travaux intrusifs est obligatoire sur les terrains du ministère des Armées et des Anciens Combattants (MINARM) et relève de la responsabilité de la MOA, néanmoins la réalisation des DT pourra être déléguée au titulaire.

Les titulaires de l'accord-cadre devront appliquer le « guide d'application de la réglementation anti-endommagement » approuvé par l'arrêté du 27 décembre 2016 relatif aux travaux à proximité des réseaux.

Pour l'exécution des travaux au voisinage des lignes électriques, le prestataire sera tenu de se conformer à la réglementation en vigueur dans les chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics. Les distances à respecter par rapport à la ligne électrique aérienne devront tenir compte de tous les mouvements possibles des engins normalement utilisés, ainsi que des mouvements accidentels tels que chute de charge, fouettement de câbles, basculement de l'engin lui-même ou d'une de ses parties.

Il est rappelé au prestataire l'obligation qui lui est faite, avant de procéder à l'exécution de travaux à proximité de lignes électriques aériennes ou de câbles électriques souterrains, d'en informer le représentant local de la distribution d'énergie électrique, le chargé de prévention et le maître d'ouvrage.

Le prestataire prendra à ses frais toutes dispositions utiles pour maintenir en toutes circonstances, et quelles que soient les phases de chantier, les réseaux souterrains de toutes sortes rencontrés pendant l'exécution des travaux, en parfait état de fonctionnement.

Le prestataire prendra également à sa charge toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé aux réseaux rencontrés. Il prendra notamment toutes les mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, le soutien des canalisations ou conduites dégagées lors des terrassements ou fouilles pour ouvrages d'art.

Le piquetage spécial (matérialisation) des canalisations sera effectué avant tout commencement des travaux nécessaires aux investigations de terrains du prestataire.

Le prestataire ne pourra se prévaloir ni pour éluder les obligations de son marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par l'exploitation normale du domaine public et des services publics et notamment par la présence et le maintien des canalisations, conduites, câbles de toute nature, aériens ou souterrains ainsi que par les chantiers nécessaires au déplacement, à la transformation ou à l'entretien de ces installations. Il est tenu compte de toutes ces sujétions dans l'établissement des prix du bordereau du présent marché.

2.3. Définitions des missions

2.3.1. Déroulement du marché

Les parties techniques ci-dessous sont données à titre indicatif, et seront adaptées à chaque projet et au contexte de celui-ci.

2.3.2. Partie technique type

Ces parties techniques seront soumises à adaptation en fonction de la nature du projet et des études préliminaires déjà disponibles.

Sauf mention contraire de la MOA, chaque mission de réalisation d'un dossier d'autorisation environnementale comportera 4 parties techniques distinctes :

Partie technique	Désignation	
Partie technique préliminaire	Etat des lieux – Rapport	
	Investigations de terrain	
	Réalisation des études préliminaires (diagnostics, audit, relevés, analyses, pré-dimensionnements)	
	Elaboration d'un rapport relatif aux dispositions constructives applicables au projet (ICPE, IOTA, EDCH, biodiversité, air, bruit ...)	
Partie technique amont	Evaluation des incidences Natura 2000	
	Demande d'examen au cas par cas	
	Demande d'information simple	
	Demande d'informations (si dispense d'EE) et demande de cadrage préalable (si soumis à EE)	
	Base	Réalisation du dossier de demande d'autorisation environnementale (ICPE, IOTA) et santé publique (EDCH)
		Etudes spécifiques préalables
		Aide à la rédaction de dossiers complémentaires
		Aide à la rédaction de la demande d'autorisation d'urbanisme
	Si dispense EE	Elaboration de l'étude des incidences environnementales
	Si EE	Réalisation d'une étude d'impact (EI)
Partie technique d'examen	Assistance pour l'élaboration du dossier final à déposer par le pétitionnaire et prise en compte des demandes de compléments et des remarques formulées si rejet pour présentation d'un nouveau dossier	
	Si EE	Assistance durant la phase d'avis de l'autorisation environnementale
	Si dispense EE	Assistance durant la phase d'enquête publique pour la constitution du dossier d'enquête, l'élaboration des réponses aux questions soulevées, les visites de site, les réunions publiques.
	Si EE	Assistance durant la phase de consultation du public pour la constitution du dossier mis à disposition du public, l'élaboration des réponses aux questions soulevées.
	Assistance durant la phase de décision, examen contradictoire du projet d'arrêté, examen ou passage en Comité départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CoDERST), avis sur le projet d'arrêté finalisé.	

Partie technique de réalisation	Assistance pendant la phase de réalisation pour vérifier la compatibilité du projet avec les pièces techniques du marché de travaux
	Assistance pendant la phase livraison pour vérifier la conformité du projet avec l'arrêté et délivrance d'une attestation de conformité.
	Assistance pour la rédaction de la déclaration de projet

Les décisions du maître d'ouvrage (MOA) sont notifiées par l'émission d'un OS qui est remis au titulaire contre récépissé, adressé par courrier éventuellement recommandé avec accusé de réception, ou par courriel éventuellement avec accusé de réception et accusé de lecture. Dans le cas de transmission par courrier et en complément des dispositions de l'article 3.8.1 du CCAG-PI, les OS sont notifiés au titulaire par le MOA en 2 exemplaires.

Le titulaire doit renvoyer un exemplaire au MOA après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu et ses réserves éventuelles. Le titulaire est tenu de se conformer aux OS délivrés par le MOA, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du MOA seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes, de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire.

2.4. Pièces à fournir par l'entreprise avant le début des prestations

Au cours de la période de préparation les documents suivants seront remis à la MOA :

- Le planning prévisionnel d'exécution des études (phasage des contraintes) ;
- Le plan de balisage du chantier, des cheminements des véhicules et des zones de sécurité ;
- La liste des matériaux et des matériels qui seront utilisés sur le site ;
- Les déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT) ;
- La liste nominative des personnels avec les certificats de qualification, planning de formation pyrotechnique, autorisations d'intervention, habilitations ainsi que la liste nominative des personnels présents durant l'exécution des travaux ;
- Les autorisations et habilitations diverses exigées par les réglementations en vigueur ;
- Le (s) Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S S), le cas échéant ;
- Les marquages-piquetage des réseaux existants dans les zones de travaux.

2.5. Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet d'un bon de commande, à l'issue de chacune des parties techniques définies à l'article 2.3 ci-dessus sans que cette décision puisse donner lieu à indemnité.

Les points de contrôle ou points d'arrêt seront définis entre le MOA et le prestataire lors des premières réunions de lancement de la phase préliminaire. Les points de contrôle et d'arrêt seront intégrés au planning.

Les points de contrôle et d'arrêt peuvent être :

- Le suivi de l'exhaustivité des consultations des services et de leur contenu (point de contrôle (PC)) ;
- La validation par le MOA pour chaque étude spécifique de la nature des investigations de terrain (PC) ;
- Le contrôle du contenu de chaque rendu par phase et par étape (EE, études des incidences Natura 2000, EI, état initial) (point d'arrêt (PA)).

Les motifs d'arrêt d'exécution des prestations peuvent notamment être les suivants :

- Consultation d'un marché de travaux déclaré sans suite ;
- Résiliation d'un marché de travaux.

L'arrêt de l'exécution d'une prestation sera notifié au titulaire par ordre de service. Un bon de commande modificatif annulant et remplaçant le précédent sera établi. Il comportera les éléments des missions déjà réalisés et les missions maintenues ou à terminer.

2.6. Compte-rendu hebdomadaire

Les comptes rendus hebdomadaires sont obligatoires, ils devront être rédigés par l'entreprise titulaire et envoyés à la maîtrise d'ouvrage et au maître d'œuvre.

Les comptes rendus devront être rédigés à l'issue des réunions hebdomadaires de chantier (sous un délai de 3 jours à l'issue de la réunion) qui se tiendront en présence de la MOA (sauf exception) et du chargé de sécurité pyrotechnique (CSP).

Ils s'appuieront sur les données inscrites dans le journal de chantier.

2.7. Exigences de qualité du rapport

La qualité du dossier est jugée par l'équipe projet sur :

- La conformité de son contenu avec l'article R. 181-13 et suivants du code de l'environnement ;
- La bonne compréhension des enjeux liés au projet ;
- Sa lisibilité, son organisation, sa facilité de lecture pour les non-initiés : le dossier doit être clair et accompagné de synthèses encadrées à chaque fin de chapitre ;
- L'illustration, le choix de graphiques judicieux et commentés ;
- La cohérence entre les différentes parties du dossier ;
- Sa recevabilité lors de la phase d'examen par le CGA/IS/IIC puis par le CGDD.

Suivant la mission exécutée, l'étude sur la base des éléments indiqués sur le bon de commande comprend selon le cas :

- Une synthèse des documents existants, des enquêtes menées, des réunions de travail, de la visite du site, des résultats de la reconnaissance, des simulations, des données et contraintes du projet ;
- Une description du lieu des investigations (cartes, coordonnées en RGF 93) ;
- Une description des investigations de terrains réalisées et leurs justifications ;
- Une transcription des résultats des investigations de terrains ;
- Une interprétation des résultats des investigations de terrains les méthodes d'interprétation et les problèmes particuliers (notamment un jugement sur la représentativité des essais et des résultats), les recommandations associées ;
- Des recommandations en matière :
 - De reconnaissances à envisager ;
 - D'implantation de sondages/prélèvements/piézomètres etc. de contrôle.

Pour chaque étude, un dossier relié sera fourni en 1 exemplaire papier, 1 clé USB et une transmission électronique par voie France transfert si document non protégé.

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu de réunion transmis par courriel au MOA en PDF. Ces comptes rendus seront intégrés en annexe des rapports de synthèse.

Un dossier des plans, si nécessaire devra être créé par le prestataire. Le dossier comprendra, suivant le type de mission exécutée :

- La vue en plan dwg indiquant les données de l'ouvrage complétée par la position des sondages et des essais en place, ainsi que celles des piézomètres ;
- Eventuellement, la coupe longitudinale de l'ouvrage (1/100) sur laquelle auront été reportés (en les ramenant au niveau NGF 93), les résultats des essais en place réalisés, la position des piézomètres et les niveaux d'eau reconnus, etc.

Toutes les indications des cotes sur les plans devront être rapportées en NGF 93.

Les données graphiques seront reportées sur les plans et les fichiers fournis au maître d'œuvre au format MicroStation V8 GDGN File (Bentley System INC) ou au format AUTOCAD (Extension dwg) et devront respecter la charte de dessin que l'administration utilise à savoir les normes SYGAP et GEOVISU.

3. Pièces constitutives

Le présent accord-cadre est régi par les lois et règlements de la République française exclusivement. Tout document ou correspondance relatif à l'accord-cadre devra être rédigé en langue française.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut. En cas de contradiction entre deux annexes, l'annexe dont le numéro est le moins élevé prévaut.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité, sachant que l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi :

3.1. Pièces particulières

1. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
2. Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes ;
3. Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
4. Les bons de commande et leurs pièces jointes éventuelles ;
5. Le mémoire technique du titulaire rendu contractuel après mise au point éventuelle ;
6. Les actes spéciaux postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

3.2. Pièces générales

1. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30/03/2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
2. La législation et les normes européennes et françaises en vigueur ayant trait à l'objet de l'accord-cadre.

3.3. Pièces délivrées au titulaire

Les pièces qui sont délivrées sans frais au titulaire sont les suivantes :

- Une copie des pièces particulières constituant le marché, postérieures à sa notification (conformément à l'article 4.2. du CCAG-PI, cela concerne, après l'AE transmis lors de la notification, les actes modificatifs en cours d'exécution de l'AC, comme les avenants ou décisions impactant l'AC) ;
- L'exemplaire unique destiné au nantissement du marché sera remis au titulaire sur sa demande expresse.

4. Intervenants – communication – documents

4.1. Personnes chargées du pilotage du marché

4.1.1. Désignation des intervenants du pouvoir adjudicateur

Les attributions du RPA sont déléguées conformément au tableau ci-après :

Action	Signataire
Demande de devis	Le RPA et ses délégataires
Bon de commande	Le chef de l'USID ou de POLE, par délégation de signature du RPA
Ordre de service (OS) conduite et contrôle des prestations	Le maître d'ouvrage ou maître d'œuvre désigné par le chef de l'USID ou le chef de POLE

OS avec incidence (coût, délai, pénalité)	Le chef de l'USID ou de POLE, par délégation de signature du RPA
Vérification, réception, « service fait »	Le chef de l'USID ou de POLE, par délégation de signature du RPA
Mise en pénalités, rejet, réfaction, ajournement ...	Le RPA et ses délégataires
Modification du contrat : avenant, décision, résiliation ...	Le RPA et ses délégataires

4.1.2. Les personnes en charge du pilotage de l'accord-cadre

Dès notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne un correspondant qui sera l'interlocuteur privilégié de l'administration pour l'ensemble des prestations à réaliser (établissement de devis, exécution des commandes, etc. ...). Cette fonction doit être assurée de façon continue (suppléant à prévoir en cas d'absence).

Le titulaire et son remplaçant sont les responsables auprès de la personne publique pour toutes les questions administratives et techniques liés au bon déroulement du marché.

A ce titre :

- Ils connaissent les documents contractuels du marché ;
- Ils ont connaissance de l'exécution des prestations dues au marché et en rend compte à la personne publique ;
- Ils vérifient le résultat des actions des intervenants du titulaire ;
- Ils contrôlent le respect de la réglementation ;
- Ils sont responsables de la qualité de l'ensemble des prestations en s'assurant qu'elles sont réalisées conformément aux prescriptions du bon de commande ;
- Ils sont responsables de la bonne réalisation des prestations conformément aux objectifs définis ;
- Ils représentent le titulaire lors des contrôles des prestations effectuées contradictoirement ;
- Ils assurent l'échange et la diffusion des informations. Il représente le titulaire aux réunions ;
- Ils assistent et conseillent la personne publique ;
- Ils encadrent, coordonnent et vérifient les actions des intervenants du titulaire ;
- Ils établissent et tiennent à jour l'ensemble des documents exigés.

Lors de l'exécution d'une commande, si le RPA estime que le niveau de compétences des intervenants propre à chaque titulaire est insuffisant, il adressera au titulaire du lot concerné un ordre de service demandant le remplacement de l'intervenant en question. Le délai de remplacement n'est pas suspensif du délai contractuel de réalisation de la prestation.

4.1.3. Les interlocuteurs par lot géographique

Dès notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne un interlocuteur par lot géographique auprès de la personne publique, qui sera le point de contact de proximité de l'administration. Cette fonction doit être assurée de façon continue (suppléant à prévoir en cas d'absence).

4.1.4. Les personnes qualifiées pour chaque commande

A chaque commande, la personne publique désigne le représentant du MOA et le maître d'œuvre (MOE) en charge de la commande.

A chaque notification du bon de commande, le titulaire désigne la personne autorisée à signer les avis et rapports relatifs au bon de commande concerné. Elle possède le niveau de connaissance des lieux, des installations, des activités de l'accord-cadre et des exigences en matière de sécurité et d'environnement ainsi que des outils informatiques support des informations.

4.1.5. Personnes assurant les prestations

Le titulaire est responsable de la définition du nombre de personnes mises en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

Le titulaire du marché certifie sur l'honneur que les prestations seront réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 3243-1 et L. 1221-13 du Code du Travail.

Le titulaire du marché s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

4.1.6. Désignation de sous-traitant en cours de marché

Le titulaire peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage.

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur **impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC** (<https://subclik.com/>).

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance. L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat. Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCP.

Aucun paiement de sous-traitant ne peut intervenir tant que le sous-traitant n'a pas été agréé et ses conditions de paiement acceptées dans les conditions fixées par les articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2193-10 du CCP, pour définir si les conditions du paiement direct du sous-traitant sont réunies, le contrat de sous-traitance doit être égal ou supérieur à 10 % du montant hors taxe du marché public.

Les sous-traitants dont le contrat est inférieur à 10% du montant hors taxe du marché ne peuvent donc prétendre au paiement direct. Dans ce cas, le titulaire du marché devra fournir au RPA une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé conformément à l'article L.2193-14 du code de la commande publique.

4.2. Communication au titulaire

4.2.1. Ordres de service

Les décisions du maître d'ouvrage sont notifiées par l'émission d'un ordre de service par voie électronique (via PLACE ou messagerie électronique), ou éventuellement en deux exemplaires par courrier recommandé avec accusé réception.

Le titulaire est tenu de se conformer aux ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du maître d'ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes, de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire.

4.2.2. Modalités de transmission des documents

Le MOA et les autres intervenants pourront transmettre les documents nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre par courrier électronique (via PLACE ou messagerie électronique : demande de devis ; bon de commande ; OS conduite et contrôle des prestations ; vérification, réception, « service fait ») voire par voie postale en fonction de la nature du document (OS avec incidence (coût, délai, pénalité) ; mise en pénalité, rejet, réfaction, ajournement ... ; modification du contrat : avenant, décision, résiliation ...), mais la transmission de documents par courrier électronique sera privilégiée.

Le RPA et titulaire s'échangeront les adresses électroniques nécessaires à la conduite de l'opération. Les deux parties accuseront réception de tous les courriers transmis. L'accusé réception par voie électronique du titulaire vaut récépissé. Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-PI, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours, à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Les documents sont signés électroniquement ou de manière manuscrite. Pour rappel, les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'administration font seuls foi.

Conformément à l'article 3.3 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage apte à prendre les décisions nécessaires est le directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Metz ou son représentant.

Par ailleurs, lors de la phase d'exécution des prestations, il est à noter que la diffusion des documents à mention DR (diffusion restreinte) est interdite par internet. Elle sera obligatoirement effectuée par courrier postal sous double enveloppe en recommandé avec accusé réception, ou remise en mains propres, ou transmise par le logiciel ACID permettant de transmettre de façon sécurisée des informations sensibles grâce à un chiffrement des données.

Concernant les documents d'autorisation santé publique d'un captage et des installations de production et de potabilisation selon l'arrêté du 20 juin 2007, l'exploitant transmettra le dossier d'autorisation santé publique à l'inspection vétérinaire territorialement compétent par NEMO, accompagné du ou des dossiers environnemental (aux) IOTA associé(s) ainsi que du récépissé DUPLOS BRGM en cas de forage d'une profondeur supérieur à 10 m. Depuis l'arrêté du 5 août 2024 fixant les modalités spécifiques d'application des dispositions relatives aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles, pour les installations, services et organismes relevant de l'autorité ou placés sous la tutelle du MINARM, et tout particulièrement son article 7, l'exploitant IOTA du forage, à savoir le directeur de l'ESID de Metz est aussi personne responsable de la production et de la distribution de l'eau (PRPDE) selon le code de la santé publique.

4.2.3. Communication du titulaire

Pendant toute la durée de sa mission, la personne qualifiée par le titulaire pour chaque commande est tenue d'établir des avis écrits sur tout document transmis par les autres intervenants et de répondre par écrit à toute question qui lui est posée.

Les avis, rapports et observations donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du présent marché. Le délai de délivrance des avis et rapports est dans le présent contrat.

Tableau récapitulatif du service destinataire des documents produits par le bureau d'étude

Procédure		ICPE	IOTA
Examen au cas par cas		DTIE copie CGA/IS/IIC	
Déclaration	Avec demande de dérogation aux prescriptions générales	CGA/IS/IIC	CGA/IS/IIC
	Sans demande de dérogation aux prescriptions générales	DTIE	
Enregistrement		CGA/IS/IIC copie DTIE	
Autorisation		CGA/IS/IIC copie DTIE	CGA/IS/IIC copie DTIE
Bénéfice des droits acquis	Avec demande de dérogation aux prescriptions générales	CGA/IS/IIC	CGA/IS/IIC
	Sans demande de dérogation aux prescriptions générales	DTIE	
Changement d'exploitant	Avec demande de dérogation aux prescriptions générales	CGA/IS/IIC	CGA/IS/IIC
	Sans demande de dérogation aux prescriptions générales	DTIE	DTIE
Modification		CGA/IS/IIC copie DTIE	CGA/IS/IIC copie DTIE
Cessation d'activité		DTIE	CGA/IS/IIC

4.2.4. Quantité et format des documents à remettre à l'issue des différentes missions

Le titulaire remettra au maître d'ouvrage deux exemplaires papiers et un exemplaire dématérialisé de chacun de ses avis, observations et rapports. Tout livrable sera établi sous format numérique (logiciel MS Word, MS Excel et PDF ou équivalent) par messagerie ou tous autres supports informatiques (clefs USB – DVDrom...)

Chaque plan respectera la charte graphique indiquée en annexe 5 du CCP. Les plans seront livrés de la manière suivante :

Documents	Format
Plans	Format DGN (échelle 1 – formation MICROSTATION V10.15)
Plans	Format DWG 2018 à 2021 (échelle 1 – format AUTOCAD)
Plans	Format papier PDF format A3 couleurs (3 exemplaires)
Rapport, livrables	Sur clé USB, les fichiers sont nommés et organisés et nommés de manière à pouvoir situer et retrouver facilement chaque plan. Deux exemplaires papier format A4 couleurs reliés et organisés.

4.2.5. Garantie des documents

La garantie porte sur l'ensemble des documents fournis par le titulaire. La durée de la garantie est d'un an à compter de la date de perception du document par le donneur d'ordre (acheteur ou son représentant) pour le bon de commande concerné.

Durant cette période, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra signaler toutes anomalies éventuelles (géométriques, précisions ...) détectées ultérieurement et pourra demander une rectification par le titulaire, aux frais exclusifs de ce dernier.

4.3. Fonctionnement des commandes

Tout au long du déroulement du délai d'exécution, le titulaire est susceptible d'être sollicité par toute entité de l'ESID de Metz ayant besoin de résultats issus de missions prescrites au présent marché : USID, pôle de conduite d'opérations (PCO), pôle de maîtrise d'œuvre (PMO), division concernée.

4.4. Elaboration des projets de commande / demandes de devis

Préalablement à la passation de chaque bon de commande, l'entité intéressée de l'ESID de Metz adressera au titulaire un projet de commande / demande de devis.

Le titulaire devra fournir au demandeur, sous quinze jours maximum à compter de la réception de cette demande (sauf si un délai différent est spécifié dans la demande écrite de l'acheteur ou son représentant), le devis / projet de commande établi ou complété par ses soins.

Ce délai global inclura une ou plusieurs visites sur site ou dans les locaux du donneur d'ordre afin de mettre au point le besoin entre le titulaire et son donneur d'ordre parmi les missions prescrites ci-après, vis-à-vis des particularités du projet concerné et du stade d'avancement dans lequel il se trouve.

4.5. Bons de commande

Les missions, objets des bons de commande seront notifiées au titulaire au fur et à mesure des besoins.

Le titulaire ne peut prétendre au règlement de prestations que dans la mesure où elles ont fait l'objet d'un bon de commande écrit.

Les prestations feront l'objet de bons de commande adressés par courrier électronique ; cet envoi fera impérativement l'objet d'un accusé de réception. La transmission par courrier postal en recommandé avec accusé de réception est autorisée mais l'envoi par courrier électronique est privilégié.

Que ce soit par courrier électronique ou courrier postal, la date de réception du bon de commande vaut date de notification.

Chaque bon de commande comprendra :

- Le numéro et l'objet de l'accord-cadre ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à exécuter (conception, réalisation ou les deux) ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- L'identité du représentant de la maîtrise d'ouvrage (conducteur d'opérations) et ses coordonnées ;
- L'organisme chargé de l'inspection du travail si ce dernier est différent de celui mentionné dans ce CCP ;
- La date de début d'exécution des prestations ;
- Le délai d'exécution des prestations ;
- La date de fin d'exécution des prestations ;
- Les montants HT et TTC de la commande avec le détail quantitatif et estimatif, en prix de base et mise à jour, des prestations telles qu'elles ressortent du bordereau de prix unitaire (BPU) ;
- L'imputation de la dépense ;
- Le mode de règlement et la périodicité des demandes de paiement ;
- Le mode et l'adresse d'envoi de la demande de paiement après vérification des prestations.
- Les sujétions particulières à l'exécution des prestations (mesures d'HST, SPS, ...) ;
- Le cas échéant, si l'exécution des prestations le nécessite, les modalités des réunions.

Conformément au CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception de la commande pour formuler par écrit ses observations éventuelles au signataire du bon de commande. Au-delà, le bon de commande sera considéré comme accepté par le titulaire.

Les réserves du titulaire, si elles sont reconnues fondées par le service, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande.

En cas de prolongation du délai de l'accord-cadre auquel se rapporte le bon de commande (par exemple, lors de l'émission d'une question tardive posée par le CGDD) et si des prestations supplémentaires du titulaire sont nécessaires, un nouveau bon de commande est établi.

5. Modifications

5.1. Modification des bons de commande

Le bon de commande fixe le nombre maximum de prestations à réaliser. Le titulaire du marché ne pourra en aucun cas dépasser ces quantités sans émission d'un bon de commande supplémentaire.

Par conséquent, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, le titulaire communique au donneur d'ordre toute constatation de nature à modifier les prévisions ou prescriptions de la commande dès qu'il en a connaissance.

Il doit prendre toutes dispositions pour permettre au donneur d'ordre de vérifier les quantités réalisées.

Le titulaire propose s'il y a lieu, les modifications à apporter à l'exécution qui lui paraissent découler de ces constats et précise l'incidence sur les modalités contractuelles.

En fin d'exécution d'une partie technique, un décompte des quantités réellement exécutées sera effectué et le cas échéant, un bon de commande modificatif annulera et remplacera le premier.

5.2. Clause de réexamen

Conformément à l'article 25 du CCAG-PI, en cas de circonstances que les parties ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de ces circonstances.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par ces circonstances sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

5.3. Défaillance du mandataire du groupement

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-PI, en cas de défaillance du mandataire du groupement solidaire, les membres du groupement désignés dans l'acte d'engagement sont tenus de lui désigner un membre remplaçant parmi les membres restant du groupement. À défaut, et à l'issue d'un délai de 8 jours courant à compter de la notification de la mise en demeure de l'acheteur d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

6. **Propriété intellectuelle**

6.1. Utilisation des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 32.2 du CCAG-PI. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 34.1 du CCAG-PI.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du titulaire et le cas échéant, d'une convention spécifique.

6.2. Utilisation des résultats

Les résultats sont définis à l'article 32.1 du CCAG-PI. Les résultats du présent accord-cadre sont qualifiés de **confidentiels** c'est pourquoi, compte tenu de leur nature, les résultats font l'objet d'une **cession à titre exclusif**.

6.2.1. Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Pour les besoins découlant de l'objet, le titulaire concède, à titre exclusif et au titre de la même étude, au maître d'ouvrage, ses droits composés des droits de reproduction et de représentation définis à l'article 35.2.1 du CCAG-PI. L'exercice des droits patrimoniaux s'exerce dans le respect des droits moraux du titulaire.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous conditions résolutoires de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour une durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

6.2.2. Régime des données

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur, conformément à l'article 35.2.3 du CCAG-PI. L'acheteur interdit au prestataire ayant réalisé l'étude de faire usage (diffusion, exploitation, communication, publication), sous quelque forme que ce soit, même à titre gratuit, de tout ou partie de l'étude sans son accord express et préalable.

6.2.3. Utilisation des connaissances antérieures

Par défaut, le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage souhaiterait exploiter commercialement les résultats du marché, il sollicite l'accord du titulaire afin d'établir une convention définissant les modalités de cette exploitation, incluant au minimum :

- La durée de l'exploitation ;
- Les finalités de l'exploitation commerciale ;
- Les supports de reproduction ;
- Le montant et les modalités de calcul de la redevance ;
- Les modalités de contrôle des versements effectués.

Un contrat de cession de droits est passé entre le titulaire et le maître d'ouvrage en application des dispositions de l'article R.2122-3-3° du code de la commande publique.

6.2.4. Garantie des droits

Le titulaire garantit à l'acheteur, la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non, conformément à l'article 35.4.2 du CCAG-PI.

7. **Prix – mode d'évaluation – majoration – variation**

7.1. Type – contenu – mode d'établissement des prix

Le présent accord-cadre est conclu à prix unitaires suivant les prix indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU) de chacun des lots correspondants. Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO (€).

Le titulaire reconnaît avoir intégré dans les prix indiqués au BPU :

- La diversité des missions objet du présent contrat ;
- La diversité et la répartition des sites militaires à couvrir ;
- Les contraintes d'accès pouvant être rattachées à chaque site militaire (isolement, laissez-passer ...) ;
- Les exigences de sécurité (plan de prévention, contrôle élémentaire ...) ;
- Les prestations administratives indispensables à la conduite du marché et à la réalisation des missions (réunions, visites de site, production de livrables, frais de transport, d'hygiène et sécurité, charges administratives, dispositions techniques ...).

Les prix du marché sont réputés comprendre :

- Pour la conduite du marché :
 - La période de recouvrement lors des changements éventuels de titulaires, y compris les frais d'établissement en commun du procès-verbal de passation de consignes ;
 - Le temps passé pour les visites sur site, la participation aux différentes réunions, la participation à l'élaboration des bons de commande (y compris temps de déplacement) ;
 - L'élaboration des Déclarations d'Intention de Commencer les Travaux (DICT) ;
 - Les installations de chantier, locaux du personnel, clôture et signalisation ;
 - Le repli et nettoyage de chantier, le rebouchage des excavations et la remise en état du terrain ;
 - La fourniture et mise en œuvre de l'ensemble des moyens humains et matériels nécessaires à la bonne exécution de chaque élément de mission (incluant notamment les coûts de déplacements des personnels et amenée des matériels) ;
- Pour les livrables et documents à remettre :
 - Les frais d'établissement et de diffusion des documents ;
 - Les frais de conservation des documents pendant les délais réglementaires ;
 - Les prix de reproduction et d'informatisation des documents ;
- Pour la protection de la santé des personnes :
 - Des différentes actions réglementaires spécifiques à chaque intervention, venant à la charge du présent titulaire, pour réaliser ses éléments de mission dans le respect de la sécurité et de la protection de la santé, l'élaboration du Plan Particulier de la Sécurité et de la Protection de la Santé (PPSPS) à chaque nouvelle intervention ... ;
 - Les mises en œuvre de barrières grillagée type HERAS au droit des excavations ;
 - De toutes les mesures de sécurité de chantier à prendre avant et pendant l'exécution des travaux relevant du présent marché, qui sont exigées par le chargé de prévention local ;
- Pour la sécurité nationale, des exigences liées :
 - A la gestion des accès sur site militaire ;
 - Au délai d'attente d'un accompagnement militaire pour se déplacer à l'intérieur de toute emprise militaire ;

- Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges maître d'ouvrages.

En aucun cas, le titulaire de l'accord-cadre ne peut arguer de l'imprécision des pièces fournies ou d'omissions pour refuser d'exécuter dans le cadre du marché tout ou partie des prestations nécessaires au complet achèvement des études.

7.2. Prix nouveaux

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs des prestations supplémentaires ou modificatives, ces prix pourront faire l'objet d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires, signé des deux parties, en lieu et place d'un avenant.

La détermination d'un prix nouveau se fera, à chaque fois que cela sera possible, par simple interpolation entre deux prix unitaires du bordereau de prix relatifs à des prestations de nature comparable à celle des prestations commandées.

Ces prix, après acceptation par les deux parties serviront de base pour la rémunération de prestations identiques pendant la durée de l'accord cadre.

7.3. Variation dans les prix

Les prix sont fermes lors de la première période puis révisibles lors de chaque reconduction de l'accord-cadre, à date d'anniversaire.

La révision est effectuée par l'application d'un coefficient de révision C_n sur les devis ou avant-métrés.

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule : $C_n = P_0 * (0.125 + 0.875 * \frac{I_n}{I_0})$

P_0 est le prix indiqué au BPU.

I_n est la valeur du dernier index I de référence de l'accord-cadre, connue lors de la reconduction.

I_0 est la valeur de l'index I de référence de l'accord-cadre, prise au mois zéro ($M0 = M-3$ avant la dernière date limite de réception des offres).

L'index de référence I choisi est : Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 - 001711010 – Insee

Le coefficient de révision des prix (C_n) est calculé à trois décimales.

A chaque reconduction, le chargé d'affaires de l'acheteur calcule et notifie le nouveau coefficient de révision au titulaire par ordre de service.

Le titulaire devra appliquer ce coefficient sur l'ensemble de ses devis ou avant-métrés qu'il transmet pendant une année, jusqu'à la prochaine révision de prix annuelle. Le montant de la révision devra apparaître distinctement.

La révision de prix constitue un engagement contractuel et aucune des parties ne peut y renoncer ou en empêcher unilatéralement la mise en œuvre.

La révision du prix des prestations se poursuivra au-delà du délai d'exécution contractuel lorsque le retard n'est pas imputable au titulaire.

Si les prestations ne sont pas achevées à l'issue du délai de réalisation des prestations, et si ce délai n'a pas fait l'objet d'une prolongation, la révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des indices ou index de référence à la date d'achèvement contractuelle.

Lorsque des prix nouveaux ou du correctif sont insérés en cours d'exécution, ces prix seront ramenés au MO afin qu'ils ne soient pas actualisés et que seule la révision de prix leur soit appliquée conformément à l'article R.2112-9 du code de la commande publique.

Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle interviendra lors du premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

7.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur. Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du solde en appliquant les taux de TVA en vigueur.

7.5. Retenue de garantie

Sans objet.

8. Avance – modalités de règlement des commandes

8.1. Avance

Une avance est versée au titulaire du bon de commande, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique sont remplies.

Son montant est, en prix de base, égal à 30 % du montant du bon de commande.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dès lors que le titulaire remplit les conditions pour y prétendre.

Son remboursement s'effectuera en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 60 % du montant initial du bon de commande.

8.2. Modalités de règlement – Cession et nantissement

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-PI, les règlements sont effectués comme suit :

8.2.1. Modalités de paiement d'un bon de commande

Chaque bon de commande d'une durée inférieure ou égale à 3 mois fera l'objet d'une facturation et d'un paiement unique.

Chaque bon de commande d'une durée supérieure à 3 mois fera l'objet de facturations et de paiements trimestriels.

Toutefois, si le titulaire est une entreprise de forme décrite à l'article R. 2191-22 du code de la commande publique, les facturations et les paiements pourront être mensuels.

Toutes les facturations et les paiements seront effectués à l'issue de l'exécution des prestations afférentes.

8.2.2. Modalités communes à tous les bons de commande

Dans le cadre de la modernisation de l'État et dans un souci d'améliorer le délai de traitement des factures, l'ESID de Metz a décidé de s'engager dans la dématérialisation du traitement de ses factures ou acomptes.

Le titulaire adresse ses factures de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus factures à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>. Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des factures et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État.

La demande de paiement est faite sous forme de présentation d'une facture établie par le titulaire dans laquelle il tient compte de l'effet de la variation prévue à l'article 7.3 du présent CCP. Elle comporte le compte rendu d'avancement de la partie technique considérée ainsi que le pourcentage d'avancement de son exécution. Si besoin, un mémoire justifie les sommes auxquelles prétend le titulaire. Ce pourcentage, après accord du maître d'ouvrage, sert de base au calcul du montant du paiement correspondant.

Le mode de règlement proposé est le virement administratif.

Il est précisé qu'une facture ne pourra correspondre qu'aux prestations d'une seule commande. En cas d'exécution simultanée de plusieurs commandes, il y aura ainsi autant de factures que de commandes.

Les factures ainsi transmises devront porter obligatoirement les mentions suivantes en sus des mentions imposées dans le cahier des clauses particulières :

Pour déposer une facture sur le portail, la facture devra porter :

- Toutes les mentions légales (cf. art. 242 nonies A de l'annexe II au CGI) :
 - La date de facture,
 - Le numéro d'identification unique de la facture,
 - La raison sociale et adresse,
 - Le SIRET ou à défaut SIREN,
 - Les montants HT et TTC,
 - Le taux de TVA appliqué et son montant,
 - Mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir,
 - Coordonnées bancaires.

Et sera accompagnée d'une **copie du bon de commande** correspondant.

Si un sous-traitant est intervenu, la facture fera apparaître en plus :

- Le montant TTC en paiement direct au sous-traitant ;
 - Et sera accompagnée de l'acte de sous-traitance.
- Toutes les mentions nécessaires au traitement de la facture dont impérativement :
 - La référence de **l'engagement juridique (n° d'EJ) de la commande**,
 - Le code du Service Exécutant (code SE ESID METZ) : **D107111057**.

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont disponibles directement sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Pour davantage d'informations concernant l'utilisation du portail :

Par téléphone au 04 77 78 39 57 - Hotline disponible du lundi au vendredi de 8h30 à 18h30 (sauf jours fériés) ;
ou pour une aide en ligne : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>.

Le titulaire du marché s'engage à prévenir le service facturation de l'administration contractante de toute modification intervenant dans les caractéristiques de la société (changement de raison sociale, de compte bancaire, de SIRET ...) au fur et à mesure qu'elles interviennent, sous peine de refus des créances par le comptable public. Le non-respect de cette obligation entraîne systématiquement la suspension du délai global de paiement.

8.2.3. Suivi du service fait

Afin que le maître d'ouvrage puisse certifier dans les meilleurs délais le service fait et les quantités réellement mises en œuvre, le titulaire du marché envoie par courrier électronique au maître d'ouvrage **une copie des factures** qui auront été éditées et transmises conformément à l'article ci-dessus.

L'adresse électronique du maître d'ouvrage à utiliser sera précisée au titulaire sur chaque bon de commande.

8.2.4. Délai global de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'administration ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure, via CHORUS. Si du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de paiement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté.

8.2.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais indiqués ci-dessus fait courir de plein droit au profit du titulaire et sans autres formalités des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Il sera fait application des articles R.2192-10 à R.2192-37 du code de la commande publique à propos de la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

8.2.6. Cession ou nantissement

L'autorité habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG-PI, l'exemplaire unique destiné au nantissement du marché sera remis au titulaire sur sa demande expresse.

9. Délais – pénalités de retard

9.1. Délais

Sauf indication contraire du bon de commande, les délais impartis (exclus les délais administratifs imposés par l'acheteur - exemple : traitement des contrôles élémentaires) pour la réalisation des missions environnementales après notification du bon de commande sont :

Partie technique	Délais max
Etat des lieux - Rapport	2 mois
Investigations de terrain	1 mois
Réalisation des études préliminaires (diagnostics, audit, relevés, analyses, pré-dimensionnements)	3 mois
Elaboration d'un rapport relatif aux dispositions constructives applicables au projet (ICPE, IOTA, EDCH, biodiversité, air, bruit ...)	3 mois
Evaluation des incidences Natura 2000	2 mois à compter de la fin des investigations de terrain
Demande d'examen au cas par cas Demande d'information simple	2 mois
Demande d'informations (si dispense d'EE) et demande de cadrage préalable (si soumis à EE)	1 mois
Réalisation du dossier de demande d'autorisation environnementale (ICPE, IOTA) et santé publique (EDCH)	3 mois
Etudes spécifiques préalables	3 mois
Aide à la rédaction de dossiers complémentaires	3 mois
Aide à la rédaction de la demande d'autorisation d'urbanisme	3 mois
Elaboration de l'étude des incidences environnementales	3 mois

Aide à l'élaboration de la demande de cadrage (si besoin avéré)	3 mois
Réalisation d'une étude d'impact	3 mois
Assistance pour l'élaboration du dossier final à déposer par le pétitionnaire et prise en compte des demandes de compléments et des remarques formulées si rejet pour présentation d'un nouveau dossier	3 mois
Assistance durant la phase d'avis de l'AE	2 mois
Assistance durant la phase d'enquête publique pour la constitution du dossier d'enquête, l'élaboration des réponses aux questions soulevées, les visites de site, les réunions publiques	1 mois
Assistance durant la phase de décision, examen contradictoire du projet d'arrêté, examen ou passage en CoDERST, avis sur le projet d'arrêté finalisé	1 mois
Assistance pendant la phase de réalisation pour vérifier la compatibilité du projet avec les pièces techniques du marché de travaux	1 mois
Assistance pendant la phase livraison pour vérifier la conformité du projet avec l'arrêté et délivrance d'une attestation de conformité.	1 mois
Assistance pour la rédaction de la déclaration du projet	1 mois

Les délais des autres prestations mentionnés dans le bordereau de prix unitaire (BPU) sont de **2 mois maximum**.

Sauf indication contraire du maître d'œuvre, les délais impartis pour la fourniture de documents sont :

Documents	Délai
Fourniture d'un cadre de projet de bon de commande	2 semaines à compter de la date de transmission de la demande
Rapport ou livrable suite à une mission mentionnée dans le tableau ci-avant	Délai inclus dans le délai global de la mission
Autres comptes rendus	1 semaine à compter de la date de fin d'exécution de la tâche considérée (exemple : visite de chantier, réunion ...)

A compter de la réception de chaque document produit par le titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de trois mois pour communiquer ses observations et demander les corrections.

A réception de cette fiche d'observations, sauf indication contraire du RPA, le titulaire a une semaine pour établir le document définitif, corrigé et complété.

9.2. Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution ne pourra être accordée que dans le cadre des dispositions prévues à l'article 13.3 du CCAG-PI.

9.3. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités de retard ne pourront pas excéder 25% du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, l'application des pénalités du retard s'effectuera du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne sera pas exonéré d'office des pénalités et ce, quel que soit le montant.

Des pénalités peuvent être prononcées par le maître d'ouvrage à l'encontre du titulaire s'il apparaît que les prestations de ce dernier ne sont pas conformes à certaines de ses obligations contractuelles.

L'appréciation des délais servant au calcul d'une pénalité se fait à compter du constat de l'anomalie par le MOA jusqu'à celui de sa disparition.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de manquement du titulaire à ses obligations, le maître d'ouvrage se réserve le droit de lui appliquer des pénalités selon les modalités suivantes :

Conditions particulières d'application des pénalités

Type de pénalité ⁷	Définition	Montant de la pénalité
P1	Retard exécution	150.00 € HT / jour
P2	Retard de remise de document pendant l'exécution y compris documents DR éventuels	150.00 € HT / jour
P3	Retard de remise de documents en fin de mission	150.00 € HT / jour
P4	Absence de convocation	100.00 € HT / absence
P5	Pénalité pour non-respect des clauses environnementales concernant les livrables dématérialisés	200.00 € HT / jour
P6 : Autres motifs de pénalité	Pour tous autres motifs, les conditions du CCAG-PI s'appliquent	Conformément au CCAG-PI

10. Exécution des prestations

10.1. Inspection du travail compétente

Il est précisé que l'Inspection du Travail dans les Armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Adresse : Inspection du travail dans les armées
60, boulevard du Général Martial Valin
CS 21 623 – PC 066
75509 PARIS cedex 15

10.2. Protection de la santé

Pour chaque bon de commande, le présent titulaire est responsable d'exécuter ses travaux dans le respect :

- De la réglementation civile en vigueur pour tout chantier de travaux publics ;
- De l'Arrêté du 19/05/2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des Armées et des Anciens Combattants ;
- Du contenu du plan de prévention rédigé par le chargé de prévention local préalablement à toute intervention. Le règlement complet d'accès au Quartier militaire concerné par chaque bon de commande, sera donné au présent titulaire dans le cadre de l'élaboration préalable de ce plan de prévention.

Tout manquement ou non-respect de l'une des dispositions citées en supra ou énoncées lors d'une réunion de chantier entraînera une suppression immédiate de l'autorisation d'accès du ou des contrevenants. Le présent titulaire en assurera alors pleinement les conséquences. »

Selon l'importance, la nature, la durée et le voisinage, le chantier sera isolé du public et protégé par des balustrades ou autres dispositifs.

10.3. Consignes particulières

Les horaires de travail des emprises militaires sont généralement les suivants :

- Du lundi au jeudi : de 8h00 à 18h00
- Le vendredi : de 8h00 à 12h00 ou selon le cas 8h00 – 18h00 (en cas d'horaire différent, sont communiquées par le MOA à l'entreprise)

Lorsqu'une entreprise veut appliquer des heures d'embauchée et de débauchée différentes, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail.

⁷ Justification des pénalités différentes du CCAG : le montant à 1/3000^{ème} n'est pas suffisant pour inciter l'entreprise à ne pas être en retard.

Toute demande de dérogation pour intervenir en dehors des horaires ci-dessus devra être adressée au maître d'œuvre au-moins une semaine à l'avance.

10.4. Accidents du travail

Le titulaire s'engage à saisir immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur de tout accident survenant à l'un de ses agents dans le cadre du présent accord-cadre.

11. Règlement des différends - Résiliation

11.1. Règlement des différends

En cas de différend, le titulaire transmet son mémoire en réclamation conformément à l'article 43.2 du CCAG-PI. Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu sous peine de forclusion.

Conformément à l'article 43.3 du CCAG-PI, l'acheteur dispose de deux mois à compter de la réception de la réclamation pour notifier sa décision.

Si le titulaire n'accepte pas la décision de l'acheteur, il pourra saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent, conformément à l'article 43.4 du CCAG-PI.

11.2. Résiliation de l'accord-cadre

En cas de non-respect des dispositions contractuelles, et après mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur pourra résilier le marché, aux torts exclusifs du titulaire, sans que ne lui soit versé aucune indemnisation.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, l'accord-cadre pourra être résilié de plein droit et sans indemnité en cas de déménagement, de dissolution ou en cas de restructuration du maître d'ouvrage rendant impossible l'exécution de la prestation dans les conditions prévues au marché.

11.2.1. Travail dissimulé

Lorsque l'acheteur est informé, par les instances de contrôle (CO pour la div INV de l'ESID de Metz, coordonnateur SPS, CGA/ITA), d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire (conformément aux articles 39 et 27 du CCAG-PI).

11.2.2. Non-respect de la protection des données personnelles

En cas de manquement par le titulaire ou son (ses) sous-traitants à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute.

11.2.3. Non production de documents

Outre les cas prévus par le CCAG-PI, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, la résiliation du marché aux torts du titulaire est décidée, selon la procédure décrite aux articles 39 et 41 du CCAG-PI.

11.2.4. Faute du titulaire

D'une manière générale, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire dans tous les cas mentionnés à l'article 39 du CCAG-PI.

12. Vérifications et réception des prestations

12.1. Réception des prestations

La réception de l'ensemble des prestations définies dans le bon de commande ne peut intervenir qu'après remise complète et vérification des documents et livrables qui s'y rapportent.

Après le délai de vérification des documents définis au bon de commande à compter de leur réception, le représentant du pouvoir adjudicateur prend la décision de réceptionner avec ou sans réfaction, d'ajourner ou de rejeter les documents. Cette décision sera notifiée au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée dans le délai défini du bon de commande, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 28 du CCAG-PI.

En cas d'ajournement et **par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI**, le délai donné au titulaire pour mettre au point ses prestations sera fixé par le maître d'ouvrage dans sa décision.

Tout projet de décompte ou demande de paiement reçu avant achèvement de la totalité des prestations dues au titre de la partie considérée sera renvoyé à l'expéditeur pour un nouvel envoi en temps opportun.

12.2. Achèvement des prestations

Les prestations du titulaire s'achèvent à la réception et à la validation par le représentant du pouvoir adjudicateur des rapports finaux.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

12.3. Transfert de propriété

La réception entérine de droit le transfert de propriété.

12.4. Réception des documents

Les documents à remettre par le titulaire lors de la réception de chaque bon de commande seront remis de manière dématérialisée.

La non remise desdits documents fait obstacle à la réception des prestations considérées du bon de commande.

13. Assurances

Le titulaire (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels. Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ses responsabilités par le contrat d'assurance désigné à l'acte d'engagement.

Dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire du présent marché devra justifier qu'il est titulaire d'une **assurance** de responsabilité obligatoire à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, conformément à l'article 9.1 du CCAG-PI.

Le défaut d'assurance entraînera la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie **chaque année**, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

14. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

Les lois et règlements français sont seuls applicables au présent marché. Tout document ou correspondance, toute facture relatifs au présent marché doivent être rédigés en français.

Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours qui pourraient opposer l'administration française à des entreprises étrangères.

15. Obligations du titulaire en matière de travail dissimulé

a) Obligations d'identification du personnel et tenue d'enregistrement

Le titulaire est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte militaire et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le site.

b) Justificatifs semestriels – dispositifs de vigilance avec e-Attestations.com

b.1. Présentation du dispositif e-Attestations

La plateforme sécurisée e-Attestations permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec les donneurs d'ordres. Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. E-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP, ... Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>.

b.2. Documents à produire

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, soit :

- Une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- Un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- Le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D.8254-2 ou D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-attestations mise à sa disposition, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>.

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail :

- Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies *en France*, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestations les documents mentionnés ci-dessus.

- Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à *l'étranger*, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n°1408/71.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 11.2 du présent CCP.

16. Certificat de bonne exécution de l'accord-cadre

L'Acheteur ou le Ministère des Armées et des Anciens Combattants peuvent délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution du marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de l'Acheteur ou du Ministère des Armées et des Anciens Combattants qui disposent, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendus n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- Le contrat est résilié aux torts du titulaire.

17. Dérogations aux documents généraux

Le cahier des clauses administratives générales applicable au marché est le CCAG-PI approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

- L'article 1.7 du présent CCP déroge à l'article 13.1 du CCAG-PI
- L'article 3 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI
- L'article 5.3 du présent CCP déroge à l'article 3.5.4 du CCAG-PI
- L'article 8.2 du présent CCP déroge à l'article 11 du CCAG-PI
- L'article 9.3 du présent CCP déroge aux articles 14.1, 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI
- L'article 11.2 du présent CCP déroge à l'article 40 du CCAG-PI
- L'article 12.1 du présent CCP déroge à l'article 28.2 du CCAG-PI

18. Dispositions générales techniques

18.1. Investigations de terrain

Le titulaire devra se déplacer sur le terrain autant que nécessaire et ce sur tout le périmètre de l'étude, y compris dans les abords du « site » si nécessaire.

En tant que de besoin des investigations de terrain (le sous-sol, les eaux souterraines, des mesures de bruit...) seront réalisées dans le respect de la réglementation. Le MOA peut, s'il le souhaite, utiliser d'autres accords-cadres en vigueur pour réaliser ces investigations au profit du prestataire.

L'opportunité et la localisation de ces investigations seront validées par OS après proposition du prestataire.

Les investigations de terrain seront programmées et le MOA sera systématiquement informé deux semaines avant de sorte de pouvoir contrôler les conditions de réalisation de ces investigations et la qualité du rendu.

Dans le cas où la réalisation du dossier d'autorisation environnementale (DAE) nécessiterait des investigations et études non prévues au CCP et au BPU, un prix nouveau sera demandé.

18.2. Assistance phase amont

Cette phase permet au pétitionnaire de préciser son projet. Elle lui permet aussi de préparer son dossier de façon qu'ultérieurement l'instruction de sa demande se passe au mieux. Le prestataire devra en conséquence mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'élaboration d'un dossier de qualité, celui-ci fera l'objet de validations intermédiaires et sera dans ce cadre repris autant de fois que nécessaire jusqu'à sa version aboutie.

18.2.1. Demande d'examen au cas par cas

Le prestataire doit élaborer la demande d'examen au cas par cas pour le compte du pétitionnaire en remplissant le formulaire CERFA 14734-03. Les annexes du formulaire sont également produites par le prestataire. Le document finalisé est soumis au visa du pétitionnaire/MOA. L'envoi à AE reste à la charge du pétitionnaire.

Afin de définir la sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée, le prestataire collectera les informations permettant de répondre à toutes les questions de la partie 5 du formulaire. La partie 7 du formulaire à caractère facultatif devra faire l'objet d'une évaluation du prestataire. La décision de lancer la procédure d'examen au cas par cas est de la responsabilité du pétitionnaire / MOA. Le résultat de l'évaluation du prestataire orientera cette décision.

18.2.2. Complément d'information suite à la demande au cas par cas

L'AE a quinze (15) jours pour demander des compléments au soumissionnaire.

Au cours de cette phase, le prestataire devra apporter les éventuels compléments et reprendre le dossier jusqu'à ce que celui-ci soit jugé recevable. Si celui-ci est rejeté par l'autorité administrative, le prestataire devra reprendre le dossier de manière à pouvoir répondre à tous les motifs de rejet.

Le prestataire s'engage ainsi à être disponible dans les délais nécessaires.

18.2.3. Demande d'information et de cadrage

Le prestataire doit élaborer pour le compte du pétitionnaire/MOA la ou les demandes d'informations. Ces demandes sont adressées à la DTIE et au CGA/IS/IIC par le pétitionnaire ou au CGDD / DREAL selon l'autorité compétente et le service instructeur. Une double communication vers les 2 chaînes (MINARM et hors MINARM) doit être envisagée.

Sur la base des informations disponibles et notamment du formulaire CERFA de la demande de cas par cas, et/ou de l'avis motivé de l'AE, le prestataire proposera s'il en identifie le besoin, une rédaction de la demande d'informations informelles. Celle-ci est nécessaire en fonction des différentes options possibles et en cas de doute sur certaines questions qui pourraient remettre en cause le bon déroulement de la phase d'examen du dossier.

La requête relative à une modification d'échelle des plans constituant le dossier graphique est incluse à cette demande. Cette demande est validée par l'équipe projet de la MOA et adressée à l'autorité compétente par le pétitionnaire. Cette demande d'informations fait l'objet soit d'un simple échange de courriers soit de la tenue d'une réunion qui donnera lieu à une CR à rédiger par le prestataire. Le CR est validé par l'équipe projet de la MOA et diffusé par le pétitionnaire / MOA.

Les informations et recommandations reçues à l'issue de cette phase seront prises en compte par le prestataire pour l'élaboration du dossier de demande d'autorisation comprenant l'évaluation des incidences environnementales et les éléments spécifiques liés à l'objet des autorisations (ICPE, IOTA, défrichement, destructions d'espèces, etc...) à y adjoindre.

Si le dossier est soumis à EE, le prestataire élaborera en tant que de besoin une demande de cadrage en fonction des différentes options possibles et en cas de doute sur certaines questions qui pourraient remettre en cause le bon déroulement de la phase d'examen par les services instructeurs ou consultés (AE, CGA/IS/IIC pour les IOTA, collectivités, préfecture, DREAL, DDT, CGDD hors IOTA ...). La requête relative à une modification d'échelle des plans constituant le dossier graphique est incluse à cette demande. Cette demande de cadrage fera l'objet soit d'un simple échange de courriers soit de la tenue d'une réunion qui donnera lieu à un compte-rendu (CR) à rédiger par le prestataire. Le CR fera l'objet d'une validation par l'équipe projet de la MOA et sera diffusé par le pétitionnaire / MOA. Les informations et recommandations reçues à l'issue de cette phase seront prises en compte dans l'élaboration de l'EE et des éléments spécifiques liés à l'objet des autorisations (IOTA, déboisements, défrichement, destructions d'espèces, etc...). La demande de cadrage préalable est adressée par le pétitionnaire à l'autorité environnementale.

18.2.4. Dossier d'étude d'impact pour l'EE

Elle est réalisée sous la responsabilité de l'exploitant, qui est responsable de son contenu et de sa qualité, et ce indépendamment de l'éventuel avis de cadrage délivré par l'autorité compétente. Afin de veiller à l'exhaustivité et à la qualité de l'EI, l'exploitant s'assure que celle-ci est préparée par des experts compétents et donc pourra faire appel au bureau d'étude du présent marché.

Le contenu de l'EI est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et à la nature des travaux, installations, ouvrages, ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine.

L'étude réalisée par le bureau d'étude contiendra au minimum les éléments suivants :

Description du projet	Localisation, conception (dimensions et autres caractéristiques physiques pertinentes du projet), travaux de démolition éventuellement nécessaires, exigences en matière d'utilisation des terres lors des phases de construction et de fonctionnement.
Description de la phase opérationnelle	Principales caractéristiques de la phase opérationnelle concernant : <ul style="list-style-type: none"> - Les procédés de fabrication ; - La consommation d'énergie ; - La nature et quantité des ressources utilisées.
Résidus et émissions	Estimation des types et des quantités de résidus et d'émissions, tels que la pollution de l'eau, de l'air, du sol et du sous-sol, le bruit, la vibration, la lumière, la chaleur, la radiation, et les types et des quantités de déchets produits durant les phases de construction et de fonctionnement.
Scenario de référence	Description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement, de leurs évolutions en cas de mise en œuvre du projet et de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet, dans la mesure où les changements naturels par rapport au scénario de référence peuvent être évalués moyennant un effort raisonnable sur la base des informations environnementales et des connaissances scientifiques disponibles.
Facteurs susceptibles d'être affectés	Description des facteurs susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet : <ul style="list-style-type: none"> - La population ; - La santé humaine ; - La biodiversité ; - Les terres et le sol ; - L'eau ; - L'air ; - Le climat ; - Les biens matériels ; - Le patrimoine culturel, y compris les aspects architecturaux et archéologiques ; - Le paysage.
Incidences sur l'environnement	Description des incidences notables probables du projet sur l'environnement, résultant, entre autres : <ul style="list-style-type: none"> - De la construction et de l'existence du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition ; - De l'utilisation des ressources naturelles, en particulier les terres, le sol, l'eau et la biodiversité, en tenant compte, dans la mesure du possible, de la disponibilité durable de ces ressources ; - De l'émission de polluants, du bruit, de la vibration, de la lumière, la chaleur et la radiation, de la création de nuisances et de l'élimination et de la valorisation des déchets ; - Des risques pour la santé humaine, pour le patrimoine culturel ou pour l'environnement ; - Du cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés, en tenant compte le cas échéant des problèmes environnementaux relatifs à l'utilisation des ressources naturelles et des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement susceptibles d'être touchées. <p>Ces projets sont ceux qui, lors du dépôt de l'étude d'impact :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ont fait l'objet d'une EIE au titre de l'article R. 181-14 du code de l'environnement et d'une enquête publique ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Ont fait l'objet d'une EE au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'AE a été rendu public. <p>Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le MOA.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des incidences du projet sur le climat et de la vulnérabilité du projet au changement climatique ; - Des technologies et des substances utilisées ; - De la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers résultant du projet lui-même et des mesures « ERC » ; <p>La description des éventuelles incidences notables sur les facteurs susmentionnés porte sur les effets directs, indirects, secondaires, cumulatifs, transfrontaliers, à court, moyen et long termes, permanents et temporaires, positifs et négatifs du projet.</p>
Vulnérabilité aux risques d'accidents majeurs ou catastrophes	Description des incidences négatives notables attendues du projet sur l'environnement qui résultent de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné. Cette description comprend le cas échéant les mesures envisagées pour éviter ou réduire les incidences négatives notables de ces événements sur l'environnement et le détail de la préparation et de la réponse envisagée à ces situations d'urgence.
Mesures « ERC »	<p>Description des caractéristiques du projet et des mesures envisagées pour éviter les incidences négatives notables probables sur l'environnement, réduire celles qui ne peuvent être évitées et compenser celles qui ne peuvent être ni évitées ni réduites.</p> <p>S'il n'est pas possible de compenser les incidences qui n'ont pu être évitées ni suffisamment réduites, l'exploitant et le bureau d'études le justifient.</p> <p>La description de ces mesures doit être accompagnée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'estimation des dépenses correspondantes ; - L'exposé des effets attendus vis-à-vis des incidences du projet précédemment détaillé ; - Les éventuelles modalités de suivi de ces mesures.
Solutions de substitution	Description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le MOA, en fonction du projet et de ses caractéristiques spécifiques, et une indication des principales raisons du choix effectué, eu égard aux incidences du projet sur l'environnement et la santé humaine.
Description des méthodes	Description des méthodes de prévision ou des éléments probants utilisés pour identifier et évaluer les incidences notables sur l'environnement.
Indication des experts	Les noms, qualités et qualifications du ou des experts qui ont préparé l'EI et les études ayant contribué à sa réalisation.
Résumé technique non	Destinée aux consultations, il doit être compréhensible par les non-initiés (éviter les termes techniques et les définir clairement, de même pour les abréviations). Ce résumé porte sur l'ensemble des éléments de l'étude. Il doit être auto-porteur et ne pas faire de renvois vers le reste de l'étude.
Autres informations utiles	Toute information supplémentaire, en fonction des caractéristiques spécifiques du projet et des éléments de l'environnement sur lesquels une incidence pourrait se produire.

Lorsque certains des éléments requis figurent dans l'étude de dangers pour les ICPE, le bureau d'étude en fera état obligatoirement dans l'EI.

Pour les projets soumis à autorisation environnementale, l'EI vaut étude d'incidences environnementale si elle contient les éléments exigés pour ce document. Si ce n'est pas le cas, les 2 documents sont exigés.

Pour les ICPE soumises à autorisation environnementale et visées par la directive « IED », le contenu de l'EI est différent (le bureau d'étude devra se conformer à la réglementation IED).

Pour les projets soumis à une étude d'incidences en application des dispositions du chapitre IV du titre 1^{er} du livre IV, le formulaire d'examen au cas par cas tient lieu d'évaluation des incidences Natura 2000 lorsqu'il permet d'établir l'absence d'incidence sur tout site Natura 2000. S'il apparaît après examen au cas par cas que le projet est susceptible d'avoir des incidences significatives sur un ou plusieurs sites Natura 2000, ou si le projet est soumis à évaluation des incidences systématique en application des dispositions précitées, le bureau d'étude fournira les éléments exigés par l'article R. 414-23 du code de l'environnement. L'EI tient lieu d'évaluation des incidences Natura 2000 si elle contient les éléments exigés par l'article R. 414-23 du code de l'environnement.

Pour les infrastructures ferroviaires ou portuaires, maritimes et fluviales, l'EI expose également, une analyse des coûts collectifs des pollutions et nuisances et des avantages induits pour la collectivité ainsi qu'une évaluation des consommations énergétiques résultant de l'exploitation du projet, notamment du fait des déplacements qu'elle entraîne ou permet d'éviter ; elle comprend un résumé non technique des informations prévues ci-dessus.

Les prescriptions décrites ci-dessous se concentrent essentiellement sur les procédures propres au MINARM étant entendu que celles relevant du régime général sont acquise par le prestataire. Dans le présent accord-cadre, il est rappelé que le régime général s'appliquera notamment à la catégorie 39 au sens de l'article R. 122-2 du code de l'environnement. Les phases décrites ci-dessous seront déclenchées en cas de décision de l'AE de soumettre l'opération à évaluation environnementale avec EI.

Le prestataire élabore pour le compte du porteur de projet, le dossier d'évaluation environnementale conformément aux articles R. 181-13 et 14 du code de l'environnement. Celui-ci est complété par les éléments particuliers définis aux articles D. 181-15-1 pour les IOTA. Les éléments issus d'éventuelles décisions de dispense d'EE, informations et avis de cadrage figureront clairement dans le dossier. Le dossier comporte la check-list complétée (cf. l'annexe Check Liste), les pièces listées par les articles R. 181-13 à D 181-15-2 du code de l'environnement dont l'EI ou à défaut l'EIE et pour les IED éventuelles, les pièces listées à l'article R. 515-59 du code de l'environnement (complétude à la demande). Un sommaire global permettra d'appréhender rapidement l'organisation des différentes parties du dossier. Un sommaire détaillé sera présent au début de chacune des parties ainsi que la liste des tableaux et des figures pour chacune des parties. De plus, un glossaire explicitant les principales abréviations sera fourni dans chaque partie.

Chaque résumé non technique sera présenté au début du dossier. Les éléments du dossier sont suffisamment développés pour permettre de caractériser le projet sur son site et appréhender ses dangers et inconvénients sur l'environnement.

L'EI doit être construite de manière à pouvoir être lue et comprise indépendamment des autres parties du dossier. De ce fait, elle reprend la description du projet présentée dans le présent CCP sous forme d'introduction.

Le principe de proportionnalité sera étudié de manière à prendre en compte la sensibilité environnementale de la zone et surtout la préservation de la santé humaine.

Le périmètre de l'EI doit être suffisamment large pour une analyse cohérente des facteurs environnementaux aux échelles pertinentes, une prise en compte complète des diverses composantes du site, sans se limiter nécessairement aux seules limites administratives.

Ce périmètre pourra évoluer en fonction des conclusions de l'analyse de l'état initial sur proposition du titulaire.

La délimitation de l'air d'étude en fonction des échelles de réflexion est prédéfinie comme suit :

- Zone d'emprise directe du projet ;
- Zone d'influence immédiate ;
- Zone d'influence large.

Lorsque le projet soumis à EI concourt à la réalisation d'un programme de travaux dont la réalisation est échelonnée dans le temps, l'EI comprend une appréciation des impacts de l'ensemble du programme. L'analyse des effets devra s'appuyer sur des évaluations à dire d'experts notamment pour la faune et la flore. Ces effets doivent dans la mesure du possible faire l'objet de modélisations en particulier pour le bruit, l'eau (transparence hydraulique) et l'air. Une attention particulière sera apportée à la qualification de ces effets notamment dans le cadre d'intégration de la notion de proportionnalité.

Cette analyse permettra d'une part d'identifier les effets négatifs sur l'environnement et la santé mais aussi permettre de valoriser et mettre en exergue les impacts positifs.

18.2.5. Dossier d'autorisation environnementale

Le prestataire élabore pour le compte du porteur de projet, le dossier de demande d'AE. Le DAE est réalisé conformément à l'usage. Les pièces à joindre au DAE sont celles listées dans le CERFA n°15964*02. Il comprendra notamment un résumé non technique permettant la synthèse des informations et une appréciation rapide du projet par les services instructeurs et le public.

Les éléments issus d'éventuelles décisions de dispense d'EE, informations et avis de cadrage figureront clairement dans le dossier. Le prestataire réalisera l'ensemble des éléments graphiques nécessaires à l'appréciation du projet et à la compréhension du dossier par les services instructeurs ainsi que pour l'enquête publique. Aucune mission topographique n'est attendue du prestataire, celles-ci peuvent être demandées par le prestataire au MOA qui utilisera un autre accord cadre.

Dans le cas où l'installation concernée serait impactée par d'autres installations à proximité, une plus-value sera appliquée sur les prix liés à la rédaction du dossier à proprement parler.

Dans le cas où l'installation serait soumise au statut SEVESO et ou IED, le titulaire appliquera une plus-value sur les prix liés à la rédaction du dossier à proprement parler. Celle-ci pourra être cumulative avec la précédente.

Il est recommandé au pétitionnaire de contacter la DTIE ou le CGA/IS/IIC avant le dépôt du dossier, le plus tôt possible, pour être informé des documents à fournir obligatoirement en fonction des caractéristiques du projet. Ce dossier de DAE devra être transmis en 4 exemplaires « papier » ainsi qu'une version électronique au MOA, au pétitionnaire, au COMBdD, au CGA/IS/IIC.

18.3. Assistance phase examen et instruction

Dans le cadre de l'instruction du dossier, le prestataire assistera le pétitionnaire/MOA tout au long des 3 phases suivantes :

18.3.1. Phase d'examen

Au cours de cette phase, le prestataire devra apporter les éventuels compléments et reprendre le dossier jusqu'à ce que celui-ci soit jugé recevable. Si celui-ci est rejeté par l'autorité administrative compétente, le prestataire devra reprendre le dossier de manière à pouvoir répondre à tous les motifs du rejet. Pour les projets soumis à avis de l'AE, le prestataire devra compléter le dossier sur les éléments demandés.

Pour un projet soumis à EE et soumis à autorisation environnementale, selon l'article R. 122-7 du code de l'environnement, en raison de la réalisation d'IC, le CGA/IS/IIC transmet pour avis le dossier comprenant

l'EI et la demande d'autorisation à l'AE. Les collectivités territoriales et leurs groupements intéressés sont également sollicités pour avis.

L'AE se prononce dans un délai maximal de trois (3) mois. L'avis de l'AE, ou l'indication de l'absence d'observations émises dans le délai, est publié sans délai sur internet. Les collectivités locales et leurs groupements se prononcent dans un délai de deux (2) mois. En cas d'absence de réponse dans ce délai, les autorités consultées sont réputées n'avoir aucune observation à formuler. Ils sont consultés dès le début de la phase d'enquête publique.

Le CGA/IS/IIC transmet à l'exploitant, qui doit le retransmettre au bureau d'étude, dès réception, les avis de l'AE et des collectivités territoriales.

L'avis émis par l'AE doit faire l'objet d'une réponse écrite de la part du MOA, avec l'aide du bureau d'étude, laquelle est mise à disposition du public avec l'EI.

Les avis, ou l'indication de l'absence d'observations émises dans le délai et la réponse écrite de l'exploitant avec l'aide du bureau d'étude, à l'avis de l'AE sont joints au dossier d'enquête publique.

18.3.2. Phase d'enquête publique dans le cas d'un projet soumis à EE

Le prestataire doit, dans un premier temps, assister le pétitionnaire pour constituer le dossier d'enquête publique du projet comprenant les pièces et avis. Au cours de l'enquête publique, le prestataire doit consulter le ou les registres d'enquête, préparer les réponses et les documents à communiquer au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et l'accompagner à sa demande relayée par le MOA, pour la visite de site. Lorsque des réunions d'information et d'échange avec le public sont nécessaires, le prestataire doit préparer ces réunions, être présent et répondre aux questions particulières à la demande du MOA.

Pour les projets dispensés d'EE, le prestataire doit assister le pétitionnaire/MOA lors de la consultation du public pour répondre aux éventuelles questions du public ou du service instructeur. Il doit également élaborer pour le compte du pétitionnaire le dossier mis à disposition du public.

Pour les projets relevant de la procédure d'autorisation environnementale, une enquête publique unique est menée.

18.3.3. Phase de décision

Le prestataire accompagne le pétitionnaire/MOA pour réaliser un examen contradictoire du projet de prescriptions et formuler un avis sur celui-ci. Si le projet fait l'objet d'une présentation au CoDERST, il assiste le pétitionnaire et le MOA en tant qu'appui technique. A l'issue de l'avis du CoDERST, le prestataire assiste le porteur de projet à réception de l'arrêté finalisé (ou décret) pour émettre un avis.

Selon les articles L. 122-1-1 et R. 122-8 du code de l'environnement, si le projet soumis à EE relève initialement d'un régime déclaratif, et donc par suite de l'autorisation supplétive, l'autorité compétente pour l'autoriser dispose d'un délai de neuf (9) mois à compter du dépôt du dossier de déclaration pour prendre la décision d'autorisation ou de refus.

La décision de l'autorité compétente est motivée au regard des incidences notables du projet sur l'environnement. Elle précise les prescriptions que devra respecter le MOA ainsi que les mesures « ERC ». Elle précise également les modalités du suivi des incidences du projet sur l'environnement ou la santé humaine.

18.3.4. Phase de suivi

Le suivi des mesures ERC est impérative. Les dispositions suivantes s'appliquent sous réserve de dispositions plus contraignantes prévues par d'autres réglementations. En particulier, elles ne

s'appliquent pas aux ICPE, ni aux installations relevant de la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire. Selon l'article R. 122-13 du code de l'environnement, le suivi de la réalisation des prescriptions, mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter, réduire et compenser les effets négatifs notables de celui-ci sur l'environnement et la santé humaine ainsi que le suivi de leurs effets sur l'environnement font l'objet d'un ou de plusieurs bilans réalisés sur une période donnée et selon un calendrier que l'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation détermine afin de vérifier le degré d'efficacité et la pérennité de ces prescriptions, mesures et caractéristiques.

Ce ou ces bilans qui seront établis par le bureau d'étude sont transmis pour information, par l'autorité compétente, à l'AE et aux collectivités et leurs groupements qui ont été consultés.

Le dispositif de suivi est proportionné à la nature et aux dimensions du projet, à l'importance de ses incidences prévues sur l'environnement ou la santé humaine ainsi qu'à la sensibilité des milieux concernés.

L'autorité compétente pour autoriser le projet peut décider la poursuite du dispositif de suivi au vu du ou des bilans du suivi des incidences du projet sur l'environnement.

Lorsqu'une décision d'octroi ou de refus d'autorisation d'un projet soumis à EE a été prise, l'autorité compétente en informe le public, l'AE et les collectivités territoriales et leurs groupements consultés.

Sous réserve de dispositions législatives ou réglementaires particulières et de la protection du secret de la défense nationale, l'autorité compétente rend publique la décision, en précisant, si la décision n'en fait pas mention :

- Les informations relatives au processus de participation du public ;
- La synthèse des observations du public et des autorités et collectivités consultées ;
- Les lieux où peut être consultée l'EI.

18.4. Assistance phase réalisation et mise en service

Le prestataire assiste le MOA pendant la phase réalisation pour vérifier la compatibilité des pièces techniques du dossier de consultation des entreprises (DCE) avec les dispositions prévues dans le DAE et les prescriptions de l'arrêté (ou décret) ainsi que leur respect durant les travaux.

Il réalisera un audit de conformité aux dispositions du DAE et prescriptions de l'arrêté (ou décret) avant la livraison et fournira une attestation de conformité. Cet audit n'est pas normé et ne nécessite donc pas de faire appel à un bureau de contrôle.

Il assiste également le pétitionnaire/MOA pour l'élaboration de la déclaration de projet. La durée de référence pour l'appréciation du coût d'assistance en phase réalisation est un chantier de 6 mois. La commande de cette prestation sera réalisée *au prorata* de la durée réelle de chantier avec un minimum forfaitaire de six (6) mois.

Selon l'article L. 122-3-2 du code de l'environnement, les dépenses réalisées pour procéder aux contrôles ou analyses prescrits par l'autorité administrative pour assurer le respect des prescriptions, caractéristiques et mesures sont à la charge du MOA. Le bureau d'étude sera sollicité par le MOA pour réaliser tout ou partie de ces contrôles.

Lorsque le CGA/IS/IIC révèle un manquement aux prescriptions, caractéristiques et mesures, selon l'article L. 122-3-3 du code de l'environnement, il établit un rapport qu'il transmet à la DTIE (copie de ce rapport est délivré à l'intéressé, qui devra le transmettre au bureau d'étude, qui peut faire part de ses observations dans un délai d'un (1) mois.

18.5. Réunions de coordination

18.5.1. Réunions dans le cadre d'un DAE

Au moins 11 réunions (11 journées) seront organisées pour chaque bon de commande du marché relatif à un DAE. Elles auront lieu sur site ou au sein d'un des bureaux du SID.

Elles seront programmées par OS aux échéances suivantes :

- En début de mission, en vue de la préparation des prestations à réaliser (réunion de lancement de marché) ;
- En milieu de mission, pour présenter le bilan de l'état des lieux et la nature des prestations complémentaires à réaliser ;
- En cours de préparation du DAE pour faire un bilan de l'avancement, les étapes nécessitant validation sont définies au cours de la période de préparation dans le cadre de l'élaboration du planning ;
- Lors de la remise du projet de dossier de demande d'autorisation, pour assurer sa présentation par le titulaire du marché à l'équipe projet ;
- En fin d'enquête publique pour présenter les résultats et mesures correctives envisageables ;
- Après l'analyse du dossier par l'équipe projet, avant envoi par le pétitionnaire aux services instructeurs ;
- Après transmission des éléments nécessaires à la mise à jour du POI et PPRT pour présentation du dossier au pétitionnaire ;
- Au début des prestations assistance phase réalisation – travaux et phase réception – audit de conformité.

Pour chacune de ces réunions, le prestataire doit rédiger un compte-rendu qu'il diffuse sous 72 h, à toutes les parties concernées.

Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande du MOA et programmées par OS. De la même manière, à la demande des autorités, des réunions sur le périmètre de l'ESID de Metz ou au CGA/IS/IIC à Paris seront réalisables.

La rémunération pour réunions supplémentaires organisées à la demande du MOA est prévue au BPU. D'autres réunions supplémentaires peuvent être nécessaires en cas de manquement du prestataire (ayant fait l'objet d'un OS de réclamation). Elles pourront se faire en visio si un moyen de visio de bon classement (DR, DRSF) est disponible, sinon, elles devront être obligatoirement en présentiel au frais du prestataire.

18.6. Réunions et visites de site

18.6.1. Suivi général du marché

Tout au long du déroulement du marché, le titulaire sera représenté par le responsable du marché qu'il aura désigné, qui participera ainsi aux réunions de gestion et de suivi de contrat organisées par le MOA. Le prestataire doit soumettre à l'acceptation du MOA toutes les dispositions techniques qui ne font pas l'objet de stipulations dans le présent marché ou dans le bon de commande. Ces dispositions ne peuvent pas être contraires aux règles de l'art ni être susceptibles de réduire la sécurité, à l'environnement et la durabilité de la structure et des équipements. Pour chaque nouvelle disposition technique, une analyse des risques peut s'avérer nécessaire pour éviter tout incident ou accident sur le site militaire ou autour.

18.6.2. Suivi particulier à chaque commande

A chaque commande ou mission, la personne qualifiée par le titulaire doit au minimum l'équivalent d'un compte-rendu par courriel par semaine pendant toute la durée de la mission au représentant principal du MOA.

18.6.3. Visites de sites

Tout au long du déroulement d'une mission, la personne qualifiée par le titulaire doit réaliser les visites de site nécessaires à sa mission. Elles seront annoncées avec les délais nécessaires à l'établissement des autorisations d'accès et à l'accompagnement. Si nécessaire, elles feront l'objet d'un compte-rendu rédigé par le titulaire.

18.7. Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux (DICT)

Le titulaire réalisera les déclarations de travaux réglementaires avant toute intervention les nécessitant. Cela comprend notamment la DICT.

Les copies des DICT et les réponses sont communiquées par le titulaire au MOA ou au MOE du SID avant le début de la campagne de sondages/piézomètres. De plus, l'équipe MOA/MOE fournira au titulaire en complément des DICT, les plans des réseaux de la zone d'investigation à la connaissance de l'USID et de l'antenne USID.

Pour les emprises militaires équipées de pipeline, la diffusion de la DICT intégrera le concessionnaire « TRAPIL », dont les coordonnées lui seront transmises par les antennes USID.

18.8. Installation de chantier / Repli de chantier

Pour toute commande, le titulaire devra installer son chantier (sanitaires, réfectoire, vestiaires, réseaux et assainissement, clôtures de chantier, signalisation, etc.) si nécessaire, conformément aux prescriptions du code du travail. Les installations de chantier respecteront également les recommandations du coordinateur SPS ou du chargé de prévention du site (plan de circulation, horaires, stationnement et stockage des terres excavées en fonction de la présence d'une pollution éventuelle, raccordement ...). Le plan d'installation devra être validé par tous les acteurs locaux du projet.

Le prestataire pourra bénéficier d'emprises de chantier permettant la mise en place de ses installations dont l'emplacement devra être sollicité auprès du maître d'ouvrage.

Il assurera, à ses frais exclusifs, la fourniture, la mise en place et le maintien en parfait état du dispositif de barrières, de clôtures, d'éclairage et de signalisation ainsi que le gardiennage destiné à clore et à protéger son chantier s'il dure plus d'une journée.

Seuls les dispositifs spécifiques nécessitant des délimitations d'emprises (avec des barrières) au-delà de la stricte zone de chantier seront rémunérés.

Cela peut concerner la matérialisation :

- De zones interdites en raison de leur danger (mur, quai, falaises ou versants instables, zone d'effondrement ...) ;
- De zones permettant de dévier et de canaliser la circulation routière ou piétonne pour éviter une emprise de chantier ou une zone de danger.

L'affichage sur les palissades ne sera pas admis. Le dispositif de clôture du chantier devra, en permanence quelles que soient les phases de travaux ou d'interruption de chantier, être absolument étanche afin d'interdire tout accès au public. Après injonctions restées sans effet, le maître d'ouvrage se réserve le droit de prendre lui-même et aux frais du prestataire, toutes mesures nécessaires sans que la responsabilité de celui-ci en soit pour autant diminuée. Le prestataire est réputé connaître, pour s'en être personnellement rendu compte, la nature particulière des travaux ainsi que toutes sujétions et risques qu'ils peuvent entraîner. Le prestataire devra adapter la signalisation temporaire et les dispositifs de sécurité en fonction des différentes phases du chantier, voire les compléter selon les indications du MOA.

La circulation des engins du prestataire sera soumise, conformément aux dispositions de l'article 34.3 du C.C.A.G. – Travaux, aux restrictions ci-après :

- Le prestataire prendra toutes précautions pour limiter au minimum les chutes de matériaux ou dépôts de boues sur les voies publiques empruntées par son matériel ;
- Il effectuera en permanence les nettoyages et brossages nécessaires des sorties de chantier ou d'aires de stockages ainsi que le lavage des pneus des engins et des camions ;
- Les dépenses correspondantes sont entièrement à la charge du prestataire.

D'une manière générale, le prestataire devra prendre à sa charge toutes dispositions utiles pour assurer, en toute sécurité, le maintien des conditions normales de circulation sur les voies situées au droit des travaux et à proximité du chantier.

En fonction de certains cas particuliers, le prestataire devra, si la réalisation des travaux nécessite des aménagements et modifications de circulation, et après accord du maître d'ouvrage, solliciter en temps opportun les autorisations correspondantes auprès des services concernés.

En effet, il sera nécessaire de s'assurer que ces modifications respectent le plan de circulation associé au plan de prévention (en cas de chantier clos et indépendant, il faudra prévenir le coordonnateur SPS), il sera nécessaire de s'assurer que la modification de circulation ne détruise pas des habitats remarquables, il faudra s'assurer que cette nouvelle circulation engendre des dommages particuliers par exemple en roulant avec un engin très lourd sur des canalisations enterrées, etc.

En cas de changement, le CO devra obligatoirement prévenir le chargé de prévention du maître d'ouvrage et le commandant en second de l'emprise militaire considérée.

En tout état de cause, le maintien en parfait état et la dépose des installations de signalisation et de clôture de chantier (panneaux, barrières, clôtures, ...) ainsi que les remises en état provisoire de chaussées et trottoirs et la confection de passerelles et passages provisoires imposés par le maître d'ouvrage, destinés à assurer ces maintiens de circulation, sont à la charge du prestataire. Il devra donc organiser son chantier en fonction de ces prestations qui devront être prises en compte dans les prix du Bordereau et ne pourra élever aucune réclamation de ce fait.

Sauf stipulation contraire, l'alimentation en eau et électricité si besoin sera à la charge du titulaire.

Les dispositions de l'article 31.6 et 31.7 du C.C.A.G. Travaux sont complétées comme suit :

- Le prestataire supportera, sans pouvoir à ce sujet élever aucune réclamation, ni prétendre à aucune indemnité, les interruptions de travail, gênes, sujétions et fausses manœuvres qui seraient la conséquence du maintien de la circulation sur les voies routières ;
- Le prestataire aura à sa charge la remise en état de la voirie dégradée ou souillée et la maintiendra à tout instant en état de propreté ; il dégagera immédiatement la chaussée des matériaux qui auraient pu l'encombrer soit du fait de démolitions, soit de celui de l'enlèvement des déblais ou d'apport de matériaux ;
- Le MOA, en cas d'urgence et à la suite d'une injonction restée sans effet, pourra prendre d'office et aux frais du prestataire, les mesures nécessaires pour remplir ces conditions ;
- Le prestataire restera dans tous les cas, responsable des conséquences qui pourraient résulter de l'inobservation des mesures susvisées ;
- Le prestataire devra se mettre en rapport avec les services compétents pour obtenir tous accords, autorisations et renseignements utiles avant exécution des travaux.
- Le prestataire se soumettra à toutes exigences, vérifications et visites des agents de ces services et fournira tous documents et pièces justificatives demandés.

A l'issue de sa mission, le titulaire devra le repli de la totalité de son installation. Le terrain et installations du site seront restitués dans leur état initial à défaut le titulaire sera en charge du nettoyage et des remises en état, du rebouchage soigné des forages au coulis de ciment prise mer, complété éventuellement par des injections s'il est nécessaire de rétablir l'imperméabilité des couches de terrain traversées pour éviter la migration d'eau d'une nappe vers une autre, la pose d'une dalle de béton d'au moins 3 m² au-dessus

avec une surface pentue de 10 % pour éviter la stagnation de l'eau de pluie sur le dessus de la dalle, du retrait des engins, appareils et installations de chantier. Le repli de chantier pourra être exigé dès la fin de la prestation, même si des interventions ultérieures du titulaire sont encore possibles.

Des constats seront établis contradictoirement avec le donneur d'ordre du SID avant et après intervention, et en cas de sinistre, le titulaire devra remédier à ses frais et torts exclusifs à toute dégradation qui serait occasionnée sur chaussée, trottoir, caniveau, candélabre, cadre et tampon de regard, mobilier urbain.

18.9. Matériel mise en œuvre et restrictions

Le titulaire aura le libre choix du matériel nécessaire à l'exécution de ses missions sous réserve d'en soumettre les caractéristiques générales à l'agrément du donneur d'ordre du SID, afin que ce dernier puisse vérifier l'absence d'incompatibilité avec les contraintes militaires d'exploitation du site.

Il en est de même pour la méthodologie consistant à utiliser ce matériel dans les règles de l'art et normes en vigueur pour réaliser les missions prescrites.

Le titulaire réalisera les sondages de façon mécanique ou manuel en fonction des contraintes pour la sécurité pyrotechnique.

L'utilisation d'un tubage provisoire pourra être nécessaire pour une partie des sondages. Son coût sera intégré dans le mètre linéaire de sondage. L'échantillonnage des cuttings sera réalisé tous les mètres ou à tout changement de faciès. Chaque échantillon sera mis en sac plastique étiqueté avec le nom du chantier, le numéro du forage et la profondeur.

Les sondages carottés seront réalisés au carottier rotatif double ou adapté au terrain rencontré, conformément à la norme en vigueur, permettant la prise d'échantillons en continu.

Les échantillons intacts seront réalisés au carottier triple sur les normes en vigueur.

L'utilisation d'un tubage provisoire pourra être nécessaire pour une partie des sondages. Son coût sera intégré dans le mètre linéaire de sondage.

La technique de forage devra être adaptée à la nature des terrains rencontrés, de façon à permettre d'obtenir des échantillons intacts et un pourcentage de récupération maximum (proche de 100 %).

Ils auront un diamètre supérieur ou égal à 116 mm. Ils pourront occasionnellement être réalisés en diamètre inférieur (80 à 100 mm).

La coupe géologique, les niveaux d'eau et les arrivées d'eau en cours de forage ainsi que les prises d'échantillons seront indiquées en profondeur et en nivellement NGF 93.

Les caisses de carottes seront photographiées selon les normes en vigueur et stockées provisoirement sur le site des reconnaissances ou transportées dans un lieu convenu avec le maître d'ouvrage (stockage temporaire sur site pour qu'il puisse les contrôler, puis ensuite stockage hors site). Les manutentions sont à la charge du prestataire.

Les caisses seront conservées pendant une durée de 3 mois sauf avis contraire du maître d'ouvrage qui pourra l'étendre exceptionnellement à 1 an.

Les caisses de carottes seront étiquetées avec le nom du chantier, le numéro de sondage, la profondeur des extrémités des carottes et chaque changement lithologique ainsi que les profondeurs relatives aux échantillons intacts.

L'utilisation de la couronne diamant dans les terrains durs pourrait être nécessaire. Un prix est prévu à cet effet.

Un arrêt prématuré des sondages ne pourra se faire qu'après accord écrit du MOA.

Les sondages carottés devront faire l'objet d'une coupe la plus détaillée possible en indiquant toute variation de faciès et le pourcentage de RQD. Elle sera réalisée par un géologue expérimenté.

Un montage photographique donnera la vue du sondage avec l'échelle colorimétrique.

Les échantillons prélevés seront conditionnés immédiatement après prélèvement, sous tubes PVC hermétiques, correctement étiquetés en vue de leur expédition au laboratoire dans les meilleurs délais. Ces sondages seront implantés en X, Y, Z.

Le titulaire exécutera les missions de reconnaissance suivant la méthode de son choix : électromagnétique, électrique ou sismique. Toutefois, son choix ne devra pas être incompatible avec les contraintes du site (sécurité pyrotechnique, exploitation aéronautique, servitude ...)

18.10. Les livrables

Le titulaire finalisera toute étude par la livraison d'un « rapport d'étude xxx » qui comprendra au minimum :

- Une page de couverture présentant de manière pertinente l'objet de l'étude, le numéro d'immeuble concerné et sa localisation ;
- Les plans, croquis et photographies ;
- Les notes techniques et de calcul ;
- Les analyses et compte rendu.
-

Le rapport comprendra, en fonction de la mission exécutée :

- Pour les sondages : conformément au D.T.U. P 94-201 (ex D.T.U. 11.1) :
 - Au sens large :
 - Le numéro ou la désignation de l'opération ;
 - Le nom du prestataire chargé de la reconnaissance ;
 - La situation du forage par rapport à un système de références parfaitement défini, et son inclinaison éventuelle par rapport à la verticale, descendante, cote NGF 93 du sondage, et position en x, y, z ;
 - La date du début et de la fin du forage ;
 - La ou les méthodes de foration avec leur zone d'utilisation ;
 - Le ou les diamètres du trou ;
 - Les mesures prises pour la protection du trou aux différents niveaux ;
 - Les niveaux entre lesquels les échantillons ont été prélevés ;
 - Le type d'appareil de prélèvement utilisé ;
 - La coupe de forage avec dénomination et représentation symbolique de la nature des sols traversés (lithologie, stratigraphie) ;
 - Les observations concernant la position du ou des plans d'eau et les éventuels phénomènes de boulangerie ;
 - L'indication des niveaux auxquels ont été éventuellement effectués certains essais spéciaux (mesure de perméabilité, prélèvements d'eau, détermination in situ de certaines caractéristiques physiques ou mécaniques des sols) ;
 - Les incidents éventuels de forage ;
 - Le descriptif de l'équipement du sondage (piézomètre, ...).
 - Sondages carottés :
 - RQD, pourcentage de carottages ;
 - Cahier de prises de vues des carottes.
 - Sondages à la pelle :
 - Cahier de prises de vues ;
 - Coupe lithologique et stratigraphique ;
 - Schéma structurel dans le cas d'une fouille au droit d'un ouvrage.

- Pour les essais en laboratoire :
 - o La norme se rapportant à l'essai ;
 - o La provenance de l'échantillon (site, sondage, profondeur) et les conditions de sa préparation le cas échéant ;
 - o La date et le mode de prélèvement de l'échantillon ainsi que, éventuellement, les conditions de conservation, la méthode de préparation en laboratoire ;
 - o Le nom du laboratoire, de l'expérimentateur, le numéro de dossier et les références de l'appareil de mesure ;
 - o La date de l'essai, la méthode utilisée ;
 - o Les paramètres mesurés.

19. Descriptions détaillées des prestations à réaliser

19.1. Etudes préliminaires de conception

19.1.1. Etat des lieux technique et réglementaire de l'existant

Pour l'ensemble du périmètre de l'étude, le prestataire devra vérifier pour l'existant, le classement (autorisation, enregistrement, déclaration avec contrôle, déclaration) et en fonction du classement, les prescriptions applicables. Pour les installations existantes, le prestataire devra établir la liste des prescriptions opposables et des améliorations qui seront vraisemblablement à prévoir (impact inacceptable sur l'environnement ou risque à maîtriser). Un rapport spécifique détaillera les dispositions à prendre et évaluera leur coût. (L'objectif est d'établir une programmation avec le MOA pour réaliser les travaux de mises en conformité ou mettre en œuvre les mesures compensatoires de suivi ou de surveillance qu'il aura définies).

La création d'une nouvelle installation nécessite, en amont, un travail préparatoire important du bureau d'étude, de l'exploitant, du responsable de site et du SID :

- Vérification des éventuels documents d'urbanisme et de planification applicables et de la conformité du projet envisagé avec ces documents (ex : PLU, SDAGE, SAGE, plan de prévention des risques) ;
- Analyse de la sensibilité du milieu et prise en compte des contraintes qu'elle implique (ex : zone humide, espèces protégées, site Natura 2000, établissement recevant du public). Pour cela, les associations de protection de l'environnement peuvent apporter des informations ;
- Examen des arrêtés de prescriptions applicables et prise en compte des éventuelles règles concernant la conception, disposition (ex : distance d'éloignement, résistance au feu des bâtiments, événements), etc.
- Recherche d'autres IC dans le voisinage et prise en compte des zones d'effets ;
- Vérification des infrastructures disponibles et de la possibilité de les utiliser pour le projet envisagé (bâtiments, accès routiers, électricité, eau, tant pour l'alimentation que les rejets) ;
- Identification des différentes procédures à suivre, relatives aux réglementations des IC ou autres ;
- Anticipation et vision à long terme du projet (ex : réfléchir à l'intégration d'éventuelles extensions, modifications ou nouvelles activités complémentaires).

Devra être fourni au bureau d'étude (liste non exhaustive) :

- Les formulaires, déclarations et dossiers envoyés à l'administration et en cours de préparation (y compris liés à des incidents et des accidents) ;
- Les récépissés, preuves de dépôts, arrêtés et tous les titres relatifs aux installations du site ;

- Les fiches de recensement des IC ;
- Les arrêtés de prescriptions générales applicables à l'activité ;
- Les plans, schémas et autres documents de planification applicables à l'activité ;
- Les instructions, notes et autres documents propres au ministère applicables ;
- Les documents relatifs aux émissions, rejets et déchets de l'installation ;
- Les plans du site ;
- Les consignes d'organisation de l'entité, d'exploitation ;
- Les éventuels documents domaniaux (AOT, convention de gestion, etc.) ;
- Les rapports d'inspection du CGA/IS/IIC, les procès-verbaux ;
- Les résultats d'études, mesures et auto-surveillance relatives à l'installation ;
- Les autres documents particuliers éventuellement exigés par les arrêtés applicables ;
- Les justificatifs des mesures de mises en sécurité et des opérations de remise en état (en cas de cessation d'activité d'IC) ;
- Les formulaires spécifiques aux procédures du MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Dans ce cadre, le prestataire devra, entre autre, vérifier :

- Le statut SEVESO du projet et réaliser si nécessaire une mission « inventaire des substances dangereuses » ;
- Le statut IED du projet.

De même, le prestataire devra énumérer les études particulières à mener (atmosphères explosives (ATEX), foudre, sismique, sol, air, etc.). Ces études seront précisées/complétées à l'issue de la phase amont (retour des demandes de cadrage ou des demandes d'informations).

19.1.2. Assistance à la conception et à la construction des ouvrages d'un projet de construction et d'aménagement

Afin de permettre l'élaboration du projet de construction et d'aménagement en parallèle de la procédure d'AE, le prestataire doit une assistance au dimensionnement des futurs ouvrages du projet pendant la phase conception :

- Il étudie les documents existants, recueille l'ensemble des informations utiles ;
- Il réalise autant de visites de site que nécessaire ;
- Le cas échéant, il propose des mesures de réduction du risque à la source ;
- Il fournit la liste des dispositions constructives applicables aux ouvrages du projet qu'il présente sous forme d'un rapport.

19.2. Evaluation des incidences Natura 2000

La liste nationale des documents de planification, programmes ou projets ainsi que des manifestations et interventions qui doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences sur les sites Natura 2000 est prévue à l'article R. 414-19 du code de l'environnement et comprend notamment :

- Les projets soumis à EE au titre du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
- Les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou déclaration au titre des articles L. 214-1 et L. 214-11 du code de l'environnement ;
- L'exploitation de carrières soumise à déclaration et visée aux points 5 et 6 de la rubrique 2510 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement dès lors qu'elles sont localisées en site Natura 2000 ;

- Les stations de transit de produits minéraux soumises à déclaration et visées au point 2 de chacune des rubriques 2516 et 2517 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement, dès lors que ces stations sont localisées en site Natura 2000 ;
- Les déchetteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers, soumises à déclaration et visées au point 2 de la rubrique 2710 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement dès lors que ces déchetteries sont localisées en site Natura 2000 ;
- Les IC soumises à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement, dès lors que ces installations sont localisées en site Natura 2000.

Sauf mention contraire, les projets listés sont soumis à évaluation des incidences Natura 2000, même si le territoire qu'ils couvrent n'est pas situé dans le périmètre d'un site Natura 2000.

Selon l'article R. 414-20 du code de l'environnement, il existe également des listes locales de projets soumis à évaluation des incidences Natura 2000, arrêtées par le préfet de département ou le préfet maritime et publiées aux recueils des actes administratifs du ou des départements concernés.

Ce système de listes est complété par une « clause filet », qui permet à l'autorité compétente pour autoriser un projet (exemple : la DTIE pour les ICPE et les IOTA) de soumettre à évaluation des incidences Natura 2000 tout plan, projet ou manifestation susceptible de porter atteinte aux objectifs de conservation du site Natura 2000 bien qu'il ne figure pas sur une liste ou soit en-deçà des seuils fixés par les listes (application du décret n° 2022-422 du 25 mars 2022 relatif à l'évaluation environnementale des projets).

Les programmes, projets et activités prévus par les contrats Natura 2000 ou pratiqués selon les engagements définis par des chartes Natura 2000 sont exemptés d'évaluation des incidences.

Les évaluations des incidences s'articulent avec de la manière suivante selon les articles R. 414-21 et R. 414-22 du code de l'environnement.

- S'il s'agit d'une ICPE ou d'un IOTA, le bureau d'étude doit joindre au dossier de demande d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration, l'évaluation des incidences Natura 2000 ;
- Si le projet relève d'une autre police ou d'une procédure hors compétence de la DTIE, le bureau d'étude devra joindre à son dossier de demande d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration, l'évaluation des incidences Natura 2000 ;
- Si le projet ne relève d'aucune procédure particulière, le bureau d'étude devra respecter le régime d'autorisation propre à Natura 2000.

Lorsque le projet fait l'objet d'une enquête publique, le bureau d'étude devra joindre l'évaluation au dossier soumis à l'enquête.

L'EE peut tenir lieu d'évaluation des incidences Natura 2000 si elle reprend les éléments du contenu détaillés ci-après.

En cas d'EE au cas par cas, le formulaire de demande d'examen au cas par cas devra contenir la présentation et l'exposé suivant :

Le contenu de l'évaluation peut se limiter à la présentation et à l'exposé, dès lors que cette 1^{ère} analyse permet de conclure à l'absence d'incidence sur tout site Natura 2000.

L'évaluation est proportionnée à l'importance du document ou de l'opération et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence. Les objectifs de conservation du site sont décrits dans le document d'objectifs (DOCOB) ou le formulaire standard de données (FSD) du site.

Selon l'article R. 414-26 du code de l'environnement, pour les projets réalisés pour le compte du MINARM, la procédure d'évaluation d'incidences Natura 2000 est appliquée selon des modalités permettant la protection du secret de la défense nationale et compatibles avec les contraintes particulières aux opérations non prévisibles, urgentes, impératives de la défense nationale.

Le formulaire d'évaluation simplifiée ou préliminaire des incidences Natura 2000 communiqué par le MOA lors de la période de préparation est à utiliser pour réaliser l'évaluation préliminaire du projet afin de savoir si un dossier plus approfondi est nécessaire.

L'évaluation simplifiée doit être finalisée pour la demande d'examen au cas par cas.

Si des incidences sont possibles ou identifiées à l'occasion de la réalisation de l'évaluation simplifiée, il conviendra de mener une évaluation approfondie dans le cadre de l'étude environnementale (étude d'incidence ou EI).

Dans le cas d'une évaluation d'incidence approfondie, le contenu de celle-ci sera conforme à l'article R. 414-23 du code de l'environnement. Ce document reprend principalement les informations explicitées dans l'étude des dangers et l'EI en les confrontant aux objectifs de conservation des sites Natura 2000.

19.2.1. Contenu de l'évaluation des incidences Natura 2000

Description du projet	Accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets. Lorsque des travaux, ouvrages ou aménagements sont à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni.
Justification de l'existence ou absence d'impact sur des sites Natura 2000	Exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000. Dans l'affirmative, lister les sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation. Dans la négative, les autres documents ne sont pas à produire.
Analyse des effets	Analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres programmes ou projets du demandeur, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites.
Mesures de réduction ou suppression des effets	Si l'analyse précédente indique la possibilité d'effets significatifs dommageables, pendant ou après la réalisation du projet, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables.
Solutions alternatives	Si malgré les mesures de réduction ou suppression, des effets dommageables subsistent, décrire les solutions alternatives envisageables et expliquer pourquoi elles n'ont pas été retenues. Le cas échéant indiquer les raisons impératives d'intérêt public majeur ou les motifs liés à la santé ou à la sécurité publique, qui seraient de nature à justifier le projet nonobstant ses effets dommageables.

Mesures compensatoires	<p>Dans le cas où des effets dommageables subsistent, décrire les mesures compensatoires prévues pour compenser ces effets efficacement et proportionnellement au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000.</p> <p>Attention, ces mesures ne devront pas être utilisées pour évaluer les incidences du projet. Ainsi, un projet dont les mesures de suppression et de réduction des effets sont insuffisantes sera en principe rejeté. Il n'existe qu'une exception : pour des raisons impératives d'intérêt public majeur.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité.</p>
Estimation des dépenses	L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par le porteur de projet.

La DTIE s'opposera à tout projet, y compris soumis à déclaration, si l'évaluation des incidences Natura 2000 n'a pas été réalisée, si elle se révèle insuffisante ou s'il en résulte que la réalisation du projet porterait atteinte aux objectifs de conservation d'un site Natura 2000. Dans le droit civil, lorsqu'un projet ICPE est soumis à évaluation des incidences, cette dernière doit constituer une pièce à part entière du dossier de demande d'autorisation ou d'enregistrement (article R. 512-46-4 6° du CE) ou du dossier de déclaration (article R. 512-47-4° du CE). Au MINARM, le premier interlocuteur d'un dossier est le CGA. Toutefois, le CGA n'est compétent que pour la partie ICPE et IOTA et pas pour la partie biodiversité, où nous devons présenter les études à la DREAL. Il est donc nécessaire de transmettre pour l'instruction, l'évaluation des incidences à la DREAL et il arrive parfois que le dossier non fusionné (partie ICPE-IOTA et partie biodiversité) parvienne à la DTIE qui doit recevoir un dossier complet.

Lorsqu'une évaluation conclut à une atteinte aux objectifs de conservation d'un site Natura 2000 et en l'absence de solutions alternatives, la DTIE peut donner son accord pour des raisons impératives d'intérêt public majeur. Dans ce cas, elle s'assure que des mesures compensatoires sont prises pour maintenir la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont à la charge du porteur de projet. Dans une telle situation, la commission européenne est tenue informée par la DTIE.

Lorsque le site abrite un type d'habitat naturel ou une espèce prioritaires listés par arrêtés, au titre de la protection renforcée dont ils bénéficient, l'accord ne peut être donné que pour :

- Des motifs liés à la santé ou à la sécurité publique ou tirés des avantages importants procurés à l'environnement ;
- D'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, après avis de la commission européenne.

Dans un délai de deux (2) mois suivant la réception du dossier de déclaration, la DTIE notifie au déclarant, selon l'article R. 414-24 du code de l'environnement :

- Son accord ;
- Son opposition, en raison de l'absence d'évaluation, de son insuffisance, ou de l'atteinte aux objectifs de conservation d'un site Natura 2000 (si le projet ne correspond pas aux situations exposées ci-dessus) ;
- Une demande de documents ou précisions nécessaires pour apprécier l'incidence du projet ou des intérêts publics majeurs ou de santé et sécurité publique (le déclarant est averti que, faute

de produire les précisions demandées dans un délai de deux (2) mois, une décision tacite d'opposition naît).

En l'absence de réponse de la DTIE dans ce délai de deux (2) mois, le document ou l'opération peut entrer en vigueur ou être réalisé.

19.2.2. Le régime d'autorisation propre à Natura 2000 : les listes locales

Selon les articles L. 414-4 IV et R. 414-27 du code de l'environnement, des listes locales énoncent les projets relevant du régime d'autorisation propre à Natura 2000. L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation est le préfet de département ou le préfet maritime. Lorsque plusieurs départements sont concernés, la décision est prise conjointement par les préfets de ces départements.

Le porteur de projet, avec l'aide du bureau d'étude, adresse au préfet un dossier de demande comportant :

- Son identité (dénomination ou raison sociale, forme juridique, adresse du siège, qualité du demandeur) ;
- L'évaluation des incidences Natura 2000 (présentée précédemment).

Les règles de procédure exposées précédemment s'appliquent. Sous deux (2) mois, le préfet notifie soit :

- Son accord ;
- Son opposition, en raison de l'absence d'évaluation, de son insuffisance, ou de l'atteinte aux objectifs de conservation d'un site Natura 2000 (si le projet ne correspond pas aux situations exposées : intérêt public majeur, santé publique, etc.) ;
- Une demande de documents ou précisions nécessaires pour apprécier l'incidence du projet ou des intérêts publics majeurs ou de santé et sécurité publique (faute de produire les précisions demandées dans un délai de deux (2) mois, une décision tacite d'opposition naît).

Les milieux concernés par cette analyse sont les habitats naturels ou espèces issues de l'annexe I de la directive « Oiseaux » et de l'annexe II de la directive « Habitat » ayant justifié la désignation du site. L'objectif est de démontrer que le projet n'a pas d'impact notable négatif sur les sites Natura 2000, ou s'il existe un impact notable négatif, rechercher les solutions de moindre impact, les mesures d'évitement ou de réduction.

Le cas échéant, il s'agira de prouver qu'il n'y a pas de solutions alternatives et qu'il y a des raisons impératives d'intérêt public majeur.

Les impacts résiduels doivent être compensés. L'absence d'impact doit être clairement justifiée.

Par ailleurs, les mesures compensatoires et solutions alternatives envisageables définies dans l'évaluation des incidences pourront entraîner la réalisation d'un ou plusieurs dossiers d'autorisation de déplacement et de destruction d'espèces protégées.

19.3. Demande d'examen « au cas par cas »

Conformément à la notice CERFA en vigueur, le prestataire remplira le formulaire CERFA pour le compte du pétitionnaire/MOA.

Afin de définir la sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée, le prestataire collectera les informations permettant de répondre à toutes les questions de la partie 5 du formulaire.

Les caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine, objet de la partie 6 du CERFA seront définies à partir des éléments résultant du travail effectué dans le cadre de la phase préliminaire. Les mesures ERC éventuelles auront en conséquence été envisagées lors de la phase de conception. La partie 7 du formulaire CERFA à caractère facultatif devra faire l'objet d'une évaluation du prestataire. La décision de lancer la procédure d'examen au cas par cas est de la responsabilité du pétitionnaire/MOA. Le résultat de l'évaluation du prestataire orientera cette décision.

L'envoi du formulaire à l'AE reste à la charge du pétitionnaire. Le document et ses annexes seront remis par le prestataire au MOA sous forme numérique.

L'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000 est réalisée à ce stade de l'étude. Le travail élaboré au cours de cette phase servira de support lors de la phase amont même dans le cas où le pétitionnaire/MOA décide de lancer directement une démarche d'EE.

19.4. Demande d'informations

S'il juge nécessaire de faire une demande d'informations, après examen des éléments liés au projet, le titulaire devra définir les éléments à y faire figurer et en proposer une rédaction au pétitionnaire/MOA. La validation et l'envoi de la demande à l'autorité administrative compétente reste de la responsabilité du pétitionnaire.

19.5. Phase amont

19.5.1. Option 1 – demande de cadrage

Si le dossier est soumis à EE, le prestataire élaborera en tant que de besoin une demande de cadrage en fonction des différentes options possibles et en cas de doute sur certaines questions qui pourraient remettre en cause le bon déroulement de la phase d'examen par les services instructeurs ou consultés (autorité environnementale, CGA/IS/IIC, collectivités, DREAL, DDT, etc.).

La requête relative à une modification d'échelle des plans constituant le dossier graphique est incluse à cette demande. Cette demande de cadrage fera l'objet d'un simple échange de courriers ou de la tenue d'une réunion qui donnera lieu à un compte-rendu (CR) à rédiger par le prestataire. Le CR fera l'objet d'une validation par l'équipe projet de la MOA et sera diffusé par le pétitionnaire/MOA.

Les informations et recommandations reçues à l'issue de cette phase seront prises en compte dans l'élaboration de l'EE et des éléments spécifiques liés à l'objet des autorisations (ICPE, IOTA, défrichement, destructions d'espèces ...).

Les études complémentaires nécessaires sont à la charge du prestataire et seront rémunérées en plus si elles sortent du cadre initial du marché (partie forfaitaire).

19.5.2. Option 2 – Demande d'information

Sur la base des informations disponibles et notamment du formulaire CERFA de la demande de cas par cas, et/ou de l'avis motivé de l'AE, le prestataire proposera s'il en identifie le besoin, une rédaction de la demande d'informations informelles. Celle-ci est nécessaire en fonction des différentes options possibles et en cas de doute sur certaines questions qui pourraient remettre en cause le bon déroulement de la phase d'examen du dossier.

La requête relative à une modification d'échelle des plans constituant le dossier graphique est incluse à cette demande.

Cette demande est validée par l'équipe projet de la MOA et adressée à l'autorité compétente par le pétitionnaire.

Cette demande d'informations fait l'objet soit d'un simple échange de courriers soit de la tenue d'une réunion qui donnera lieu à un compte-rendu à rédiger par le prestataire. Le compte-rendu est validé par l'équipe projet de la MOA et diffusé par le pétitionnaire/MOA.

Les informations et recommandations reçues à l'issue de cette phase seront prises en compte par le prestataire pour l'élaboration du dossier de DAE comprenant l'évaluation des incidences environnementales et les éléments spécifiques liés à l'objet des autorisations (ICPE, IOTA, défrichement, destructions d'espèces, etc.) à y adjoindre.

19.6. Etudes

19.6.1. Etat initial

Le titulaire pourra se voir commander une mission de réalisation d'un état initial des ouvrages d'un projet, notamment ceux classés ICPE/IOTA. Cela comprendra tout ou partie des prestations ci-dessous.

Cette prestation ne bénéficie pas de clause d'exclusivité. Sont d'ores et déjà exclus de cet état initial, les ICPE/IOTA dont l'exploitant est le SID et qui sont prises en compte dans le marché de diagnostic national de la DCSID. Dans le cas où le marché de la DCSID serait élargi à d'autres installations, le titulaire du présent contrat (accord cadre de l'ESID de Metz) ne pourra faire valoir la clause d'exclusivité pour cette prestation. Le marché de la DCSID sera alors prioritaire.

19.6.2. Recensement/synthèse

Le titulaire réalisera un recensement exhaustif et une synthèse des différentes ICPE et IOTA existantes et des installations techniques pouvant avoir un impact sur le milieu naturel. Il pourra se baser notamment sur les éléments suivants :

- Listing fourni dans le cadre du marché (détail des installations communiquées pour chaque mission) ;
- Questionnaire fourni par le titulaire permettant d'identifier d'éventuelles installations oubliées.

La nomenclature est régulièrement modifiée. Ainsi, des installations et activités qui n'étaient pas soumises aux régimes des ICPE peuvent le devenir ou inversement (voir procédure de cessation d'activité qui englobe maintenant la procédure de déclassement) ou encore changer de régime.

La synthèse sera réalisée sous forme d'un tableau Excel avec un onglet par site. Sur chaque onglet, un classement par exploitant sera réalisé. Le fichier comprendra au minimum les informations réglementaires d'une fiche de recensement :

- Le libellé : appellation courante de l'emprise, du bâtiment ou de l'aire aménagée et de l'ICPE/IOTA séparée d'un point (ex : BA 123. BAT 104. Chaufferie) ;
- La rubrique ou les rubriques de nomenclature ;
- La date de mise en service ;
- La désignation de l'exploitant ;
- Le régime administratif auquel l'installation est soumise (déclaration avec ou sans contrôle, enregistrement ou autorisation) ;

- Le critère et l'unité de classement : renseigner la donnée technique justifiant le classement de l'installation (ex : 4.2 MW pour une chaufferie) ;
- Les valeurs seuils réglementaires à respecter et les valeurs d'émissions mesurées (mesures ponctuelles, auto-surveillance, etc.) ;
- La géolocalisation dont l'unité de mesure sera définie par le MOA et conforme au code de l'environnement ;
- L'exploitation (exploitation en continue, secours, durée annuelle de fonctionnement, etc.) et le principe d'exploitation ;
- Le recensement technique des équipements et ouvrages en place.

La MOA se garde la possibilité de demander d'y faire apparaître des informations supplémentaires. Le fichier Excel sera propriété du MINARM qui en fera l'usage qu'il souhaite sans possibilité de réclamation ou d'indemnisation du titulaire (transfert du droit d'auteur et de propriété à la MOA).

19.6.3. Contrôle de conformité

Le titulaire devra réaliser un contrôle de conformité vis-à-vis des dispositions réglementaires applicables et des bonnes pratiques environnementales et d'exploitation.

A l'issue de la visite obligatoire de chaque installation, le prestataire devra remettre un rapport comprenant au minimum les éléments suivants :

- Le procès-verbal de remise des pièces ;
- Une fiche de données spécifiques par installation ;
- L'identification des textes réglementaires applicables à la remise de l'audit au MOA ;
- La situation générale de l'installation classée au regard de la réglementation présentée ;
- Les descriptions de non-conformités administratives illustrées de commentaires ;
- Les descriptions de non-conformités techniques illustrées de photos et de commentaires ;
- La présentation des dérogations envisageables ;
- Une évaluation de l'exploitation en cours ;
- Le descriptif de l'état de l'infrastructure ;
- Les délais techniques de l'installation ;
- Une approche « risques » par installation.

19.6.4. Mesures correctives

Un détail des mesures correctives y compris en terme de procédures à prévoir avec une estimation des coûts.

Pour cela, il fournira une fiche explicative pour chaque prescription significative et standardisée. Cette fiche rappelle les principaux points de la réglementation à respecter ou les objectifs de performance à atteindre. Par ailleurs, elle comportera des schémas présentant la mise en œuvre des préconisations ainsi que des illustrations de produits et d'équipements type :

- Un identifiant permettant de préciser l'appartenance de chacune des préconisations à l'une des catégories ci-après :
 - La préconisation impacte la structure de l'installation ;
 - La préconisation est un aménagement pouvant être réalisé sans toucher à la structure et/ou au fonctionnement de l'installation ;
 - La préconisation relève de la mise en œuvre de dispositifs légers ;
 - La préconisation relève de la mise en place de mesures de substitution ;
 - La préconisation relève d'une simple information aux personnels.

- Une estimation financière, dont les coûts à prendre en compte sont :
 - Les travaux de construction ;
 - Les travaux de modification et d'adaptation ;
 - Les travaux de réhabilitation ;
 - Les travaux de déconstruction ;
 - Le démontage et l'évacuation de matériels ;
 - La fourniture et la main d'œuvre ;
 - Les prestations intellectuelles nécessaires (SSI, SPS, CT, etc.) ;
 - Le détail de la mise en place des structures ou d'installations provisoires nécessaires au maintien de l'activité durant les travaux ;
 - Le mois de référence de cette estimation.
- Une base de données informatique, sous format Excel, facilement exploitable, dans laquelle figureront :
 - La description des objectifs de performance à atteindre, les non-conformités et obstacles rencontrés accompagnés d'une photo ;
 - Le point de contrôle réglementaire afférent à cette non-conformité ou obstacle ;
 - Le type de fonctionnement concerné par la mesure ;
 - L'impact du traitement sur continuité du fonctionnement ;
 - L'impact sur la structure de l'installation ;
 - Les préconisations correspondantes ;
 - Les lots techniques associés aux travaux ;
 - Les coûts.

19.6.5. Durée de la mission

La durée contractuelle de cette mission sera fixée par OS après édition du bon de commande. Un calendrier d'exécution de cette mission sera alors réalisé par le titulaire et soumis à approbation de la MOA.

Pour une commande d'état initial, le délai courant de parfaite finalisation des prestations du marché (quel que soit le nombre d'installation) sera de sept (7) semaines, décomposé comme suit :

- 3 semaines pour réaliser la visite à compter de la réunion de démarrage de la prestation ;
- 3 semaines à l'issue de la visite pour remettre le rapport d'audit ;
- 4 semaines à l'issue de la visite pour remettre le programme de travaux et de mise en conformité.

Les études nécessaires à la réalisation du DAE sont notamment :

- Etude air et bruits ;
- Etudes sur le milieu naturel ;
- Etudes hydrauliques, hydrogéologiques ;
- Etudes foudre ;
- Relevés topographiques ...

Dans le cas où la réalisation d'un dossier environnemental nécessiterait des investigations ou études spécifiques et non décrites dans le CCTP et le BPU, elles feront l'objet d'une demande de prix nouveaux.

19.6.6. Etudes Air

Le prestataire doit identifier les activités susceptibles d'impacter l'air et identifier la qualité et la quantité de polluants susceptibles d'être émis. Le cas échéant, des mesures de réduction des émissions polluantes doivent être proposées en prenant en compte les MTD.

Les prescriptions d'exploitation doivent également être définies. Dans le cadre de cette mission, des analyses d'air pour recherche de polluants ou classification de la qualité de l'air seront réalisées.

19.6.7. Etudes bruit initiale et prédictive

Les nuisances sonores susceptibles d'être générées par des activités bruyantes doivent être identifiées et quantifiées. Un état initial en limite de propriété et éventuellement en zone à émergence réglementée est réalisé et fait l'objet de l'émission d'un rapport. Les points et périodes de mesures de bruit sont proposés par le titulaire à l'issue d'une phase préliminaire afin d'être représentatifs des conditions normales de fonctionnement des différentes installations de l'établissement, plusieurs zonages peuvent être nécessaires.

Les points et périodes de mesures proposés font l'objet d'une validation par l'équipe projet de la MOA.

L'état initial des niveaux de bruit fera l'objet d'une prestation à l'équipe projet de la MOA et éventuellement au service instructeur et fait l'objet d'un PA. Le prestataire à partir de cet état des lieux devra ensuite évaluer l'impact sonore des nouvelles installations et proposer le cas échéant les mesures ERC à mettre en œuvre. L'étude bruit doit permettre d'apprécier l'état initial avant l'aménagement prévu et faire une projection des futures activités en terme de gênes sonores. Le prestataire doit proposer des moyens de réduction ou compensations pouvant être mis en place.

Cette prestation inclue donc des modélisations sous forme de rayon de bruit permettant d'analyser l'atténuation avec l'éloignement et les effets des moyens de réduction du bruit proposé.

19.6.8. Etude pollution lumineuse

La définition d'une installation lumineuse et le champ d'application de la réglementation de prévention des nuisances lumineuses sont posées aux articles L. 583-1 et R. 583-1 et suivants.

Les prescriptions techniques sont définies par arrêté ministériel, en fonction de l'implantation des installations lumineuses, selon qu'elles se situent dans les zones qualifiées d'agglomération (cf. règlements relatifs à la circulation routière) ou les zones en dehors de ces agglomérations.

Dans les espaces naturels mentionnés dans le tableau annexé à l'article R. 583-4 du code de l'environnement ainsi que dans les sites d'observation astronomique, dont la liste et le périmètre sont fixés par arrêté ministériel, les installations lumineuses font l'objet de mesures plus restrictives que celles appliquées aux dispositifs implantés en agglomération et en dehors des agglomérations.

Ces prescriptions peuvent notamment porter sur les niveaux d'éclairement (en lux), l'efficacité lumineuse et énergétique des installations (en watts par lux et par m²) et l'efficacité lumineuse des lampes (en lumens par watt), la limitation des éblouissements, la puissance lumineuse moyenne des installations (flux lumineux total des sources rapporté à la surface destinée à être éclairée, en lumens par m²) ; elles peuvent fixer les modalités de fonctionnement de certaines installations lumineuses en fonction de leur usage et de la zone concernée. Lorsque les caractéristiques locales ou la nature des sources lumineuses ou des émissions lumineuses le justifient, un arrêté ministériel peut interdire ou limiter, à titre temporaire ou permanent, certains types d'émissions lumineuses sur tout ou partie du territoire.

Des arrêtés préfectoraux peuvent prévoir des adaptations aux circonstances locales, sauf en cas d'interdiction permanente.

Le bureau d'étude pourra être amené à réaliser des études de pollution lumineuse.

19.6.9. Eaux et sol

Pour les activités visées par la directive IED, un état de la pollution des sols sur lesquels est sise l'installation doit être établie. Cet état des pollutions doit respecter les préconisations de la réglementation, les normes, les règles de l'art et la méthodologie nationale en vigueur. Selon la configuration géologique du site et afin de définir la vulnérabilité du milieu, voire les possibilités de rejet (infiltrations, puits, eaux superficielles), une étude hydrogéologique est nécessaire.

Une campagne de mesures dans les eaux (eaux souterraines et superficielles susceptibles d'être impactées par les activités de l'établissement), et dans les rejets est également à réaliser. Si besoin, une recherche de pollution sera réalisée.

Un état initial environnemental sera ainsi établi et pourra servir de référence lors de la mise à l'arrêt de l'activité.

La phase travaux devra également être prise en compte dans cette étude et notamment la gestion des terres susceptibles d'être excavées et potentiellement polluées.

Le prestataire devra étudier un exutoire sur site ou en filière extérieure. Cette étude sera complétée d'un bilan coûts/avantages. Les Evaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) *ad hoc* seront faites si nécessaires.

Les études seront découpées de la façon suivante :

- Etudes historiques et documentaires, interprétation pour définir les investigations terrain ;
- Réalisation des investigations terrain, analyse des résultats, rapport ;
- Réalisation campagne de mesures dans les eaux, interprétation des résultats, rapport ;
- Production de l'état initial complet ;
- Production du rapport relatif à la phase travaux.

Chaque phase fait l'objet d'une validation (PA) par l'équipe projet de maîtrise d'ouvrage avant de passer à la phase suivante.

19.6.10. Diagnostic écologique simplifié (DES)

Le DES permet, sur la base d'analyses bibliographiques et d'une à deux journées de prospections de terrain conduites lors de la période optimale d'observations des principaux groupes taxonomiques, d'obtenir une évaluation des enjeux écologiques du site et des effets prévisibles du projet sur la biodiversité, afin d'anticiper les actions d'évitement et de réduction et les éventuelles démarches administratives à mettre en œuvre.

Le diagnostic écologique simplifié devra contenir au minimum les éléments suivants :

19.6.10.1.Méthodologie : description de la méthodologie employée, notamment :

- Les consultations effectuées (personnes ressources) ;
- La composition de l'équipe de travail (compétences des écologues) ;
- Le calendrier des inventaires indiquant pour chaque groupe taxonomique la date de prospection, l'intervenant et les conditions climatiques ;
- Les aires d'étude qui seront utilisées pour l'analyse des sensibilités écologiques.

19.6.10.2. Analyse bibliographique : synthèse bibliographique des données naturalistes existantes sur les aires d'étude préalablement définies, notamment :

- Les zonages réglementaires et d'inventaires ;
- Les continuités écologiques ;
- Les informations potentielles des structures et personnes ressources (ex. gestionnaire de site Natura 2000, Conservatoire des espaces naturels (CEN) ...).

19.6.10.3. Investigations terrain : sur la base d'une à deux journées de prospections conduites dans les périodes optimales d'observations des espèces, ces investigations doivent permettre de cibler les principaux groupes taxonomiques :

- Flore et habitats naturels (incluant la recherche d'espèces hygrophiles permettant de déterminer le caractère humide de la zone, ainsi que la recherche d'Espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE)) ;
- Avifaune ;
- Reptiles et amphibiens ;
- Mammifères (dont les chiroptères) ;
- Enomofaune.

Remarque : A l'issue de la 1^{ère} journée de prospection, un compte-rendu sera transmis par courriel à la MOA afin d'indiquer les espèces identifiées et les conséquences prévisibles pour la conduite d'opérations.

19.6.10.4. Descriptions et cartographies : descriptions et cartographies des habitats, des zones humides, des fonctionnalités écologiques, des espèces animales et végétales patrimoniales et des espèces exotiques envahissantes (EEE). Les données brutes de biodiversité seront transmises à la MOA au format Shapefile (.shp) en Lambert 93.

L'existence d'une zone humide au sens du livre II du code de l'environnement est attestée par la réalisation d'un relevé de terrain. L'arrêté ministériel du 24 juin 2008 précise les critères pédologiques et botaniques à prendre en compte et la méthodologie à appliquer pour que cette étude soit conforme. L'espace étudiée sera déclarée zone humide au sens de la loi, si l'un des 3 critères suivants est rempli :

- L'examen de la terre atteste que le sol en place appartient à la typologie de la liste annexée à l'arrêté du 24 juin 2008 ;
- La détermination des plantes locales relève des espèces indicatrices de milieu humide, dont la moitié au moins appartient à la liste annexée à l'arrêté du 24 juin 2008 ;
- Les communautés végétales en place sont des habitats caractéristiques listés dans l'annexe de l'arrêté du 24 juin 2014.
- Le périmètre de la zone humide est circonscrit par la côte de crue, le niveau de la nappe phréatique ou sa courbe topographique.

—Le bureau d'étude fera examiner la végétation à un stade de développement suffisant et si possible en période de floraison permettant l'identification rigoureuse des espèces. Des inventaires devront être réalisés sur des placettes circulaires alignées sur une ligne de transect traversant la zone humide présumée. Une estimation du pourcentage de recouvrement des espèces par strate de végétation permettra de classer par ordre décroissant les espèces présentes. Une liste des espèces dominantes sera établie au vu des pourcentages estimés et comparée à la liste annexée à l'arrêté du 24 juin 2008. Si la moitié d'entre elles correspondent à des espèces hygrophiles du règlement, l'espace sera reconnu comme étant une zone humide.

Les communautés végétales (ou associations végétales) sont des groupements de végétaux caractérisés par des espèces indicatrices en équilibre avec le milieu dans un territoire limité. Elles relèvent une écologie particulière. Le bureau d'études devra les cartographier dans l'espace étudié et nommées en référence à une typologie codifiée avant d'être comparées avec la liste annexée à l'arrêté du 24 juin 2008. Pour valider certains habitats, un relevé floristique devra être effectué sur le terrain en complément selon le protocole précédent.

Les cartes pédologiques disponibles seront utilisées pour repérer les types de sol existant sur la zone humide présumée. Le bureau d'étude devra vérifier par un relevé de terrain la dénomination du type de sol et les modalités d'apparition des traces d'hydromorphie, sauf pour des sols résultant d'un engorgement prolongé. Les périodes idéales de relevé sont en fin d'hiver ou en début de printemps. Les sondages seront exécutés à un mètre de profondeur sur des points situés de part et d'autres de la frontière de la zone humide en question.

19.6.10.5. Evaluation des enjeux écologiques et des impacts du projet : Evaluation des enjeux écologiques et des impacts du projet pour la faune, la flore et les habitats. Ces enjeux écologiques seront hiérarchisés selon 5 catégories en fonction de la valeur patrimoniale (très fort, fort, moyen, faible, inexistant). Le cas échéant, les EEE seront précisées.

19.6.10.6. Mesures d'évitement et de réduction : préconisations de mesures d'évitement puis de réduction pouvant être mises en place pour éviter ces impacts ou les limiter. Les mesures proposées devront faire l'objet d'une concertation avec la MOA.

19.6.10.7. Tableau de synthèse : en fonction des mesures décidées par la MOA, le titulaire produira un tableau de synthèse présentant les impacts résiduels du projet sur la faune, la flore et les habitats.

19.6.10.8. Procédures éventuelles : Déterminer, qualifier et motiver le besoin éventuel pour une évaluation des incidences Natura 2000 (EIN) et un dossier dérogation espèces protégées (DEP).

Afin d'appréhender au mieux les enjeux écologiques, 3 échelles de réflexion sont à utiliser pour l'analyse des sensibilités :

- Une aire d'étude immédiate correspondant à l'emprise des aménagements prévus ;
- Une aire d'étude intermédiaire qui correspond à une zone tampon autour du projet. Il s'agit des surfaces susceptibles d'être indirectement impactées par le projet ;
- Une aire d'étude éloignée correspondant à l'analyse bibliographique sur un rayon plus large et permettant d'appréhender les milieux naturels globaux et les enjeux liés aux mouvements potentiels des espèces.

Les distances retenues pour la définition des aires d'étude intermédiaire et éloignée seront proposées par le titulaire au regard des impacts possibles du projet sur les enjeux de biodiversité. Les aires d'étude définies feront l'objet d'une validation par l'équipe de maîtrise d'ouvrage.

La détermination d'une zone humide se fait alternativement, soit sur le critère floristique (recherche d'espèces hygrophiles), soit sur le critère pédologique. Ainsi, si les investigations floristiques ne permettent pas de trancher sur le caractère humide de la zone d'étude, des sondages pédologiques peuvent être requis. Le titulaire devra justifier et argumenter le recours à des sondages pédologiques.

Un diagnostic écologique simplifié pourra être demandé dans le cadre de travaux sur l'ensemble des bâtiments (démolition, rénovation, etc.). Le titulaire devra prospecter l'ensemble des bâtiments concernés par les travaux afin de statuer sur la présence/absence d'espèces protégées inféodées aux bâtis (hirondelles, chauves-souris, martinets, etc.). Lorsque les bâtiments à prospecter sont situés sur un terrain faisant lui-même l'objet d'un diagnostic écologique simplifié, celui-ci devra intégrer l'analyse portant sur ces bâtiments, sans que ces bâtiments ne fassent l'objet d'un DES supplémentaire.

19.6.11. Volet naturel de l'EI (VNEI)

Le volet naturel de l'EI doit être rédigé pour s'insérer dans l'EI et ses documents annexes. Le VNEI sera composé *a minima* de :

- L'état initial du site et des milieux naturels potentiellement affectés ;
- Les effets directs et indirects, permanents, temporaires et cumulés du projet sur l'environnement et la santé ;
- L'esquisse des principales solutions de substitution et des impacts associés, ainsi que les raisons pour lesquelles le projet présenté a été retenu ;
- Les mesures ERC, les mesures de suivi envisagées et leurs coûts.

19.6.12. Etat initial du site

L'assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) devra recenser et analyser le patrimoine naturel du site et les exigences réglementaires écologiques concernant les milieux touchés par le projet. Il devra étudier la nature de l'occupation des sols, des espaces naturels, agricoles et forestiers présents, de la flore, de la faune, des habitats et des fonctionnalités écologiques qui leur sont associés, afin d'apprécier la compatibilité du projet avec ces éléments. La méthodologie utilisée pour l'état initial devra être décrite et justifiée.

Une cartographie de synthèse reprendra également les éléments de l'état initial.

Les inventaires naturalistes sont indispensables pour caractériser l'état initial du site. Ils permettent d'identifier tous les enjeux faune, flore et habitats (y compris les EEE) afin de disposer d'une base solide d'évaluation des impacts écologiques du projet.

Les protocoles d'inventaires sont laissés au choix du titulaire, en revanche les prescriptions suivantes devront être prises en compte :

- Qualité des intervenants : L'intervention de naturalistes spécialistes pour chaque groupe taxonomique sera requise selon les enjeux potentiels identifiés lors de la phase de recueil et d'analyse préliminaire des données existantes. L'intervention de naturalistes généralistes sur plusieurs groupes faunistiques ou floristiques pourra être pratiquée dans le cas de projets conduisant à des impacts potentiels négligeables ;
- Calendrier : Les inventaires devront être représentatifs de l'ensemble du cycle biologique des espèces étudiées et de leur phénologie. La durée et la ou les période(s) précise(s) d'inventaire seront déterminées par le titulaire en fonction des enjeux écologiques identifiés au préalable et argumentées. Les périodes d'inventaire définies par les direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) par type de classement seront impérativement respectées ;

- Partage des données de biodiversité : Les référentiels techniques en vigueur seront respectés afin d'effectuer le versement des données brutes de biodiversité (y compris bibliographique) dans l'inventaire national du patrimoine naturel (INPN) au moyen du télé service créé par arrêté ministériel. Les restrictions applicables à certaines emprises militaires devront être prises en compte. Les données brutes de biodiversité seront transmises à la MOA au format Shapefile (.shp) en Lambert 93.

19.6.13. Analyse des effets du projet

Cette partie devra analyser les différents types d'effets induits par le projet sur le milieu naturel : effets directs ou indirects, permanents ou temporaires, positifs ou négatifs, ainsi que les effets cumulés avec d'autres projets. Ces effets doivent être analysés dans les différentes phases de vis du projet : phase amont du chantier, construction du projet, entretien et/ou exploitation du projet, phase de démantèlement.

19.6.14. Mesures Eviter, Réduire, Compenser (ERC) et mesures d'accompagnement et de suivi

Il est attendu une démonstration de l'application de la séquence ERC tout au long du projet. Le choix, le détail de la mise en œuvre des mesures ERC envisagées, leurs coûts et leurs effets attendus devront être décrits et justifiés précisément. Il est rappelé que les mesures ERC proposées doivent être proportionnées aux impacts identifiés.

Il sera montré que toutes les mesures d'évitement ont été envisagées avant la mise en place de mesures de réduction, et que les mesures de compensations éventuelles n'interviennent qu'en dernier recours, en cas d'impact résiduel significatif. Il sera également démontré que les mesures ERC sont suffisamment efficaces pour permettre l'absence de toute perte nette de biodiversité et réalisables compte-tenu de l'obligation de résultat qui s'y rattache.

Au titre des mesures ERC, le titulaire fera une liste exhaustive de propositions de mesures d'évitement, de réduction ou de compensation pour pallier aux impacts sur la faune, la flore et les habitats suite à la réalisation des ouvrages incluant les travaux préparatoires pour les champs de tir (dépollution pyrotechnique notamment).

L'accent sera particulièrement mis sur les mesures d'évitement et de réduction conformément aux attentes des services instructeurs afin d'éviter autant que possible de devoir demander une dérogation à la législation sur les espèces protégées. La compensation ou l'accompagnement seront proposés en dernier recours.

Il tiendra compte des éléments connus du projet, chaque proposition devra être localisée précisément sur une carte et devra être détaillée techniquement. Une estimation du coût financier de chaque mesure devra être donnée ainsi que de l'éventuel impact de gestion nécessaire au maintien dans la durée des mesures préconisées.

Si les mesures d'évitement ou de réduction ont conduit à une évolution du projet, l'historique doit être dûment tracé pour justifier de la pertinence du projet dans sa version finale. Seules les mesures soutenables et compatibles dans la durée avec les activités militaires et à ce titre validées et financées par le pétitionnaire pourront être intégrées au processus. L'avis du CEN territorialement compétent sera systématiquement pris en compte.

En conséquence, avant étude complète, les mesures feront l'objet de réunions préliminaires entre le titulaire et le pétitionnaire, et l'ensemble des intervenants dont la présence sera jugée nécessaire, afin de s'assurer de leur soutenabilité en particulier au regard des activités militaires du camp et du suivi écologique des mesures proposées.

Une attention particulière sera portée à la cohérence des mesures ERC portées par d'autres dossiers réglementaires. Ce travail se fera en étroite relation avec la maîtrise d'ouvrage afin que les mesures proposées soient cohérentes, opérationnelles et réalisables.

Concernant les mesures compensatoires éventuelles, le titulaire aura également un rôle de conseil pour la maîtrise d'ouvrage vis-à-vis du mode de mise en œuvre des mesures compensatoires :

- Soit directement, le titulaire aura alors un rôle de conseil pour la MOA vis-à-vis de l'éventuelle maîtrise foncière de parcelles de compensation dans le respect de l'équivalence écologique ;
- Soit par la mise en place de contrat tel que l'obligation réelle environnementale (ORE) sur parcelles MINARM ou parcelles civiles par l'intermédiaire d'un opérateur de compensation ;
- Soit par l'acquisition d'unités de compensation dans le cadre d'un site naturel de compensation.

19.6.15. Autres prestations biodiversité – espaces naturels

Dans le domaine de la biodiversité et des espaces naturels, le prestataire pourra être amené à réaliser les prestations suivantes :

- Elaboration d'un suivi écologique des mesures d'évitement, réduction et compensation (ERC), ainsi qu'un bilan annuel de l'efficacité de ces mesures ;
- Elaboration d'un plan de gestion écologique ou pastoral avec des objectifs de gestion à long terme, ainsi que d'un plan d'action et des indicateurs de suivi ;
- Evaluation des impacts d'une opération de défrichement sur le milieu naturel : notamment les impacts sur le sol, les eaux superficielles et souterraines, la faune, la flore et les milieux naturels, le fonctionnement écologique local, la recolonisation par des EEE.

19.6.16. Dérogation pour la destruction d'espèces protégées (DEP)

Si le projet entraîne la « destruction, l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la mutilation, la cueillette ... » d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées, ou « la destruction, l'altération ou la dégradation du milieu particulier à ces espèces animales ou végétales », le titulaire devra réaliser un dossier de demande de dérogation pour la DEP. Le contenu du dossier sera conforme aux exigences de l'arrêté du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au paragraphe 4 de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées. Cette demande sera instruite par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région où se trouve le projet, avec saisine du conseil national de la protection de la nature (CNP) ou du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN). Le titulaire assistera le MOA jusqu'à obtention de l'arrêté d'autorisation ministériel et/ou préfectoral selon les espèces concernées.

Comme rappelé par la jurisprudence, la nécessité de déposer une DEP ne découle pas de la seule présence des espèces mais bien d'un risque caractérisé. Ainsi, le Conseil d'Etat a clarifié la position selon laquelle une dérogation n'est pas systématique malgré la présence d'espèces protégées dans la zone du projet. Pour déterminer si un risque d'atteinte aux espèces protégées est caractérisé, les mesures d'évitement et de réduction des atteintes portées aux espèces protégées proposées devront nécessairement être prises en compte.

19.6.17. Défrichement

La réglementation sur la protection des arbres est décrite dans plusieurs réglementation.

La première, inscrite dans le code forestier ne s'applique sur des terrains qui ne bénéficie pas de l'exemption décrit au paragraphe II de l'article L. 211-1 du code forestier. Pour les terrains ne bénéficiant

pas de cette exemption, le titulaire du marché assistera l'équipe projet de MOA pour élaborer la demande d'autorisation de défrichement. Cette demande devra être finalisée au moment de la recevabilité du DAE. La rémunération complète interviendra au moment de l'octroi de cette autorisation.

La seconde est issue de la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (loi 3DS). Elle visait à clarifier et renforcer le régime de protection des allées d'arbres et d'alignements d'arbres bordant les voies ouvertes à la circulation publique. Un décret d'application n° 2023-384 du 19 mai 2023 (article L. 350-3 du code de l'environnement), est venu préciser les modalités des procédures de déclaration et d'autorisation mises en place par la loi.

Dans ce cadre, le bureau d'étude s'appuiera sur le rapport d'étude d'avril 2024 n° NOVA : 23 et 0234 du CEREMA « allées et alignements d'arbres bordant une voie ouverte à la circulation publique – appui à l'instruction des dérogations au régime de protection » notamment pour :

- Caractériser l'alignement de plantations d'arbres (espacement, discontinuité, séquence visuelle homogène, perception tangible visuelle dans le paysage, expérience sensible ou expérience voyageur, valeur patrimoniale, aménités paysagères, formes paysagères des allées et des alignements, voies ouvertes à la circulation publique) ;
- Caractériser les travaux réalisés ou à venir qui pourraient porter atteinte à l'arbre (dégâts mécaniques des troncs et des branches, dégâts mécaniques des racines, transformation de la nature et du nivellement du sol à proximité des arbres) ;
- Caractériser l'état de santé des arbres (inventorier les causes possibles de dépérissement des arbres, en analysant les facteurs anthropiques, la présence de polluants, une mauvaise qualité des sols, des événements climatiques, des attaques de champignons, insectes..., des facteurs intrinsèques liés à la génétique, liés à l'âge ;
- Pour rédiger les dérogations à l'interdiction d'abattage ou d'atteinte qui pourraient être portée au MINARM à un ou plusieurs arbres d'une allée ou d'un alignement. Les déclarations ou la demande d'autorisation sera établie en 2 exemplaires et transmis par le demandeur ou pétitionnaire à la préfecture du département concerné.

Les 3 régimes dérogatoires sont :

- La déclaration préalable qui est un régime d'exception pour des opérations sur des arbres :
 - Lorsque l'état sanitaire ou mécanique de ces derniers présente un danger pour la sécurité des personnes ou des biens ;
 - En cas d'interventions dues à un risque sanitaire pour les autres arbres ;
 - Lorsque l'esthétique de la composition ne peut plus être assurée et que la préservation de la biodiversité peut être obtenue par d'autres mesures ;

Auparavant, dans ces cas, les atteintes aux arbres ne faisaient l'objet d'aucune formalité préalable. Cette procédure nouvelle permet donc de sécuriser le demandeur qui, sans opposition de la part du préfet, pourra engager les travaux envisagés de manière légale.

Dans certains cas, la déclaration préalable n'est pas requise.

Une déclaration préalable unique est requise dans le cadre d'un plan de gestion.

- La demande d'autorisation qui est un régime dérogatoire lorsque les opérations sont nécessaires aux besoins de projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements (dans le cadre de projets de mobilités actives, d'élargissement de voie, etc.).

Dans certaines situations, l'arbre ne constitue pas un obstacle mais se situe à proximité de travaux d'aménagement susceptibles de lui porter atteinte à moyen ou long terme (section du système racinaire ou élagage drastique par exemple), le bureau d'études devra se projeter et s'interroger sur le maintien de l'existant sans garantie de pérennité, ou le fait de prévoir dans les mesures de compensation, si besoin via des prescriptions du préfet, de nouvelles plantations dans les meilleures conditions de développement. Les mesures de précautions seront à privilégier et certaines techniques de chantier permettent d'éviter ces dommages.

Le titulaire bureau d'étude établira un plan de gestion.

Dans les cas où le projet est soumis au dispositif d'autorisation environnementale mentionnée à l'article L. 181-1 et suivants du code de l'environnement, la demande d'autorisation au titre de l'article L. 350-3 du code de l'environnement est embarquée par cette autorisation environnementale. Ainsi, les pièces nécessaires à la demande d'autorisation sont intégrées au dossier de demande d'autorisation environnement. L'autorisation environnementale est la seule procédure avec laquelle le législateur est venu articuler l'autorisation préalable « allées et alignements d'arbres » prévue par l'article L. 350-3 du code de l'environnement. Les autres procédures (autorisation de travaux en site classé, dérogation espèce protégée, permis de construire, etc.) sont soumises à des formalités différentes et indépendantes les unes des autres, en application du principe d'indépendance des législations.

- La procédure est assouplie en cas de danger imminent pour la sécurité des personnes, une régularisation après opération ou « information a posteriori » permet le traitement de situations d'urgence. C'est seulement dans cette situation exceptionnelle que la déclaration préalable n'est pas requise et que le préfet de département est informé sans délai, a posteriori, une fois les opérations réalisées, des motifs justifiant le danger imminent et les mesures de compensation lui sont soumises pour approbation. Il peut assortir son approbation de prescriptions dessinées à garantir l'effectivité des mesures de compensation.

Même si le décret ne mentionne pas la séquence ERC, l'article L. 350-3 du code de l'environnement dispose que la demande d'autorisation ou la déclaration doit comprendre l'exposé des mesures d'évitement envisagées et il fait état de l'obligation de compenser.

19.6.18. Etudes hydrogéologiques et hydrauliques

Ces études comprennent :

- L'identification et l'évaluation des bassins versants, comprenant l'identification des points de rejet, leur niveau de conformité vis-à-vis des exigences de mesure de débit et la réalisation de prélèvements pour analyse ;
- Le diagnostic technique du réseau d'adduction d'eau potable, état actuel et remise à niveau technique ;

- Le diagnostic technique du réseau incendie (moyens d’extinction + confinement des eaux résiduaires), état actuel et remise à niveau technique ;
- Le diagnostic technique du réseau eaux usées, état actuel, capacité d’évacuation et remise à niveau technique, cette étude comprend le dimensionnement des réseaux complémentaires à réaliser, des systèmes de traitement à mettre éventuellement en place ou la vérification de la capacité d’accueil du ou des systèmes de traitement existants par rapport à l’activité créée ;
- Le diagnostic technique du réseau d’eau pluviale, état actuel, capacité d’évacuation et remise à niveau technique ;
- L’étude complète sur la gestion des eaux pluviales (EP) à l’échelle du bassin versant intercepté par le projet (bilan de fonctionnement, dimensionnement des ouvrages de collecte, de rétention et de traitement) et le confinement des eaux résiduaires dont les eaux d’extinction incendie ;
- Une analyse technique et financière (comprenant un bilan coûts/avantages) des solutions techniques pour les ouvrages de gestion des eaux pluviales et/ou de rétention des eaux d’incendie sera proposée.

Le prestataire pourra être amené à mettre à jour les calculs et les évaluations au fur et à mesure de la maturité du projet, jusqu’à la fin de la phase de conception.

Les bassins versants et sous-bassins élémentaires seront caractérisés sur les aspects suivants :

- Les caractéristiques morphologiques nécessaires aux dimensionnements : surface, longueur hydraulique, la topographie, la nature des surfaces, le mode d’occupation du sol, le temps de concentration, le coefficient d’imperméabilisation et le coefficient de ruissellement ;
- Les débits maximums et débits spécifiques maximums ;
- La prise en compte des données de Météo pour le calcul des débits (études hydrologiques) ;
- Occupation du sol : surfaces de toitures, de voiries, de sols nus, coefficient d’imperméabilisation et de ruissellement, prise en compte éventuelle des zones de stockage naturelles (zones humides, cuvettes naturelles, fossés) ou d’éléments favorisant le ralentissement des écoulements (haies, bocage ...) ;
- La localisation et les caractéristiques des problèmes rencontrés (érosion, inondation ...) ;
- Le découpage et la caractérisation des bassins versants devront inclure les éventuelles arrivées d’eau de ruissellement de terrains privés limitrophes. Les études hydrologiques et hydrauliques devront également évaluer les impacts potentiels sur les parcelles en aval, y compris en dehors du camp.

Les bassins versants, les sous-bassins élémentaires, les cours d’eau et les zones humides devront impérativement figurer sur les cartographies remises par le titulaire du marché.

Les résultats des investigations et des calculs demandés ci-dessus seront intégrés au dossier d’autorisation environnementale.

19.6.19. Etudes hydrogéologiques

Les études hydrogéologiques comprennent :

- Les évaluations de la qualité de l’eau ;
- Les études relatives au choix des produits et procédés de traitements ;
- Les descriptions des installations de production et de distribution d’eau ;
- Les bilans coûts/avantages des différentes solutions techniques envisagées ;

- Les suivis de niveaux de nappes souterraines ;
- Les traçages hydrogéologiques des eaux souterraines et/ou superficielles ;
- La pose de piézomètres ;
- L'ensemble des études permettant de définir les niveaux des plus hautes eaux ;
- Les estimations des débits d'exhaure ;
- Les évaluations des risques de dégradation de la qualité de l'eau de la ressource utilisée.

Pour les projets situés dans un périmètre de protection d'un captage d'EDCH ou en cas de création d'un nouveau forage ou d'un changement notable dans ce dernier (augmentation du prélèvement de la ressource), la saisine d'un hydrogéologue agréé est obligatoire.

Le titulaire du marché préparera le courrier de demande de saisine d'un hydrogéologue agréé auprès de l'ARS ainsi que le dossier de présentation du projet en 3 exemplaires.

La demande sera adressée au nom et par le porteur du projet (pétitionnaire) au Préfet du département et à L'ARS territorialement compétente.

Le titulaire assurera une assistance au MOA jusqu'à l'obtention de l'avis de l'hydrogéologue mandaté par l'ARS. Il accompagnera notamment l'hydrogéologue lors de sa visite de site. Des éléments complémentaires pourront lui être demandés et seront à rendre dans les 15 jours au maximum à compter de la demande.

19.6.20. Dossier de demande d'autorisation santé publique d'une installation EDCH

En matière d'EDCH au MINARM, les textes applicables sont :

- Le code de la santé publique ;
- L'arrêté du 16 mars 2012 relatif à la sécurité sanitaire des EDCH sur les sites relevant du ministre de la défense ;
- L'instruction n°1294/DEF/SGA/DMPA/SDIE/ENV du 27 juillet 2012 relative à la sécurité sanitaire des EDCH sur les sites relevant du ministère de la défense et à la procédure d'autorisation de prélèvement et d'utilisation pour ses dispositions qui ne sont pas contraires à la réglementation.

19.6.20.1. Emprises relevant de l'autorité ou placés sous la tutelle du ministère des Armées et des Anciens Combattants disposant d'un captage d'EDCH

19.6.20.1.1. Autorités compétentes

La DTIE exerce les pouvoirs et attributions dévolus au préfet par le code de la santé publique. Le directeur de la médecine des forces exerce les pouvoirs et attributions dévolus au directeur général de l'ARS.

Lorsque tout ou partie des EDCH sont destinées à l'extérieur de l'emprise relevant du MINARM, le préfet de département demeure, pour celles-ci, compétent pour la procédure d'autorisation. Un arrêté préfectoral doit donc venir doubler l'arrêté d'autorisation du MINARM si le captage d'eau alimente également de la population civile.

19.6.20.1.2. Détermination de la personne responsable de la production et de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine (PRPDE)

L'arrêté du 5 août 2024 fixant les modalités spécifiques d'application des dispositions relatives aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles, pour les installations, services et organismes relevant de l'autorité ou placés sous la tutelle du MINARM doit être appliqué. Le

bureau d'étude sera mandaté par le SID, après expression de besoin par une fiche d'expression de besoins (FEB) du pétitionnaire.

Le pétitionnaire devient, dès la signature de l'arrêté d'autorisation de prélèvement et d'utilisation d'EDCH, la personne responsable de la protection et de la distribution de l'eau (PRPDE).

19.6.20.1.3. Dossier de demande d'autorisation de prélèvement et d'utilisation d'EDCH

Le contenu du dossier de demande d'autorisation de prélèvement d'EDCH est défini à l'article R. 1321-6 du code de la santé publique, complété par l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'EDCH mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique.

Le titulaire devra établir un dossier unique comprenant au minimum les pièces ci-après :

- La désignation des personnes responsables de la production ou de la distribution d'EDCH (PRPDE) et lorsque les installations de production et de distribution d'eau ne sont pas gérées par la même entité, les pièces prouvant l'existence de relations contractuelles entre les structures gérant les différentes installations ;
- L'information relative à la qualité de l'eau de la ressource utilisée ;
- Une évaluation des risques de dégradation de la qualité de l'eau de la ressource utilisée ;
- Une étude suivant le volume maximal de prélèvement ;
 - o L'avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique ;
 - o La justification des traitements mis en œuvre et l'indication des mesures prévues pour maîtriser les dangers identifiés et s'assurer du respect des dispositions mises en place ;
 - o La description des installations de production et de distribution d'eau ;
 - o La description de la surveillance de la qualité de l'eau à mettre en œuvre.

Le titulaire devra aussi collecter, le cas échéant, les pièces pour la constitution du dossier environnemental IOTA.

Le dossier sera conforme à la réglementation en vigueur et suivra les recommandations des chargés d'environnement du MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS. La partie environnementale est soumise au CGA/IS/IIC par nemo par l'exploitant ministériel afin d'obtenir le récépissé de déclaration de la DTIE ou l'arrêté d'autorisation. Le dossier santé publique est soumis par nemo pour instruction à l'inspecteur vétérinaire territorialement compétent du SSA afin de vérifier la régularité et la conformité du dossier avant de le transmettre à la DCSSA pour obtention de l'arrêté d'autorisation santé publique EDCH. Lors de la transmission finale à la DCSSA, le dossier devra comporter :

- Le récépissé de déclaration ou l'arrêté d'autorisation environnementale du captage ;
- Le dossier de déclaration ou d'autorisation environnementale du captage ;
- Le récépissé de la déclaration DUPLOS au titre du code minier, si le forage est d'une profondeur supérieure à 10 mètres ;
- Le dossier d'autorisation santé publique tel que répondant aux prescriptions de l'arrêté du 20 juin 2007.

La prestation du titulaire comporte une assistance pendant la période d'instruction du dossier et sera réputée réalisée à l'obtention des récépissés et arrêtés d'autorisation environnementaux et santé publique.

19.6.20.1.4. Instruction du dossier de demande d'autorisation de prélèvement et d'utilisation d'EDCH

L'instruction des demandes d'autorisation de prélèvement et d'utilisation d'EDCH est effectuée, sous l'autorité du directeur de la médecine des forces, par le bureau vétérinaire territorialement compétent. Le bureau vétérinaire, après avoir recueilli l'avis du CoDERST, transmet le dossier au directeur de la médecine des forces qui l'adresse à la DTIE accompagné de son avis.

Des périmètres de protection du captage EDCH sont établis, inscrits dans les plans du SID, matérialisés au sol ou avec des pancartes dans l'emprise militaire, des prescriptions et restrictions d'usage sont rédigées dans l'arrêté d'autorisation santé publique et les procédures internes militaires d'usages et de pratiques dans ces périmètres de protection sont modifiées en conséquence.

En cas de dépassement des périmètres de protection de la clôture de l'emprise militaire, une demande d'utilité publique sera nécessaire, le bureau d'étude accompagnement le PRPDE dans cette démarche.

La DTIE signe l'arrêté d'autorisation de prélèvement et d'utilisation des EDCH au vu de l'avis du directeur de la médecine des forces. En parallèle, la DTIE signe le récépissé de déclaration ou l'arrêté d'autorisation du IOTA si celui-ci s'avère nécessaire.

19.6.20.2. Emprises relevant de l'autorité ou placé sous la tutelle du MINARM reliées au réseau public d'adduction d'eau potable

Le bureau d'étude n'est pas amené à travailler sur des dossiers dans ce cas.

19.6.21. Etudes hydrauliques : Gestion des eaux pluviales

Cette mission comprend l'ensemble des investigations et des calculs nécessaires à la caractérisation de la qualité et de la quantité des eaux pluviales collectées et au dimensionnement des ouvrages (mécanique, hydraulique, pollution) permettant la gestion des eaux pluviales entre les collecteurs en pied de bâtiments, les infrastructures et le milieu de rejet (canalisations, fossés, noues, bassins de rétention et/ou d'infiltration, ouvrages de traitement de la pollution, milieu récepteur, eaux superficielles ...).

Sur la base des reconnaissances de terrain, des observations et des données collectées sur plans ou dans les archives, le titulaire répertoriera les points de rejet dans le milieu naturel. Suivant les propositions formulées par le prestataire, le MOA fixera les points qui feront l'objet d'une analyse et d'une quantification par temps de pluie (Qx) et par temps sec.

Le titulaire prendre à sa charge le prélèvement et les analyses d'eau sur les différents exutoires et rejets dans le milieu naturel. Il établira la sensibilité de chaque milieu récepteur présent sur le site. La sensibilité d'un cours d'eau sera déterminée par ses caractéristiques quantitatives (fluctuations, débit d'étiage de référence), ses objectifs de qualité (SDAGE, ...), ses usages (AEP, pisciculture, ...) ainsi que son état physique, chimique et écologique.

Une corrélation sera établie par le titulaire afin de définir si la quantité et la qualité des rejets est susceptible d'impacter négativement le milieu récepteur et comment y remédier.

Dans le cas où l'état initial le permet et que la solution proposée par le titulaire est l'infiltration, une étude permettant d'évaluer la capacité d'infiltration du sol devra être menée. Ces essais seront réalisés au plus tôt dans la mesure où les résultats sont déterminants pour la validation des solutions techniques proposées.

Toutes les contraintes techniques et administratives seront définies et prises en compte par le titulaire (notamment celles liées à l'utilisation de puits d'infiltration).

Cette mission a pour objectif d'apporter une assistance à l'équipe de conception de MOE pour l'optimisation environnementale du projet, notamment pour les aménagements, l'implantation des bâtiments et la gestion des eaux pluviales.

Dans le cas où plusieurs scénarios d'assainissement pluvial sont possibles, le prestataire fournira une description de chacun d'eux, accompagnée d'un tableau de synthèse comprenant au moins les informations suivantes :

- Données graphiques ;
- Solutions techniques dont dimensionnement ;
- Avantages et inconvénients ;
- Difficultés techniques ou administratives ;
- Coûts d'investissements ;
- Modalités et coûts d'entretien sur 10 ans et 20 ans ;
- Bilan coûts/avantages ;
- Impact sur les autres enjeux environnementaux (notamment faune flore).

Les possibilités de réduire les volumes d'eaux pluviales à stocker seront étudiées et proposées au MOA comme par exemple la mutualisation du stockage des eaux d'extinction d'incendie polluées et des eaux pluviales.

Les hypothèses et méthodes de dimensionnement des ouvrages seront justifiées et soumises à validation de l'équipe projet de MOA.

Les solutions proposées permettront une exploitation et une maintenance simple en cohérence avec les moyens du pétitionnaire/MOA. Les solutions alternatives (aux canalisations) favoriseront l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle si cela est possible par rapport à la qualité de l'eau pluviale (pollutions) par l'utilisation de noues enherbées, revêtements de surface poreux, etc.). Les solutions privilégiées seront celles qui permettent une infiltration au plus près des lieux de collecte.

19.6.22. Eaux d'extinction incendie

Le volume des eaux d'incendie à confiner, notamment pour les ICPE soumises à cette obligation, est à dimensionner à partir du besoin en extinction défini dans l'étude de dangers (EDD) ou l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) de la nomenclature de l'ICPE. La conception des bâtiments, des ICPE et leur mode d'exploitation devront prendre en compte ce point afin d'ajuster au mieux ces besoins avec les moyens du site (compartimentage, distance entre les bâtiments, etc.).

La quantité des eaux incendie à confiner est calculée selon la réglementation en vigueur (à préciser par le prestataire) et les référentiels en vigueur (D9/D9A ou équivalent). L'avis du service incendie de l'emprise et du SDIS seront obligatoirement recherché par le prestataire.

19.6.23. Protection contre la foudre

Pour les installations soumises à l'application de l'arrêté du 4 octobre 2010, une analyse du risque foudre, une étude technique, la définition des systèmes de protection et/ou de prévention à mettre en œuvre seront commandées par le SID. Le rapport sera transmis au titulaire de ce marché pour étude et intégration dans le dossier environnemental.

19.6.24. Etude de risque sismique

Les études du risque sismique seront réalisées au titre du présent marché afin d'évaluer le risque sismique et les moyens techniques nécessaires à la protection parasismique des installations projetées, les effets sur l'environnement en cas d'évènement sismique. Par ailleurs, ce travail d'études devra faire l'objet d'une collaboration entre le prestataire et l'équipe de conception du MOE.

19.6.25. Etude et zonage ATEX

Le prestataire doit accompagner le MOA dans la démarche d'évaluation des risques ATEX et la définition des mesures à prendre. L'étude est commandée par le SID via un autre marché public. L'étude est transmise au prestataire du présent marché pour étude et intégration dans le dossier environnemental. Cette étude ATEX détaille les préconisations ATEX, par bâtiment, dans le cadre de la présence dans certaines zones de gaz ou liquides pouvant former des matières inflammables.

19.6.26. Etude de danger

Une étude de danger liée aux risques spécifiques des installations concernées par chaque bon de commande sera réalisée.

Le titulaire devra le calcul contradictoire de toutes les données qui pourraient lui être remises sans pouvoir faire prévaloir qu'elles lui ont été fournies par la MOA et intégrées en l'état comme faisant foi.

Elle comprendra notamment :

- L'ensemble des calculs de l'étude de danger : le calcul des flux thermiques, des surpressions, des émanations de produits toxiques ou chimiques ...
- La matérialisation sur plan des zones de dangers y compris les interférences avec d'autres zones de dangers extérieures aux installations.

L'étude de danger est obligatoire dans un DAE d'une ICPE. Elle peut être nécessaire pour un DAE de IOTA. L'étude de danger précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse des risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. L'étude de danger justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances, des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.

Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. Le contenu de l'étude de danger doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts.

Cette étude précise, notamment, la nature et l'organisation des moyens de secours dont l'exploitant dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre. Pour les installations pouvant donner lieu à l'institution de servitudes, le titulaire doit fournir à l'exploitant les éléments indispensables pour l'élaboration par les autorités publiques d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI), la mise à jour du Plan d'Opération Interne (POI) et du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

L'étude comporte, notamment, un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs. L'étude de dangers porte sur l'ensemble des installations et équipements exploités ou projetés par le demandeur qui, par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation, sont de nature à en modifier les dangers ou inconvénients.

Le titulaire pourra s'appuyer sur le plan proposé dans le rapport sur les EDD des ICPE de l'INERIS. L'arrêté du 29 septembre 2005 précise les critères techniques et méthodologiques relatifs à l'évaluation de la probabilité, de la cinétique, de l'intensité et de la gravité des accidents potentiels dans les EDD.

L'arrêté détermine les règles minimales relatives à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets des phénomènes dangereux et de la gravité potentielle des accidents susceptibles de découler de leur exploitation et d'affecter les intérêts.

Il est complété par la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux EDD, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux PPRT dans les ICPE en application de la loi du 30 juillet 2003. Cette circulaire a vocation à traiter principalement des établissements relevant du régime de l'autorisation avec servitudes mais les principales règles méthodologiques peuvent être appliquées, avec la proportionnalité à laquelle la réglementation incite, pour l'ensemble des ICPE.

L'EDD est réalisée dans un document unique à l'établissement, éventuellement complété par des documents se rapportant aux différentes installations concernées. Sont mentionnés les noms des rédacteurs et/ou des organismes compétents ayant participé à son élaboration. L'EDD doit justifier que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise des risques internes à l'établissement. Ces mesures sont celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit pour la sécurité globale de l'installation, soit pour la protection des intérêts. L'EDD démontre par ailleurs qu'une politique de prévention des accidents majeurs est mise en œuvre de façon appropriée.

Dans les établissements SEVESO SEUIL HAUT, l'étude démontre également qu'a été établi un POI et un système de gestion de la sécurité (SGS). Le résumé non-technique doit comprendre au moins des informations générales sur les risques liés aux accidents majeurs et sur les effets potentiels sur la santé publique et l'environnement en cas d'accident majeur.

L'EDD est réexaminée périodiquement et mise à jour si nécessaire.

Pour les établissements SEVESO SEUIL HAUT comme SEUIL BAS, l'arrêté du 26 mai 2014 précise le contenu de l'EDD. Il est complété par la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux EDD, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux PPRT dans les ICPE en application de la loi du 30 juillet 2003.

Dans un premier temps, le bureau d'étude réalise l'analyse des risques, qui est une démarche d'identification et de maîtrise des risques. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humaines ou organisationnels qui concourent à cette maîtrise.

Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les dégradations prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.

L'EDD contient les principaux éléments de l'analyse des risques, sans la reproduire. L'EDD décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion propres à réduire la probabilité et/ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. Elle justifie (à partir d'éléments techniques ou par démonstration d'un coût disproportionné par rapport aux bénéfices attendus) les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces derniers existent ou, à défaut, par rapport aux informations disponibles sur les meilleures pratiques. Elle contient par ailleurs *a minima* dans un paragraphe spécifique, le positionnement des accidents potentiels susceptibles d'affecter les personnes à l'extérieur de l'établissement. Si l'exploitant utilise une ou des grilles différentes de celle définie par l'arrêté, il doit expliciter dans l'étude la relation entre la grille de l'arrêté et celle(s) utilisée(s) dans son analyse des risques. Des études de flux thermiques par bâtiment peuvent être commandées en dehors de la

réalisation d'une EDD, notamment pour la rédaction d'un dossier de demande de dérogation sur l'application des dispositions constructives de protection contre l'incendie.

19.7. Déclaration

19.7.1. Dossier administratif de déclaration d'une installation

Le titulaire devra la rédaction du dossier administratif d'une installation soumise à déclaration au titre de la réglementation environnementale. Le dossier sera conforme à la réglementation en vigueur et suivra les recommandations des chargés d'environnement du MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS Selon l'article L. 512-8 du code de l'environnement, le dossier de déclaration inclut également les équipements ne relevant pas de la nomenclature ICPE mais qui sont proches ou connexes à l'installation soumise à déclaration, y compris les IOTA relevant du régime de la déclaration. Selon l'article R. 512-47 et suivants, le défaut de déclaration d'une installation avant son exploitation peut entraîner des sanctions administratives et pénales.

Toute installation relevant de la nomenclature des IOTA soumis à déclaration, peu importe la date de sa mise en service, doit respecter les règles du régime de la déclaration et notamment les procédures et les arrêtés de prescriptions générales. Le bénéfice des droits acquis (ou antériorité) dispense uniquement de procéder à une déclaration initiale.

Attention : Certains IOTA soumis à déclaration sont visés par la nomenclature de l'évaluation environnementale. Ainsi, si une évaluation environnement est requise, la procédure de l'autorisation supplétive est alors mise en œuvre, bien que la IOTA relève du régime de la déclaration.

Selon l'article R. 214-32 et suivants du code de l'environnement, un seul dossier peut être présenté pour plusieurs installations relevant du régime de la déclaration, ayant le même exploitant et situées sur un même site. Un dossier unique est obligatoire lorsque les IOTA d'un même exploitant concernent le même milieu aquatique et que leur ensemble dépasse le seuil fixé par la nomenclature, que leur réalisation soit simultanée ou successive.

Selon l'article R. 512-50 du code de l'environnement, la transmission du dossier de déclaration par l'exploitant implique que celui-ci est en mesure :

- D'exploiter son installation conformément aux spécifications techniques réglementaires (respect des prescriptions générales définies par arrêtés ministériels ou préfectoraux applicables à l'installation) ;
- D'exploiter son installation conformément à ce qui est exposé dans le dossier ;
- D'exploiter son installation sans que cette dernière soit incompatible avec les autres législations opposables (code de l'urbanisme et les règles d'urbanisme spécifiques qui s'appliquent sur la zone concernée).

Procédure à suivre par démarche simplifiée sur intradef :

1. Constitution du dossier par l'exploitant avec le cas échéant l'aide du bureau d'étude, titulaire du marché ;
2. Avis du responsable de site et de l'autorité délégataire, le cas échéant ;
3. Envoi du dossier au CGA/IS/IIC par l'exploitant (démarche simplifiée) ;
4. Vérification du dossier par le CGA/IS/IIC ;
5. Délivrance et publicité du récépissé de déclaration par la DTIE.

19.7.2. Contenu du dossier de déclaration IOTA :

Identité de l'exploitant	Nom, adresse et SIRET de l'exploitant
Emplacement	Sur lequel l'installation doit être réalisée, en précisant les numéros d'immeuble, G2D, installation, bâtiment, en plus de l'adresse
Activités exercées	Leurs natures, consistances, volumes, objets et rubriques de la nomenclature correspondante Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension.
Un document d'incidences et compatibilité (si l'étude d'impact est exigée, la procédure de l'autorisation supplétive s'applique)	<p>Incidences du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, compte tenu des variations saisonnières et climatiques.</p> <p>L'évaluation des incidences Natura 2000 : analyse des incidences ou absence d'incidences sur des sites Natura 2000.</p> <p>Justifier la compatibilité du projet avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le schéma directeur d'aménagement et gestion des eaux (SDAGE) ; - Le plan de gestion des risques d'inondation. <p>Justifier de la contribution du projet à la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau (article L. 211-1 du code de l'environnement) ainsi qu'aux objectifs de qualité des eaux posés à l'article D. 211-10 du code de l'environnement.</p> <p>Préciser les mesures correctives ou compensatoires.</p> <p>Expliquer les raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives.</p> <p>Fournir un résumé non-technique qui doit être compréhensible par les non-initiés (éviter les termes techniques et les définir clairement, de même pour les abréviations). Ce résumé doit être autoporteur, c'est-à-dire ne pas faire de report vers le contenu du dossier.</p> <p>Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension.</p>
Les modes de surveillance	Indiquer les moyens de surveillance ou d'évaluation des prélèvements et déversements prévus.
PJ 1 : Avis du responsable de site	Examen des conditions d'intégration d'une nouvelle installation au site et élaboration des éventuelles prescriptions techniques applicables à l'ensemble des installations du site nécessaires à l'intégration
PJ 2 : Avis de l'autorité délégataire	En fonction de l'organisation de la chaîne hiérarchique de l'exploitant.

19.7.3. Contenu complémentaire pour les dispositifs d'assainissement

Description du système de collecte des eaux usées	<p>Pour les systèmes d'assainissement des eaux usées, la cartographie de l'agglomération d'assainissement concernées, faisant apparaître le nom des communes qui la constituent et la délimitation de son périmètre à l'échelle 1/25 000.</p> <p>Description de la zone desservie par le système de collecte, y compris les extensions de réseau prévues, ainsi que les raccordements d'eaux usées non domestiques existants.</p> <p>Le plan du système de collecte permettant de localiser les différents ouvrages et points de rejet au milieu récepteur, ainsi que leurs caractéristiques et leurs modalités de surveillance.</p>
Descriptions des modalités de traitement des eaux collectées	<p>Le diagnostic de fonctionnement du système de collecte, les solutions mises en œuvre pour limiter la variation des charges et les apports d'eaux pluviales entrant dans le système d'assainissement non collectif, éviter tout rejet direct d'eaux usées non traitées dans le milieu récepteur et réduire leur impact en situation inhabituelle.</p> <p>Evaluation des volumes et flux de pollution, actuels et prévisibles, à collecter et traiter, leurs variations (saisonniers et celles dues à des fortes pluies), décomposés selon leur origine, domestique, non domestiques ou liée aux eaux pluviales.</p> <p>Les zonages prévus à l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, le calendrier de mise en œuvre ou d'évolution du système de collecte.</p> <p>Evaluation des volumes et des flux de pollution des apports extérieurs amenés à la station de traitement autrement que par le réseau.</p>

19.7.4. Contenu complémentaire pour les déversoirs d'orage ou autres ouvrages de rejet au milieu

Description du système de collecte	<p>Evaluation des volumes et flux de pollution, actuels et prévisibles, parvenant au déversoir, composés selon leur origine, domestiques, non domestiques ou liées aux eaux pluviales.</p> <p>Détermination des conditions climatiques, notamment du niveau d'intensité pluviométrique, déclenchant un rejet dans l'environnement ainsi qu'une estimation de la fréquence des événements pluviométriques d'intensité supérieure ou égale à ce niveau.</p> <p>Estimation des flux de pollution déversés dans le milieu récepteur en fonction des événements pluviométriques retenus et l'étude de leur impact.</p>
Description des modalités de traitement des eaux collectées	<p>Description des modalités de traitement des eaux collectées et des boues produites indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les objectifs de traitement proposés compte tenu des obligations réglementaires et des objectifs de qualité des eaux réceptrices ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Les conditions pluviométriques dans lesquelles ces objectifs peuvent être garantis à tout moment ; - Les modalités de calcul du débit de référence et la capacité maximale journalière de traitement de la station de traitement de eaux pour laquelle les performances peuvent être garanties hors périodes inhabituelles, pour les différentes formes de pollutions traitées ; - La localisation de la station de traitement des eaux ou de ou des installations d'assainissement non collectifs, la justification de l'emplacement retenu au regard des zones à usages sensibles et de la préservation des nuisances de voisinages et des risques sanitaires ; - Les points de rejet, les caractéristiques des milieux récepteurs et l'impact de ces rejets sur leur qualité ; - Le descriptif des filières de traitement et des boues issues de ce traitement ; - Le calendrier de mis en œuvre des ouvrages de traitement ou de réhabilitation des ouvrages existants ; - Les modalités prévues d'élimination des sous-produits issus de l'entretien du système de collecte des eaux et du fonctionnement du système d'assainissement ou de l'installation d'assainissement non collectif. <p>Si les eaux usées traitées font l'objet d'une réutilisation aux fins prévues à l'article R. 211-3 du code de l'environnement, la description du projet de réutilisation des eaux usées traitées envisagé comprenant l'usage et le niveau de qualité des eaux visés, les volumes destinés à cet usage et la période durant laquelle aurait lieu cette réutilisation.</p> <p>Estimation du coût global de la mise en œuvre du projet d'assainissement, son impact sur le prix de l'eau, le plan de financement prévisionnel, les modalités d'amortissement des ouvrages d'assainissement.</p>
--	--

19.7.5. Contenu complémentaire pour opération d'entretien cours d'eau, canal ou plan d'eau

Cohérence hydrographique	Démonstration de la cohérence hydrographique de l'unité d'intervention
Détermination des obstacles	Liste des obstacles naturels ou artificiels, hors ouvrages permanents, préjudiciables à la sécurité des sports nautiques non motorisés
Interventions	Programme pluriannuel d'interventions
Traitement des sédiments	Modalités de traitement des sédiments déplacés, retirés ou remis en suspension dans le cours d'eau.

19.7.6. Contenu complémentaire pour les installations utilisant l'énergie hydraulique

Compléments d'information sur l'activité exercée	<p>Justifications techniques nécessaires</p> <p>Débit maximal dérivé, hauteur de chute brute maximale, puissance maximale brute calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute maximale, volume stockable.</p>
--	---

Capacités techniques et financières	Note justifiant les capacités techniques et financières de l'exploitant
Preuve de la libre disposition des terrains	Sauf lorsque la déclaration d'utilité publique est requise, tout document permettant à l'exploitant de justifier qu'il aura avant la construction la libre disposition des terrains ne dépendant pas du domaine public sur lesquels les travaux nécessaires à l'aménagement de la force hydraulique doivent être exécutés.
Proposition de répartition de la valeur locative	Pour les usines d'une puissance supérieure à 500 kW, les propositions de répartition entre les communes intéressées de la valeur locative de la force motrice de la chute et de ses aménagements.
Compléments aux éléments graphiques	Indiquer : <ul style="list-style-type: none"> - Les ouvrages immédiatement à l'aval et à l'amont et ayant une influence hydraulique ; - Le profil en long de la section de cours d'eau ainsi que, s'il y a lieu, de la dérivation ; - Un plan des terrains submergés à la cote de retenue normale ; - Un plan des ouvrages et installations en rivière détaillés au niveau d'un avant-projet sommaire, comprenant, dès lors que nécessaire, les dispositifs assurant la circulation des poissons.

19.7.7. Contenu complémentaire pour un projet relatif à l'épandage de boues issues du traitement des eaux usées :

Le projet relève de la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature IOTA annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement. Le dossier de demande est complété par une étude préalable dont le contenu est précisé à l'article R. 211-33 du code de l'environnement, par un programme prévisionnel d'épandage dans les conditions fixées par l'article R. 211-39 du code de l'environnement et par les éléments mentionnés à l'article R. 211-46 du code de l'environnement.

19.7.8. Modification des conditions d'exploitation de l'installation

Si, après dépôt du dossier de déclaration, une modification des conditions d'exploitation est nécessaire, l'exploitant doit en informer le CGA/IS/IIC et la DTIE par un porter à connaissance qui peut être rédigé par le bureau d'étude titulaire du marché. La DTIE décide si une nouvelle déclaration est nécessaire (en cas de modification substantielle)

En cas de modification de l'installation, selon l'article R. 512-54 du code de l'environnement, s'il s'agit d'un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, l'exploitant doit en informer le CGA/IS/IIC (DTIE en copie) en amont dès que la décision est prise et que le projet est suffisamment défini. Pour cela, l'exploitant peut faire appel au bureau d'étude pour rédaction du porter à connaissance. Suite à cela, la DTIE détermine la procédure à suivre par l'exploitant avant la mise en œuvre de la modification, selon si la modification est substantielle ou non (la DTIE requiert l'avis du CGA/IS/IIC sur ce point).

Si la modification n'est pas substantielle, la DTIE délivre une preuve de dépôt de la déclaration de modification ou fixe si nécessaire des prescriptions complémentaires.

Si la modification est substantielle, la DTIE invite l'exploitant à suivre la procédure initiale de la déclaration, qui porte alors sur l'ensemble du projet modifié.

L'exploitant peut faire appel au bureau d'étude pour l'aider dans la procédure.

La modification de l'activité peut intervenir dans deux (2) cas de figure.

Premièrement, dans le cas d'une augmentation de l'activité conduisant ainsi l'installation à relever du régime de l'enregistrement ou de l'autorisation. L'exploitant met directement en œuvre la procédure de

création d'installation du régime en question, en expliquant dans sa demande d'enregistrement ou d'autorisation qu'il s'agit de la modification d'une installation préexistante.

En outre, cette modification peut également intervenir dans les cas où l'installation concernée opère une baisse d'activité. Cette situation est parfois appelé « cessation partielle ». Cette baisse doit être pérenne, liée à la suppression ou à la modification d'un équipement ou à une volonté délibérée de réduction de l'activité.

19.7.9. Définition des prescriptions applicables

Attention, selon l'article L. 512-10 et suivants et l'article R. 512-52 du code de l'environnement, le ministre chargé des IC peut fixer par arrêté les prescriptions générales applicables à certaines catégories d'installations soumises à déclarations. Ces arrêtés s'imposent de plein droit aux installations nouvelles (depuis la loi ASAP et son décret d'application, une installation en cours d'instruction est considérée comme une installation existante).

Sauf motif tiré de la sécurité, de la santé ou de la salubrité publique ou du respect des engagements internationaux de la France, les prescriptions relatives aux dispositions constructives concernant le gros œuvre ne peuvent faire l'objet d'une application aux installations existantes.

L'exploitant peut demander, dans sa déclaration, une dérogation aux prescriptions générales. La demande doit être argumentée et comporter tous les éléments nécessaires à l'appréciation. Si cette demande est acceptée, la DTIE prend un arrêté portant prescriptions spéciales. L'exploitant est consulté sur le projet d'arrêté et pourra demander assistance au bureau d'étude titulaire de ce présent marché pour l'avis à donner.

Ces arrêtés précisent également les conditions dans lesquelles les prescriptions peuvent être adaptées par arrêté préfectoral aux circonstances locales. Cette demande de prescriptions particulières peut être à l'initiative de l'exploitant ou bien du préfet, sur rapport des service d'inspection et après avis de la commission départementale consultative compétente, soit le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST). Si le déclarant souhaite obtenir la modification de certaines des prescriptions applicables à l'installation en vertu de l'article L. 512-9 du code de l'environnement, il doit adresser sa demande à la DTIE.

L'exploitant joint au formulaire une demande argumentée d'aménagement des prescriptions générales, avec tous les éléments nécessaires à l'appréciation. Le dossier est alors envoyé directement à la DTIE qui l'instruit et rédige un projet d'arrêté soumis à l'avis de l'exploitant puis éventuellement à l'avis du CoDERST. Si le CoDERST est saisi, l'exploitant en est informé et peut être entendu par le conseil. Le bureau d'étude pourra aider l'exploitant dans ce cadre. La DTIE refuse cette demande si l'arrêté ministériel de prescriptions générales n'ouvre pas la possibilité d'adapter les prescriptions générales pour lesquelles l'exploitant demande un aménagement ou si les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ne sont pas suffisamment protégés. L'arrêté fiat l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R. 512-49 du code de l'environnement.

19.7.10. Délivrance preuve de dépôt

Après avoir vérifié que le dossier est complet et régulier, la DTIE délivre une preuve de dépôt. Cette preuve est délivrée automatiquement par le système informatique de la démarche simplifiée sur intradef sauf pour les demandes d'aménagement de prescriptions. A réception du récépissé, l'installation peut commencer à être exploitée, à condition d'être en règle vis-à-vis des autres réglementations éventuellement applicables.

La DTIE peut s'opposer au projet dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception du dossier de déclaration complet, auquel cas elle notifie l'opposition à l'exploitant.

19.7.11. Caducité de la déclaration environnementale d'une installation

Selon l'article R. 512-74 du code de l'environnement, la déclaration cesse de produire ses effets lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans les trois (3) ans suivant sa délivrance sauf :

- Cas de force majeure ;
- Demande justifiée et acceptée de prorogation de délai auprès de la DTIE.

A la fin du délai de trois (3) ans, le récépissé est caduc. La caducité empêche l'exploitation de l'IC, il est donc nécessaire de recommencer la procédure de déclaration.

19.7.12. Prescriptions spéciales

Selon les articles R. 512-53 et L. 512-12 du code de l'environnement, la DTIE peut imposer des prescriptions spéciales à l'exploitant via des arrêtés ministériels. Lors de la délivrance de la preuve de dépôts de déclaration ou à tout moment, si la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement n'est pas garantie par l'exécution des prescriptions générales, la DTIE (ou éventuellement à la demande des tiers intéressés) peut imposer par arrêté toutes prescriptions spéciales nécessaires. Si la déclaration inclut des IOTA, les prescriptions spéciales fixent les règles nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement (article L. 512-12 al 2 du code de l'environnement).

Depuis le 31 décembre 2023, un plan de défense incendie est rendu obligatoire pour les installations soumises à déclaration exploitant un entrepôt de plus de 5 000 m³ et/ou de stockage de liquides inflammables. Ce plan peut être inclus dans le plan d'opération interne (POI) s'il existe. Ce dernier peut être rendu obligatoire après consultation des services d'incendie et de secours. Ce plan devra inclure le fonctionnement spécifique du site en question, tout particulièrement les relations entre les différents acteurs (responsable de site, exploitants, PRPDE, COMBdD, PPE, chargés d'environnement, coordonnateur prévention/environnement du COMBdD). L'exploitant peut faire réaliser ce plan par le bureau d'étude.

Selon l'article R. 512-53 du code de l'environnement, ces arrêtés de prescriptions spéciales sont pris sur rapport du CGA/IS/IIC. La saisine du CoDERST n'est plus obligatoire, mais peut tout de même avoir lieu. Dans le cas d'une saisine, l'exploitant peut se faire entendre du conseil, lui-même ou par mandataire. Au moins huit (8) jours à l'avance, il est informé de la date et du lieu de la réunion du conseil et reçoit un exemplaire des propositions du CGA/IS/IIC.

Ensuite, le CGA/IS/IIC porte le projet d'arrêté à la connaissance du déclarant, qui dispose de quinze (15) jours pour lui présenter ses éventuelles observations par écrit (directement ou par mandataire). L'exploitant peut solliciter l'avis technique du bureau d'étude.

Si l'exploitant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spéciales, il adresse sa demande à la DTIE. L'instruction est conduite selon le paragraphe précédent. L'exploitant peut demander l'assistance du bureau d'étude pour rédiger la demande de modifications des prescriptions spéciales.

19.7.13. Déplacement de l'installation

En cas de déplacement de l'installation, selon l'article R. 512-54 du code de l'environnement, le transfert géographique ou déplacement sur un autre emplacement d'une installation correspond à la mise à l'arrêt définitif de l'installation initiale et à la mise en service d'une nouvelle installation sur le nouvel emplacement. Ainsi, avant transfert, il est nécessaire d'obtenir une preuve de dépôt de déclaration pour le nouvel emplacement. La procédure de déclaration initiale s'applique donc. De plus, la procédure de mise à l'arrêt définitif s'applique à l'installation sur l'ancien emplacement.

L'exploitant peut faire appel au bureau d'étude pour assistance.

19.7.14. Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant est soumis à déclaration selon l'article R. 512-68 du code de l'environnement sauf pour les ICPE listées à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, pour lesquelles le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale / DTIE.

Avant tout changement d'exploitant, il est recommandé de réaliser un état des lieux contradictoire entre l'ancien et le nouvel exploitant. Le nouvel exploitant, si besoin, peut faire appel au bureau d'étude pour assistance.

Dans un document est mentionné les pollutions et les événements ayant des incidences sur l'environnement imputables à l'ancien exploitant. Il peut prendre la forme d'un diagnostic de pollution. Ce diagnostic devra être contractualisé avec l'accord cadre « sites et sols pollués » de l'ESID de Rennes. Ce bilan de l'état de l'environnement permet de prévenir les éventuels litiges ultérieurs. En cas de désaccord, le constat est établi en présence de représentants des autorités délégataires concernées ou à défaut les états-majors, directions et services (EMDS).

Si le changement d'exploitant s'accompagne d'une demande d'aménagement des prescriptions, le formulaire de changement d'exploitant est transmis au CGA/IS/IIC.

Le récépissé de déclaration de changement d'exploitant est délivrée par la DTIE.

Pour le changement d'exploitant des ICPE listées par l'article R. 516-1 du code de l'environnement, si elles ne sont pas subordonnées à l'existence de garanties financières lorsque l'exploitant relève du ministère des Armées et des Anciens Combattants, il n'en reste pas moins que la demande d'autorisation de changement d'exploitant doit contenir les documents permettant d'établir les capacités techniques et financières du nouvel exploitant.

19.7.15. Cession d'un site et d'une installation à un exploitant qui n'appartient pas au ministère des Armées et des Anciens Combattants

En cas de cession d'un site (terrain) et d'une installation à un exploitant qui n'appartient pas au ministère des Armées et des Anciens Combattants, le SID (ou l'autorité ayant reçu délégation pour signer l'acte de cession) veille à ce que le repreneur respecte la procédure de changement d'exploitant auprès du préfet compétent, conformément à l'article R. 512-68 du code de l'environnement. Une copie de la preuve de dépôt, puis du récépissé obtenu par le nouvel exploitant doit être adressée à la DTIE et à l'ancien exploitant, pour information. Cet accord cadre ne doit pas être utilisé dans ce cas.

19.7.16. Mise à l'arrêt définitif d'une installation

Lorsque l'installation soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, selon l'article L. 512-12-1 du code de l'environnement, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation.

Selon les modalités et dans les cas définis par décret en conseil d'état, l'exploitant fait attester de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de service dans ce domaine. Le MINARM utilisera l'accord cadre SSP de l'ESID de Rennes pour établir l'attestation réglementaire.

Selon l'article R. 512-66-1 du code de l'environnement, l'exploitant notifie à la DTIE la future mise à l'arrêt au moins un (1) mois avant l'échéance. L'exploitant peut faire appel à l'assistance du bureau d'étude, titulaire de l'accord cadre.

La mise à l'arrêt définitif des ICPE génère une obligation de remise en état de site pesant sur le dernier exploitant désigné de l'ICPE (valable pour les ICPE à A, E et D).

Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site, pour éviter des atteintes à l'environnement (intérêts cités à l'article L. 511-1 du code de l'environnement) et pour permettre un usage futur comparable à celui de la dernière période d'exploitation. L'exploitant pourra demander assistance au bureau d'étude titulaire du marché.

L'exploitant doit envoyer au CGA/IS/IIC les justificatifs de la réalisation des mesures de mise en sécurité dès qu'elles ont été faites et pour cela, il peut demander assistance au bureau d'étude titulaire du présent marché. Attention, la DTIE peut prescrire des mesures de mise en sécurité supplémentaires, sur proposition du CGA/IS/IIC si celles prévues par l'exploitant sont insuffisantes.

L'exploitant doit être en mesure de justifier des mesures effectuées à la demande du CGA/IS/IIC. Le bureau d'étude, titulaire du marché devra mettre en annexe du mémoire de mise à l'arrêt définitif les preuves requises.

LA DTIE délivre la preuve de dépôt de mise à l'arrêt définitif à réception de la notification. Cette preuve de dépôt ne dégage pas l'exploitant de sa responsabilité vis-à-vis de l'exploitation du site et des mesures de sécurité et de remise en état.

Après avoir placé le site dans un état qui permette un usage futur comparable à celui de la dernière période d'exploitation, l'exploitant en informe le propriétaire du terrain et le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme par une lettre annexée des justificatifs nécessaires. Aussi, l'exploitant peut demander assistance au bureau d'étude titulaire du présent marché pour cela.

Selon l'article R. 512-66-2 du code de l'environnement, la DTIE peut à tout moment imposer par arrêté ministériel complémentaire au dernier exploitant de l'ICPE mise à l'arrêt définitif des prescriptions nécessaires à la protection des intérêts cités à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

A réception du récépissé de mise à l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant envoie une fiche de sortie de recensement et la fiche de recensement mise à jour au CGA/IS/IIC

Après la remise en état prévue par le régime ICPE, s'il est envisagé un usage différent de celui pour lequel la remise en état a été effectuée, le MOA, à l'initiative du changement d'usage doit définir des mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines et les mettre en œuvre afin d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et la protection de la sécurité, de la santé ou de la salubrité publiques, l'agriculture et l'environnement au regard du nouvel usage projeté. Ces mesures de gestion de la pollution seront définies par le bureau d'étude de l'accord cadre sites et sols pollués de l'ESID de Rennes en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts, des inconvénients et avantages des mesures envisagées.

Le MOA à l'initiative du changement d'usage doit faire attester cette prise en compte par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués. Cette attestation doit être jointe au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager.

S'il demeure une pollution résiduelle sur le terrain concerné compatible avec les nouveaux usages, le MOA à l'initiative du changement d'usage en informe le propriétaire et le préfet de département, qui peut créer sur le terrain concerné un secteur d'information sur les sols.

19.8. Déclaration avec contrôle

Le titulaire devra la rédaction du dossier administratif d'une installation soumise à déclaration avec contrôle périodique au titre de la réglementation environnementale. Le dossier sera conforme à la réglementation en vigueur et suivra les recommandations des chargés d'environnement du MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Le contrôle périodique est réalisé par un organisme agréé de contrôle, mandaté par l'accord cadre CVPO.

Toutefois, il peut être demandé au bureau d'études un audit de conformité réglementaire (utilisant la trame de contrôle quinquennal) pour les ICPE en DC qui sont incluses dans le périmètre d'une ICPE en autorisation par exemple.

Dans le cadre d'un changement d'exploitant d'une ICPE DC, est joint à cette déclaration un justificatif du dernier contrôle périodique.

19.9. Enregistrement

19.9.1. Dossier administratif d'enregistrement d'une installation

Le titulaire devra la rédaction du dossier administratif d'une installation soumise à enregistrement au titre de la réglementation en vigueur. Le dossier devra être conforme à la réglementation en vigueur et suivra les recommandations des chargés d'environnement du MINARM Selon l'article L. 512-7 du code de l'environnement, le dossier d'enregistrement inclut également les IOTA proches ou connexes à l'installation soumise à enregistrement. Dans le cas d'une installation implantée sur un site nouveau, le bureau d'étude aidant l'exploitant devra préciser dans le dossier l'état dans lequel le site devra être remis par l'exploitant lors de l'arrêt définitif de l'installation. Cette information sera validée par le CGA/IS/IIC et la DTIE et si accord repris dans l'arrêté.

19.9.2. Création ou régularisation

Selon l'article R. 512-46-1 du code de l'environnement, un seul dossier peut être constitué pour plusieurs installations relevant du régime de l'enregistrement et sur un même site.

Toute demande d'exploitation d'IC relevant du régime de l'enregistrement doit se faire via le formulaire Cerfa n°15679*04 à adresser au CGA/IS/IIC (DTIE en copie). L'exploitant peut demander assistance au bureau d'étude titulaire du présent marché. Le dossier étant soumis à l'avis des conseils municipaux et tenu à disposition du public, il est important que le bureau d'étude le conçoive en conséquence. Les informations doivent être cohérentes et intelligibles, y compris pour les non-initiés. Le bureau d'étude évitera les abréviations et définira bien les termes techniques.

Le bureau d'étude, pour l'exploitant, doit rédiger le dossier en tenant compte des dispositions et consignes visant à protéger le secret de la défense nationale et à éviter les actes de malveillances.

19.9.3. Modification des conditions d'exploitation

Si après dépôt du dossier, une modification des conditions d'exploitation est nécessaire, l'exploitant doit en informer la DTIE qui pourra, si elle estime que la modification est substantielle, exiger un nouveau dossier à jour portant sur l'ensemble du projet modifié. L'exploitant peut demander assistance au bureau d'étude titulaire du présent marché.

19.9.4. Modification de l'installation

Selon l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement, en cas de projet de modification, s'il s'agit d'un changement notable des éléments du dossier initial, l'exploitant en informe le CGA/IS/IIC (DTIE en copie) en amont par l'utilisation du formulaire de la DTIE prévu à cet effet, dès que la décision est prise et que le projet est suffisamment défini. L'exploitant peut demander assistance au bureau d'étude pour renseigner le formulaire de la DTIE.

19.9.5. Obligation d'affichage incombant à l'exploitant

Selon l'article R. 512-46-15 du code de l'environnement, sauf si l'ICPE est réalisée dans le cadre d'opérations sensibles, dès que le dossier est complet et régulier, l'exploitant affiche un avis sur le lieu de la future installation jusqu'à la fin de la période de consultation.

Selon l'article R. 2312-25 du code du travail, l'exploitant doit adresser le dossier qu'il a établi avec l'aide du bureau d'étude titulaire du marché, à l'appui de sa demande, au comité social et économique (CSE), dans les quinze (15) jours à compter du lancement de l'enquête publique.

Selon l'article R. 2312-25 du code du travail, le CSE a quinze (15) jours après la réception par l'exploitant du rapport de l'enquête publique pour émettre un avis motivé sur le dossier. Le président du CSE doit transmettre cet avis à la DTIE dans les trois (3) jours suivant la remise de l'avis du CSE.

Selon l'article L. 181-10 du code de l'environnement, les avis des conseils municipaux des communes et autres collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet sont demandés.

Pour tous projets et programmes ayant une incidence sur l'environnement, les autorités publiques doivent organiser une consultation du public. Ces consultations peuvent prendre plusieurs formes, notamment en fonction de la nature du projet qui serait alors soumis ou non, dans le cadre de l'autorisation environnementale, à une enquête publique (qui est une procédure particulière).

Selon l'article L. 123-19 du code de l'environnement, la participation du public est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour autoriser le projet. Elle s'effectue par voie électronique. Le public est informé par un avis mis en ligne ainsi qu'un affichage en mairie ou sur les lieux concernés et, selon l'importance et la nature du projet, par voie de publication locale quinze (15) jours avant l'ouverture de la participation électronique. Sur demande présentée dans des conditions prévues par décret, il est mis en consultation sur support papier dans les préfectures et les sous-préfectures en ce qui concerne les décisions des autorités de l'Etat.

Lorsque le volume ou les caractéristiques du projet de décision ou du dossier de demande ne permettent pas sa mise à disposition par voie électronique, la note de présentation précise l'objet de la procédure de participation, les lieux et horaires où l'intégralité du projet ou du dossier de demande peut être consulté.

Les observations et propositions du public, déposées par voie électronique, doivent parvenir à l'autorité administrative concernée dans un délai qui ne peut être inférieur à trente (30) jours à compter de la date de début de la participation électronique du public.

Le projet de décision ne peut être définitivement adopté avant l'expiration d'un délai permettant la prise en considération des observations et propositions déposées par le public et la rédaction d'une synthèse de ces observations et propositions. Sauf en cas d'absence d'observations et propositions, ce délai ne peut être inférieur à quatre (4) jours à compter de la date de clôture de la consultation.

Dans le cas où la consultation d'un organisme consultatif comportant des représentants des catégories de personnes concernées par la décision en cause est obligatoire et lorsque celle-ci intervient après la consultation du public, la synthèse des observations et propositions du public lui est transmise préalablement à son avis.

Au plus tard à la date de la publication de la décision et pendant une durée minimale de trois (3) mois, l'autorité administrative qui a pris la décision rend publics, par voie électronique, la synthèse des observations et propositions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte, les observations et propositions déposées par voie électronique ainsi que, dans un document séparé, les motifs de la décision.

En principe, l'enquête publique est obligatoire pour les projets dont l'autorisation environnementale comprend une EE.

Néanmoins, pour les autres projets, la DTIE apprécie si cette enquête publique est nécessaire, ou si elle peut être remplacée par une participation du public par voie électronique (PPVE). Le code de l'environnement prévoit déjà un certain nombre d'exceptions.

Selon les articles R. 181-36 et suivants du code de l'environnement, la consultation du public est réalisée sous la forme d'une enquête publique dans les cas suivants :

- Lorsque celle-ci est requise en application de l'article L. 123-2 du code de l'environnement (projet de travaux, d'ouvrage et d'aménagement exécutés par des personnes publiques ou privées devant comporter une évaluation environnementale) l'exception :
 - Des projets de zones d'aménagement concerté ;
 - Des projets de caractère temporaire ou de faible importance dont la liste est établie par décret en conseil d'état ;
 - Des projets, plans et programmes relevant du champ d'application de l'article L. 123-19 du code de l'environnement ;
 - Des projets d'îles artificielles, d'installations, d'ouvrages et d'installations connexes sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive ;
 - Des travaux ou ouvrages exécutés en vue de prévenir un danger grave et immédiat ;
- Lorsque l'autorité qui organise la consultation estime, pour le projet concerné, qu'une enquête publique doit être organisée, en fonction de ses impacts sur l'environnement ainsi que des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ou de ses impacts sur l'aménagement du territoire.

La consultation par voie électronique se « limite » à une mise à disposition des documents relatifs au projet, permettant ainsi le recueil d'observations du public et ceci sans l'intervention d'un commissaire enquêteur. Ce dernier n'intervient que dans le cadre d'une enquête publique.

L'enquête publique quant à elle, a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement. Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le MOA et par l'autorité compétente pour prendre la décision. C'est une procédure plus poussée que la simple consultation par voie électronique qui intervient pour les installations présentant un plus grave danger pour l'environnement.

La consultation du public pour les projets ne nécessitant pas d'enquête publique est réalisée par voie électronique conformément aux dispositions de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

L'exploitant peut demander assistance au bureau d'étude titulaire du présent marché.

Selon les articles L. 123-14 et R. 123-23 du code de l'environnement, une enquête complémentaire est possible. Au vu des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, si l'exploitant estime souhaitable d'apporter au projet des changements substantiels, il peut demander au préfet

d'ouvrir une enquête complémentaire portant sur les avantages et inconvénients de ces modifications pour le projet et pour l'environnement.

Avant l'ouverture de l'enquête publique complémentaire, le nouveau projet et l'EI ou d'incidences environnementales intégrant les modifications sont transmis à l'AE le cas échéant, et aux collectivités territoriales et à leurs groupements consultés.

Le dossier d'enquête initial est complété par :

- Une note expliquant les modifications substantielles apportées au projet, à l'étude d'impact, l'étude d'incidence ou au rapport sur les incidences environnementales ;
- L'EI, l'EIE ou le rapport sur les incidences environnementales intégrant les modifications, ainsi que l'avis de l'AE portant sur l'EE actualisée et les avis des collectivités territoriales et de leurs groupements.

Le rapport d'enquête, la note de présentation non technique de la demande d'autorisation et les conclusions du commissaire enquêteur sont envoyés au CoDERST pour information par le CGA/IS/IIC.

L'avis du CoDERST peut également être sollicité sur les prescriptions prévues dans l'arrêté d'autorisation, ou bien sur le refus d'autorisation.

Dans ce cas, le préfet de département informe l'exploitant, au moins huit (8) jours avant, de la réunion de la commission ou du conseil, lui en indique la date et le lieu, lui transmet le projet qui fait l'objet de la demande d'avis et l'informe de la faculté qui lui est offerte de se faire entendre ou représenter lors de cette réunion.

Qu'il y ait saisine pour avis du CoDERST ou non, le projet d'arrêté statuant sur la demande d'autorisation environnementale est communiqué par le CGA/IS/IIC à l'exploitant, qui en informera le bureau d'étude titulaire du marché. L'exploitant, aidé éventuellement du bureau d'étude dispose de quinze (15) jours pour présenter leurs observations éventuelles par écrit.

La DTIE statue sur la demande d'autorisation environnementale dans les deux (2) mois à compter du jour de la publication du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur ou de la synthèse des observations et propositions du public (ou trois (3) mois si le préfet doit se prononcer sur le caractère d'intérêt général ou d'urgence du IOTA).

Ce délai est prolongé d'un mois lorsque l'avis du CoDERST est sollicité. Ces délais peuvent être prorogés une fois par la DTIE avant l'accord de l'exploitant. Le silence gardé par la DTIE à l'issue ci-dessus pour statuer sur la demande d'autorisation environnementale vaut décision implicite de rejet.

19.9.6. Instruction interne

La DTIE envoie le dossier au CGA/IS/IIC qui vérifie la complétude et la régularité du dossier.

Si la demande ou les pièces jointes sont irrégulières ou incomplètes ou si l'installation est soumise à un autre régime, le demandeur est invité soit à régulariser ou compléter ce dossier, soit à substituer une demande d'autorisation ou une déclaration à la demande d'enregistrement. Le demandeur se retournera par OS au bureau d'étude titulaire du marché pour rectification sans frais complémentaire du dossier.

D'après l'article L. 512-7-1 et suivants du code de l'environnement, jusque dans les 30 jours suivant la fin de la phase de consultation des collectivités et du public, la DTIE fait un examen au cas par cas de la nécessité de réaliser une évaluation environnementale sur la base du dossier d'enregistrement.

Après avis du CGA/IS/IIC, la DTIE peut éventuellement décider que la demande sera instruite selon la procédure de l'autorisation, compte-tenu de la sensibilité du milieu, du cumul des incidences avec d'autres projets, de l'importance des aménagements aux prescriptions générales demandés. Dans les deux premiers cas, le projet sera soumis à évaluation environnementale. Pour un cas répondant uniquement à la troisième situation, le projet ne sera pas soumis à évaluation environnementale. Dans ce cadre, le demandeur s'appuiera moyennant un bon de commande complémentaire sur le bureau d'étude titulaire du présent marché.

19.9.7. Participation du public et des collectivités territoriales

Selon l'article R. 512-46-11 à -16 du code de l'environnement, le CGA/IS/IIC ou DTIE transmet au préfet concerné, dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception du dossier complet et régulier, un exemplaire de la demande et du dossier d'enregistrement pour avis au conseil municipal des communes concernées. Ces dernières sont celles où l'installation sera située, celles comprises dans un rayon d'un (1) kilomètre autour du périmètre de l'installation et celles pouvant être affectées par les risques et inconvénients que présente l'installation. Outre l'organisation d'une consultation du public, ces communes doivent également solliciter l'avis de leurs conseils municipaux.

Au moins deux (2) semaines avant le début de la consultation du public, un avis au public est affiché ou rendu public, de manière à assurer une bonne information du public. Cet avis est également publié, aux frais du demandeur dans deux (2) journaux diffusés dans le ou les départements intéressés, par les soins du préfet. (En pratique, pour les exploitants du ministère des Armées et des Anciens Combattants, le SID prend en charge les frais dans le cadre de la gestion globale de l'opération d'infrastructure). Le demandeur peut demander assistance pour cela au bureau d'étude titulaire du présent marché.

Lors de la phase de consultation du public, le dossier est à disposition du public dans la mairie du lieu d'implantation de l'installation et sur le site internet de la préfecture. Le public peut inscrire ses observations sur un registre ouvert à cet effet en mairie ou les adresser au préfet par voie dématérialisée.

A la fin des quatre (4) semaines de consultation, les observations du public sont transmises par le préfet à la DTIE qui les fait suivre au CGA/IS/IIC. Au vu du dossier et du résultat de la consultation du public et des collectivités, le CGA/IS/IIC établit un rapport qu'il transmet à la DTIE, accompagné éventuellement de propositions permettant de protéger la sécurité, la salubrité et la santé publiques.

19.9.8. Arrêté ministériel d'enregistrement

Selon l'article R. 512-46-17 à -21 du code de l'environnement, si l'exploitant a demandé un aménagement aux prescriptions générales applicables, le CGA/IS/IIC soumet le projet d'arrêté contenant les prescriptions aménageant les prescriptions générales à l'avis de l'exploitant puis à l'avis du CoDERST. L'exploitant peut faire appel à l'assistance du bureau d'étude titulaire du présent marché pour émettre cet avis. L'exploitant est informé de la date de réunion du CoDERST et peut y être entendu. Dans ce cadre, il peut demander l'assistance du bureau d'étude.

Si la DTIE envisage le refus d'enregistrement, elle en informe le demandeur en lui communiquant le rapport du CGA/IS/IIC. L'exploitant dispose alors d'un délai de quinze (15) jours pour répondre. La saisine du CoDERST dans le cas d'un arrêté de refus n'est plus obligatoire, mais il est tout de même informé dans un délai d'un (1) mois suivant la signature de l'acte (envoi du rapport et des propositions du CGA/IS/IIC, ainsi que de l'arrêté de refus d'enregistrement).

Le rapport et les propositions du CGA/IS/IIC ne sont plus obligatoirement présentés au CoDERST. Si ce dernier est effectivement saisi, le demandeur a la possibilité de se faire entendre par le conseil et pourra être assisté par le bureau d'étude titulaire du présent marché.

19.9.9. Mise en service tardive : caducité de l'arrêté

Selon l'article R. 512-74 du code de l'environnement, l'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai auprès de la DTIE, lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans les trois (3) ans suivant sa délivrance. Ce délai est suspendu en cas de recours contre l'arrêté d'enregistrement ou le permis de construire.

A la fin du délai de trois (3) ans, l'arrêté est caduc. La caducité empêche l'exploitation de l'ICPE, il est donc nécessaire de recommencer la procédure d'enregistrement. L'exploitant demandera assistance au bureau d'étude titulaire du présent marché.

19.9.10. Prescriptions spéciales et complémentaires

Selon les articles R. 512-46-22 et L. 512-7-5 du code de l'environnement, postérieurement à la mise en service, à tout moment, la DTIE peut fixer par arrêté complémentaire des prescriptions spéciales complémentaires, éventuellement sur proposition du CGA/IS/IIC.

La DTIE informe le demandeur, en lui communiquant le rapport et les propositions du CGA/IS/IIC. Le demandeur peut alors présenter ses observations en retour et pour cela demander assistance au bureau d'étude.

Le rapport et les propositions du CGA/IS/IIC sont présentés au CoDERST à titre informatif dans un délai d'un (1) mois suivant celui de la signature de l'acte d'enregistrement ou de refus d'enregistrement. Cette saisine du CoDERST n'est plus obligatoire depuis l'adoption de la loi ADAP et l'application de son article 42. Le demandeur a la possibilité de se faire entendre par le conseil s'il a été saisi pour avis lors de la fixation par la DTIE des prescriptions complémentaires. Pour cela, il peut faire appel à l'assistance du bureau d'étude titulaire du présent marché.

Ces arrêtés peuvent prescrire la transmission d'informations telles que celles figurant dans le dossier d'enregistrement mises à jour (incidences notables sur l'environnement, volume de l'activité, etc.) La liste de ces informations est énoncée à l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. L'exploitant peut demander assistance au bureau d'étude titulaire du marché pour la rédaction de ce porter à connaissance d'informations complémentaires.

Dans les limites permises par la protection des intérêts mentionnées à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, l'exploitant peut demander à la DTIE un arrêté complémentaire diminuant les prescriptions générales applicables à l'installation. L'exploitant peut se faire assister du bureau d'étude pour rédiger cette demande. L'instruction de la demande est conduite de la même manière à l'exception que dans ce cas particulier (affaiblissement des prescriptions générales justifié par les circonstances locales), la DTIE doit consulter le CoDERST obligatoirement avant d'instruire la demande conformément aux prescriptions de l'article L. 512-7-3 du code de l'environnement.

19.9.11. Interruption de fonctionnement

Selon l'article R. 512-74 du code de l'environnement, l'arrêté d'enregistrement n'est plus valable lorsque l'exploitation de l'installation est interrompue pendant plus de trois (3) années consécutives, sauf :

- Cas de force majeure ;
- Demande justifiée et acceptée de prorogation de délai auprès de la DTIE.

L'exploitant peut demander assistance au bureau d'étude pour rédiger cette demande de prorogation.

A la fin du délai de trois (3) ans, l'arrêté est caduc.

La caducité interdit l'exploitation de l'installation. Dès lors, il est nécessaire :

- Soit de renouveler les démarches d'enregistrement initial ;
- Soit de suivre la procédure de mise à l'arrêt définitif.

L'exploitant, dans ces 2 cas, fera appel au bureau d'étude pour l'aider.

Dans la seconde hypothèse, une fiche de sortie de recensement est à envoyer au CGA/IS/IIC.

19.9.12. Déplacement de l'installation

Selon l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement, le transfert géographique ou déplacement sur un autre emplacement d'une installation correspond à la mise à l'arrêt définitif de l'installation initiale et à la mise en service d'une nouvelle installation sur le nouvel emplacement.

Ainsi, avant transfert, il est nécessaire d'obtenir un arrêté d'enregistrement pour le nouvel emplacement. La procédure d'enregistrement initial s'applique donc et l'exploitant fera appel à l'assistance du bureau d'étude.

De plus, la procédure de mise à l'arrêt définitif s'applique à l'installation sur l'ancien emplacement.

19.9.13. Changement d'exploitant

Selon l'article R. 512-68 du code de l'environnement, le changement d'exploitant est soumis à déclaration sauf pour les ICPE listées à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, pour lesquelles le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale / DTIE.

Avant tout changement d'exploitant, il est recommandé de réaliser un état des lieux contradictoire entre l'ancien et le nouvel exploitant ; il mentionne les pollutions et les événements ayant des incidences sur l'environnement imputables à l'ancien exploitant. Il peut prendre la forme d'un diagnostic de pollution, qui doit être réalisé en s'appuyant sur l'accord cadre sites et sols pollués de l'ESID de Rennes.

Ce bilan de l'état de l'environnement permet de prévenir les éventuels litiges ultérieurs. En cas de désaccord, le constat est établi en présence de représentants des autorités délégataires concernées ou à défaut les EMDS.

Le nouvel exploitant déclare le changement à la DTIE dans le mois suivant sa prise en charge de l'exploitation, par la transmission du formulaire de changement d'exploitant mis à la disposition par la DTIE. Attention, si le changement d'exploitant s'accompagne d'une demande de modification des prescriptions applicables, le dossier de changement d'exploitant est à transmettre au CGA/IS/IIC. Le nouvel exploitant peut demander assistance au bureau d'étude pour l'état des lieux et l'élaboration du dossier de changement d'exploitant.

19.9.14. Cession de terrain et installation

En cas de cession du site (terrain) et de l'installation à un exploitant qui n'appartient pas au ministère des Armées et des Anciens Combattants, le SID (ou l'autorité ayant reçu délégation pour signer l'acte administratif de cession) veille à ce que le repreneur respecte la procédure de changement d'exploitant auprès du préfet compétent. Pour cela, l'ancien exploitant peut faire appel à l'assistance du bureau d'étude pour travailler avec le nouvel exploitant. Une copie du récépissé obtenu par le nouvel acquéreur doit être adressée, à titre d'information à la DTIE et à l'ancien exploitant.

19.9.15. Incidents et accidents d'exploitation

Selon l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant doit signaler, dans un délai maximal de six (6) heures, tout incident ou accident d'exploitation affectant ou pouvant affecter les personnes ou l'environnement, au CGA/IS/IIC, à la DTIE, au responsable de site et au COMBdD.

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant (ou, à défaut, le propriétaire) sont tenus de prendre immédiatement toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou accident et y remédier.

L'exploitant utilisera le marché DCSID sur le traitement des pollutions accidentelles.

Toutefois, en cas de demande(s) spécifique(s) ne figurant pas dans le marché DCSID sur le traitement des pollutions accidentelles, le MINARM pourra solliciter le bureau d'étude pour compléter la prestation en utilisant les prestations listées au BPU voire demander l'émission d'un prix nouveau si la prestation demandée par le CGA/IS/IIC ne figure pas au BPU.

Un rapport d'incident ou d'accident est transmis par l'exploitant à la DTIE et au CGA/IS/IIC. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'incident ou de l'accident, les substances dangereuses en cause, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident ou un accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

L'exploitant transmet un rapport détaillé sous deux (2) mois.

En cas de sortie de la pollution de l'emprise militaire, des incidents ou accidents présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux, le préfet de département et le maire doivent être informés, dans les meilleurs délais par toute personne qui en a connaissance.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour à la DTIE ainsi qu'au CGA/IS/IIC. L'exploitant peut demander assistance du bureau d'étude pour cela.

La DTIE décide si la remise en service d'une installation hors d'usage momentanément par suite d'un accident est soumise à une nouvelle déclaration si :

- L'accident est révélateur de risques insuffisamment pris en compte initialement ;
- La remise en service entraîne des modifications du IOTA, de son fonctionnement ou de son exploitation.

Dans ce cadre, l'exploitant fera appel à l'assistance du bureau d'étude titulaire du marché pour les études et les déclarations requises.

19.9.16. Remise en service d'une installation hors d'usage

Selon l'article R. 512-70 du code de l'environnement, sur proposition du CGA/IS/IIC, la DTIE décide si la remise en service d'une installation hors d'usage momentanément par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant de l'exploitation est soumise à un nouvel enregistrement. Si tel est le cas, l'exploitant se fera aider par le bureau d'étude titulaire du marché pour établissement de ce nouveau dossier d'enregistrement.

19.10. Dossier(s) de demande d'autorisation environnementale

Toute installation relevant de la nomenclature des ICPE/IOTA soumises à autorisation, peu importe la date de sa mise en service, doit respecter les règles du régime de l'autorisation et notamment les procédures et les arrêtés de prescriptions générales. Le bénéfice des droits acquis (ou antériorité), dispense uniquement de procéder à l'autorisation initiale.

Tous les projets relevant du régime de l'autorisation, régulièrement déposés après le 1^{er} juillet 2017, sont soumis à la procédure d'autorisation environnementale, qui remplace la procédure d'autorisation du régime ICPE/IOTA.

Au sein du ministère des Armées et des Anciens Combattants, l'autorisation environnementale vaut autorisation unique pour les réglementations ICPE et IOTA. Il revient à l'exploitant avec l'aide du bureau d'étude titulaire du marché de respecter les autres régimes et procédures s'appliquant à son projet en se rapprochant de l'autorité compétente.

Selon l'alinéa III de l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement, si plusieurs autorisations sont nécessaires à la réalisation du projet, les incidences sur l'environnement sont appréciées lors de la délivrance de la première autorisation. Si, à ce stade, les incidences du projet sur l'environnement ne peuvent pas être complètement identifiées ni appréciées, l'exploitant fait actualiser par le bureau d'étude

l'EI lorsqu'il sollicite les autres autorisations. En cas de doute sur la nécessité d'actualiser l'EI, il peut consulter pour avis l'AE. Elle dispose d'un délai d'un (1) mois pour rendre son avis. En l'absence de réponse dans ce délai, elle est réputée n'avoir aucune observation à formuler.

L'AE et les collectivités intéressées par le projet seront consultées pour chaque actualisation de l'EI. L'EI, accompagnée de ces avis, est soumise à la participation du public pour trente (30) jours par voie électronique prévue à l'article L. 123-19 du code de l'environnement lorsque le projet a déjà fait l'objet d'une enquête publique, sauf si des dispositions particulières en disposent autrement.

Pour les IC relevant du ministère des Armées et des Anciens Combattants, l'autorisation environnementale ne peut valoir autorisation que pour les régimes ICPE et IOTA.

Lorsqu'une installation ou l'activité est également soumise à une autre législation imposant des formalités de déclaration ou d'autorisation, l'exploitant doit s'y conformer en parallèle et directement auprès des autorités compétentes.

Selon l'article R. 181-43 du code de l'environnement, lorsque l'autorisation environnementale est accordée dans le cadre d'un projet dont la réalisation incombe à plusieurs MOA, l'arrêté identifie les obligations et les mesures d'évitement, de réduction et de compensation relevant de la responsabilité de chacun des MOA.

L'exploitant et le bureau d'étude titulaire du marché doivent veiller aux délais après l'obtention de l'autorisation pour faire les travaux, notamment en cas de marché public pour éviter toute caducité de son autorisation. En outre, s'il passe un marché public pour la réalisation des travaux, le SID, les bureaux d'études, les AMO et l'exploitant devront veiller à prévoir une évolution des coûts financiers en fonction des résultats de l'évaluation environnementale et des prescriptions spéciales de l'arrêté d'autorisation.

Selon l'article L. 517-1 du code de l'environnement, la procédure de l'autorisation environnementale ne s'applique pas aux installations mises en œuvre à titre temporaire, sur une période inférieure à six (6) mois consécutifs sur un même site, à partir de matériels et d'équipements opérationnels des forces armées déployés pour des missions de la défense nationale. Toutefois, ces installations sont mises en œuvre en limitant les atteintes aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Selon l'article L. 181-1 du code de l'environnement, dans un même périmètre, plusieurs installations d'un même exploitant peuvent correspondre aux régimes de la déclaration, de l'enregistrement et de l'autorisation selon la nomenclature ICPE/IOTA. Si celles relevant de la déclaration et de l'enregistrement sont proches ou connexes de celles relevant de l'autorisation, elles doivent être incluses dans le dossier d'autorisation et relèveront de ce régime. Si celles relevant de la déclaration et de l'enregistrement ne sont ni proches ni connexes à celles relevant de l'autorisation, l'exploitant doit le démontrer dans son dossier.

Le dossier d'autorisation inclut également les équipements ne relevant pas de la nomenclature ICPE mais qui sont proches ou connexes à l'installation soumise à autorisation.

19.10.1. Phase amont

Avant le dépôt de la demande d'autorisation environnementale, une équipe « projet » est constituée, composée de l'exploitant, du chargé d'environnement, du bureau d'étude et du SID. Le responsable de site doit être tenu informé.

L'exploitant doit solliciter le CGA/IS/IIC pour obtenir des informations sur la préparation du dossier de demande d'autorisation. La réunion avec le CGA/IS/IIC doit se faire en présence de l'équipe « projet ». Les réponses apportées sont fonction de l'état du projet et ne préjugent ni du contenu du dossier qui sera finalement nécessaire à l'instruction de la demande d'autorisation ni de la décision qui sera prise à l'issue de celle-ci.

En droit commun, les exploitants peuvent demander au préfet un certificat de projet, mais le code exclut cette possibilité pour les IC relevant du ministère des Armées et des Anciens Combattants.

19.10.2. Cas d'examen au cas par cas pour l'EE

Lorsque son projet est soumis à un examen au cas par cas concernant l'EE, l'exploitant saisit l'AE en lui transmettant le formulaire de demande d'examen au cas par cas. L'AE détermine alors si le projet est soumis à EE. Eu égard aux délais pour obtenir une décision de l'AE (35 jours), l'équipe projet doit anticiper les délais de la saisine.

La demande d'examen au cas par cas doit être transmise directement par le MOA à l'AE :

- Soit par voie électronique ;
- Soit par pli recommandé avec demande d'accusé de réception ;
- Soit déposée, contre décharge, dans ses locaux.

Dans la mesure du possible, lorsque la demande est adressée par voie postale ou déposée contre décharge, il est utile de joindre une copie numérique (clé USB).

L'AE pour décider au cas par cas si une EE est nécessaire est le commissariat général au développement durable (CGDD) pour les créations d'IC si celles-ci sont concernées par une demande d'examen au cas par cas. En revanche, pour les modifications et extensions d'IC existantes, il s'agit de l'autorité de police chargée d'adopter les mises en demeure et sanctions administratives, soit, la DTIE au nom du ministre des armées.

L'adresse postale du CGDD et de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) est :

CGDD
Tour séquoïa
1 place Carpeaux
92055 Paris La Défense cédex

L'adresse postale de la DTIE est :

DTIE
CS 21623
75509 Paris cedex 15

La transmission du formulaire directement du MOA vers l'AE ne fait pas obstacle à ce que des procédures internes de vérification du formulaire soient mises en place dans chaque chaîne de projet avant cette transmission.

19.10.3. Exception

Pour les extensions et modifications d'IC, INB et canalisations, la demande d'examen au cas par cas est transmise à l'autorité de police.

19.10.4. Cas d'EE

Si le projet est soumis à EE, l'exploitant peut demander au CGA/IS/IIC l'avis sur le champ et le degré de précision des informations à fournir dans l'EI ou « avis de cadrage ». Il conviendra également d'anticiper les délais liés à l'obtention d'un avis de cadrage.

19.10.5. Phase d'examen

Le terme de projet regroupe les IC relevant du régime de l'autorisation et toutes les autres IC et tous les équipements du même exploitant connexes ou proches.

La notion de projet n'exclue pas la possibilité de réaliser un projet de manière fractionnée dans le temps ou dans l'espace. Lorsqu'un pétitionnaire envisage de réaliser son projet, en plusieurs tranches, simultanées ou successives, au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, il peut solliciter des autorisations environnementales distinctes pour celles des tranches qui les nécessitent.

Le découpage envisagé ne doit pas avoir pour effet de soustraire le projet à une EE et appréciation globales des enjeux, ou même de soustraire des équipements proches ou connexes à la procédure d'autorisation environnementale. Le découpage doit aussi présenter une cohérence au regard des enjeux environnementaux.

Les EI des autorisations environnementales délivrées dans ce cadre sont, le cas échéant, complétées afin de préciser le projet sur certains aspects et prendre en compte les incidences environnementales cumulées à l'échelle du projet. Cette actualisation intervient également lorsqu'une nouvelle étape est précisée en cours de route de l'élaboration du projet.

En pratique, ces dispositions sont utiles pour un projet qui se déroule en plusieurs étapes dans le temps et dont tous les aspects ne sont pas définis (ex : grands projets d'infrastructure). L'exploitant pourra démarrer son projet suite à une première autorisation dont l'étude environnementale sera globale (mais précise que pour cette première tranche) et mise à jour si nécessaire lors des autorisations suivantes.

Selon les articles L. 181-8 et R. 181-12 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au CGA/IS/IIC et à la DTIE le dossier de demande d'autorisation environnementale relatif à l'ensemble du projet (ou à la « tranche » du projet) en quatre (4) exemplaires papiers et sous forme électronique, dématérialisée d'une téléprocédure. Le cas échéant, l'avis préalable du responsable de site est nécessaire. Avant envoi du dossier à la DTIE, des procédures internes à l'EMDS concerné peuvent prévoir une relecture préalable du dossier par un échelon central ou une autorité délégataire.

Le dossier de demande d'autorisation doit contenir :

- Des éléments demandés pour tout projet d'IC ;
- Des éléments spécifiques selon si le projet relève de la réglementation ICPE ou IOTA ;
- Des éléments demandés uniquement pour certains types d'ICPE ou IOTA précis.

Selon l'article R. 181-15 du code de l'environnement, le dossier de demande d'autorisation environnementale est complété par les pièces, documents et informations propres aux espaces et espèces naturels faisant l'objet de mesures de protection auxquels il est susceptible de porter atteinte.

L'exploitant indique également dans son dossier les prescriptions générales pour lesquelles il demande une dérogation ou un aménagement. La demande doit être argumentée et comporter tous les éléments

nécessaires à l'appréciation. Le bureau d'étude pourra être amené à aider l'exploitant pour la rédaction de son dossier de prescriptions générales.

Conformément aux dispositions de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, l'AE peut retourner le formulaire si certains renseignements ou pièces sont manquants dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception. Dans ce cas, l'exploitant et le SID transmettront un OS de réclamation au bureau d'étude qui devra corriger gratuitement sa copie.

Si l'AE décide de consulter les autorités de santé, elle saisit :

- L'ARS concernée pour un projet dont les incidences ne dépassent pas le territoire d'une région ;
- Le ministre chargé de la santé si les incidences du projet impactent les territoires de plusieurs régions.

19.10.6. Dérogation « défense »

Selon l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, pour les projets, ou parties de projets ayant pour seul objet la défense nationale, des dérogations à la procédure EE et par conséquent, à la procédure de demande d'examen au cas par cas peuvent être accordées par décision du ministre des armées.

Les demandes de dérogation doivent être adressées à la DTIE et, dans la mesure où elles concernent des IC, une copie doit également être adressée au CGA/IS/IIC.

Les demandes de dérogation doivent être dûment justifiées. Le MOA, avec l'aide du bureau d'étude, doit démontrer que le projet (ou les parties du projet) a (ont) pour seul objet la défense nationale et justifier en quoi l'application du régime de droit commun irait à l'encontre des intérêts de la défense nationale. Les demandes de dérogation ne sauraient être utilisées de façon systématique pour tenter de se soustraire à l'obligation de réaliser une EE. Chaque demande fera l'objet d'une instruction par la DTIE et les suites qui y seront données dépendront des caractéristiques du projet.

Remarque concernant le schéma suivant :

Le nouveau nom de la DPMA / DMPA est la DTIE.

PHASES ET DÉLAIS

RÉSUMÉS DES ÉTAPES DE LA PROCÉDURE

PHASE AMONT

- **Échanges facultatifs** entre l'**exploitant** et le **CGA/IIC** sur les informations attendues dans le dossier.
- Demande d'**examen au cas par cas** à l'autorité environnementale, le cas échéant (évaluation env.) par l'**exploitant**.
- Demande facultative d'un **avis de cadrage** de l'étude d'impact (si évaluation env.) par l'**exploitant** au **CGA/IIC**.
- Éventuelles procédures parallèles (urbanisme, etc.)

PHASE D'EXAMEN

4 MOIS

JUSQU'À 9 MOIS
DANS CERTAINS CAS

Dépôt du dossier par l'**exploitant** auprès du **CGA/IIC**
sous format électronique et papier.

Examen du dossier par le **CGA/IIC** :

- ◆ Vérification de la complétude (délivrance d'un AR),
- ◆ Examen au fond,
- ◆ Consultations obligatoires,
- ◆ Avis de l'autorité environnementale en cas d'évaluation environnementale (CGDD ou CGEDD).

PHASE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

3 MOIS

Enquête publique

dirigée par le préfet à l'initiative de le **CGA/IIC**.

Recueil des avis des collectivités locales
et de leurs groupements concernés.

→ Rapport d'enquête.

PHASE DE DÉCISION

2 MOIS

+ 1 MOIS SI CONSULTATION

Consultation facultative du CODERST par le **CGA/IIC**



Projet de décision soumis à l'**exploitant**
qui peut présenter ses observations.



Arrêté d'autorisation délivré par la **DPMA**.
+ publicité.

PHASE DE RECOURS (ÉVENTUELS)

Recours devant le juge administratif :

Dans un délai de 2 mois pour l'**exploitant**.

Dans un délai de 4 mois suite à la publication pour les **tiers**.

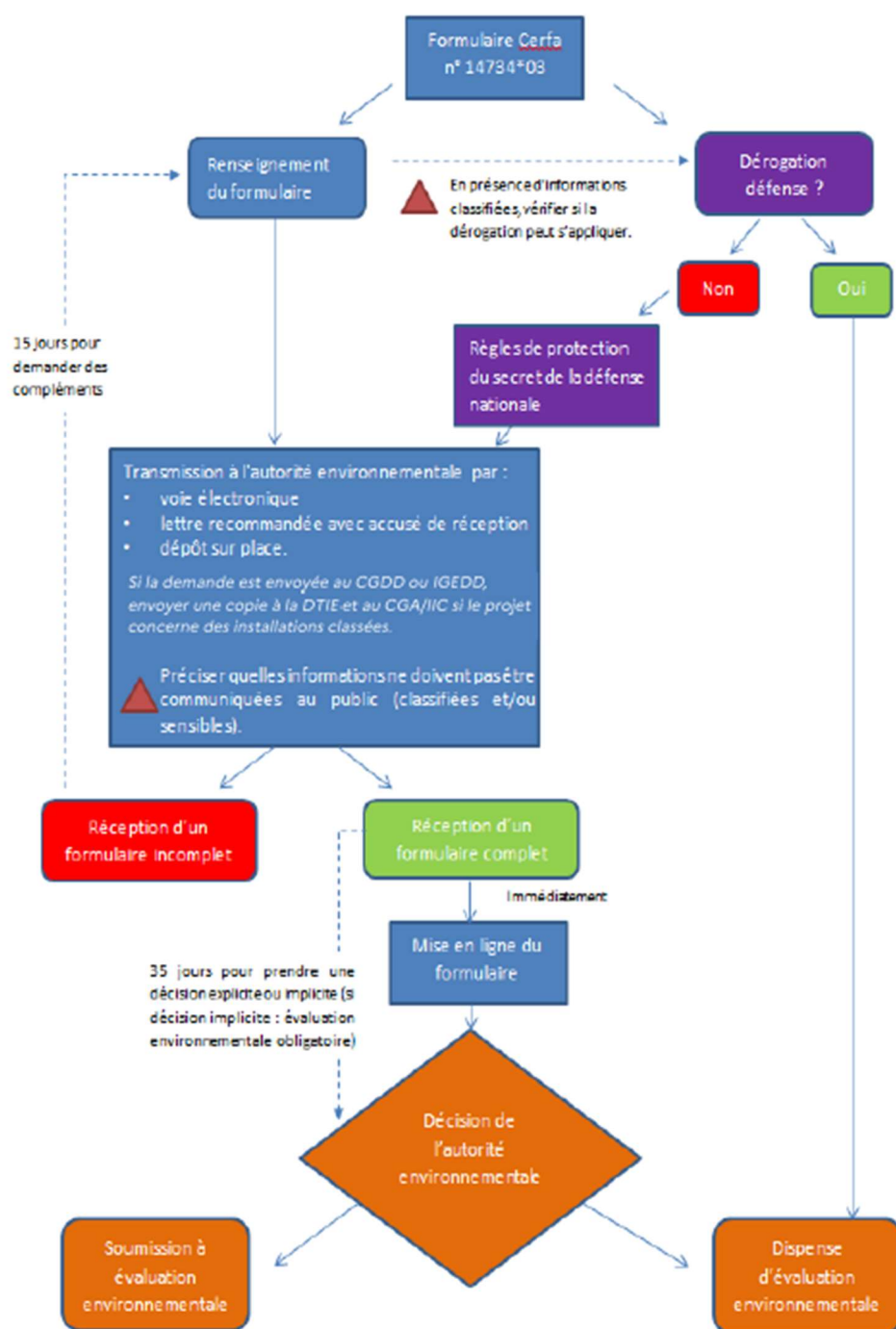
Possibilité de réclamation gracieuse :

Pour les **tiers**, à compter de la mise en service, pour contester
l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions.

→ la **DPMA** peut ajuster les prescriptions par arrêté complémentaire.

INTÉGRATION DE LA PROCÉDURE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Schéma de la procédure d'examen au cas par cas



19.10.7. Création ou régularisation

Un seul dossier doit être constitué pour l'ensemble des installations composant un projet.

Un dossier unique est obligatoire lorsque les IOTA dépendent du même exploitant ou du même établissement et concernent le même milieu aquatique, si leur ensemble dépasse le seuil fixé par la nomenclature même si pris individuellement, ils sont en dessous du seuil prévu par la nomenclature, que leur réalisation soit simultanée ou successive.

L'arrêté d'autorisation est délivré dans un délai maximal de neuf (9) mois (pouvant aller jusqu'à onze (11) mois ou plus si accord de l'exploitant). Il est donc nécessaire de prendre en compte ce délai dans la préparation du projet.

Les ICPE relevant du régime d'autorisation sont soumises à EE au cas par cas. Pour les projets concernant des installations SEVESO ou IED, l'EE est systématique.

Des arrêtés de prescriptions générales peuvent être applicables aux installations soumises à autorisation. Depuis la loi ASAP, sauf motif tiré de la sécurité, de la santé ou de la salubrité publique, ou du respect des engagements internationaux de France, notamment du droit de l'union européenne, les prescriptions relatives aux dispositions constructives concernant le gros œuvre ne peuvent être appliquées aux installations existantes ou aux projets ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation complète à la date de publication de l'arrêté.

La DTIE peut fixer des prescriptions spéciales dans l'arrêté d'autorisation. Ces prescriptions tiennent compte :

- De l'efficacité des meilleures techniques disponibles et de leur économie ;
- De la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ;
- De la gestion équilibrée de la ressource en eau.

L'arrêté comporte notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation (mesures ERC) et leurs modalités de suivi, ainsi que les moyens de surveillance des effets de l'installation sur l'environnement.

L'arrêté peut prévoir, après consultation des services d'incendie et de secours, l'obligation d'établir un plan d'opération interne (POI) en cas de sinistre. L'exploitant fera appel à l'assistance du bureau d'étude titulaire du marché pour l'aider à l'établir.

Dans les entrepôts de plus de 5 000 m³ et les stockages de liquides inflammables exploités au sein d'une ICPE à autorisation, un plan de défense d'incendie est également rendu. Ce plan peut être inclus dans le POI s'il existe. L'exploitant sollicitera le bureau d'étude titulaire du marché pour l'établir.

L'arrêté d'autorisation environnementale peut également prévoir des adaptations à certaines prescriptions générales, si l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable à l'installation soumise à autorisation prévoit cette possibilité.

Le DAE est constitué :

- D'une version électronique (.doc, .xls, .dgn ou dwg et pdf) ;
- D'un nombre d'exemplaires papiers imposé par le service instructeur.

Les plans fournis dans le dossier devront avoir un format suffisant permettant une lecture aisée. Toutefois, à la demande de l'administration, le pétitionnaire pourra être amené à fournir des exemplaires supplémentaires pour procéder à l'enquête publique et aux consultations prévues. Le titulaire produira au MOA le nombre d'exemplaires supplémentaires autant de fois que nécessaire.

Un DAE comporte :

- Les pièces dont l'EI ou à défaut l'EIE et pour les IED, d'autres pièces ;
- Un sommaire global permettant d'appréhender rapidement l'organisation des différentes parties du dossier ;

- Un sommaire détaillé, présent au début de chacune des parties ainsi que la liste des tableaux et des figures de chacune des parties ;
- Un glossaire explicitant les principales abréviations fourni dans chaque partie ;
- Un résumé non technique présenté au début du DAE.

L'EIE, selon l'article L. 181-13 du code de l'environnement, est établie pour un projet relevant de la procédure d'autorisation environnementale qui n'est pas soumis à EE et donc à EI.

Elle est proportionnée à l'importance de ce projet et à son incidence prévisible sur l'environnement, au regard des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

Selon l'article R. 181-14 du code de l'environnement, cette étude :

- Décrit l'état actuel du site sur lequel le projet doit être réalisé et de son environnement ;
- Détermine les incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes du projet sur les intérêts mentionnés à l'article L. 512-7 du code de l'environnement en fonction de ses caractéristiques et de la sensibilité de son environnement ;
- Présente les mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé, les compenser s'ils ne peuvent être évités ni réduits et, s'il n'est pas possible de les compenser, la justification de cette impossibilité ;
- Propose des mesures de suivi ;
- Indique les conditions de remise en état du site après exploitation ;
- Comporte un résumé non technique.

Lorsque le projet est susceptible d'affecter des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement (eau), l'EIE porte sur :

- La ressource en eau ;
- Le milieu aquatique ;
- L'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques.

Elle précise les raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives au regard de ces enjeux. Elle justifie, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation et de sa contribution à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D. 211-10 du code de l'environnement.

Lorsque le projet est susceptible d'affecter un ou des sites Natura 2000, l'EIE comporte l'évaluation au regard des objectifs de conservation de ces sites.

19.10.8. Contenu du dossier pour le ministère des Armées et des Anciens Combattants

Identité de l'exploitant	Sa dénomination ou raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège, son SIRET ainsi que la qualité du signataire de la demande
Emplacement	Sur lequel l'installation doit être réalisée, en précisant les numéros d'immeuble, G2D, installation, bâtiment, en plus de l'adresse
Plan de situation	A l'échelle 1/25 000 minimum, ou à défaut 1/50 000, indiquant l'emplacement
Autorisation du propriétaire	Un document attestant que l'exploitant est propriétaire du terrain ou qu'il dispose d'une autorisation du propriétaire d'y réaliser son projet

Activités exercées	<p>Leurs natures, volumes et les rubriques des nomenclatures ICPE et/ou IOTA correspondantes.</p> <p>Les modalités de fonctionnement et les procédés mis en œuvre.</p> <p>Les moyens de suivi, de surveillance et d'intervention en cas d'incident ou d'accident.</p> <p>Les conditions de remise en état du site après exploitation.</p> <p>La nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées.</p> <p>Le cas échéant, les mesures permettant une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable.</p>
Plans, cartes et schémas	Utiles à la compréhension des éléments du dossier.
Note de présentation non technique	Destinée à l'enquête publique, elle doit être compréhensible par les non-initiés (éviter les termes techniques et les définir clairement, de même pour les abréviations).
Décision de non-soumission à l'étude environnementale	<p>Lorsque le projet est soumis à l'examen au cas par cas et que l'autorité environnementale a décidé qu'il n'y a pas lieu à EE.</p> <p>Assortie, le cas échéant, des modifications apportées aux caractéristiques et mesures du projet ayant motivé cette décision.</p>
Etude environnementale	<p>= EI, si le projet soumis à EE (soit d'office, soit suite à décision au cas par cas) ;</p> <p>= EIE, si projet non soumis à EE.</p> <p>Ajouter les plans et schémas utiles à la compréhension de l'étude.</p>
Evaluation des incidences Natura 2000	Si l'installation y est soumise, auquel cas, l'EI ou l'EIE peut en tenir lieu, si elle donne tous les éléments qui composent l'évaluation. Le pétitionnaire peut inclure dans le dossier de demande une synthèse des mesures envisagées, sous forme de proposition de prescriptions.

19.10.9. Contenu complémentaire pour les ICPE

SUP	L'indication des périmètres des SUP et les règles souhaitées, si l'exploitant requiert l'institution de SUP pour une IC à implanter sur un site nouveau.
Détails sur les activités	Les procédés de fabrication, les matières utilisées, les produits fabriqués, de manière à apprécier les dangers et les inconvénients de l'installation.
Capacités techniques et financières	<p>Description des capacités techniques et financières dont l'exploitant dispose, ou si elles ne sont pas constituées à la date de la demande, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation.</p> <p>Dans ce dernier cas, l'exploitant adresse à la DTIE les éléments justifiant la constitution effective des capacités techniques et financières au plus tard à la mise en service de l'installation.</p> <p>Ces capacités techniques et financières doivent permettre à l'exploitant de conduire son projet dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et de satisfaire aux règles de la cessation d'activité et de remise en état.</p> <p>Indiquer toute information utile à l'appréciation de ces capacités (ex : qualifications des exploitants ou, en cas de sous-traitance, des prestataires, certifications, capacité à financer l'investissement initial, accord de partenariat avec des sociétés extérieures pour la maintenance, éléments explicitant le montage financier mis en œuvre).</p>
Plan d'ensemble	A l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux enterrés existants.
Etude de dangers	
Avis sur la remise en état	Pour les installations à implanter sur un site nouveau, l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas l'exploitant, ainsi que celui du maire ou du président de l'EPCI compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation (ces avis sont réputé émis si les personnes consultées ne sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant leur saisine par l'exploitant).
Eventuelle mise en compatibilité du document d'urbanisme	Dans les cas où l'autorisation d'urbanisme apparaît manifestement insusceptible d'être délivrée, la délibération ou l'acte formalisant la procédure d'évolution du document d'urbanisme incompatible.

Pour certaines ICPE, il faut des éléments complémentaires :

- Lorsque le projet comporte des ICPE soumises à enregistrement, un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation (notamment les prescriptions générales) et qui présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions ;
- Si l'exploitant demande des dérogations aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à enregistrement incluses dans le projet : la nature, l'importance et la justification des aménagements aux prescriptions générales sollicités ;
- Pour les installations destinées au traitement des déchets :
 - o L'origine géographique prévue des déchets ;

- La manière dont le projet est compatible avec les plans nationaux et régionaux de prévention de gestion des déchets et les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires ;
- Pour les carrières et les installations de stockage de déchets non inertes résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales, la demande d'autorisation comprend le plan de gestion des déchets d'extraction ;
- Pour les projets d'exploitation souterraines de carrière de gypse située dans le périmètre d'une forêt de protection, le dossier doit contenir les pièces suivantes :
 - Une description du gisement sur lequel porte la demande ainsi que les pièces justifiant son intérêt national ;
 - L'analyse de l'incidence de l'opération sur la destination forestière des lieux et les modalités de reconstitution de l'état boisé aux termes des travaux ;
 - Un document attestant que les équipements, constructions, aménagements et infrastructures indispensables à l'exploitation souterraine et à la sécurité de celle-ci, les voies d'accès en surface que le pétitionnaire utilisera. En cas d'impossibilité de les établir dans l'emprise des voies ou autres alignements exclus du périmètre de classement ou, à défaut, dans celle des routes forestières ou chemins d'exploitation forestiers, le document justifie de cette impossibilité.
- Pour les installations relevant du système de quotas de gaz à effet de serre mentionnées à l'article L. 229-6 du code de l'environnement, installations, y compris nécessaires à l'exploitation d'une INB, qui rejettent un gaz à effet de serre dans l'atmosphère :
 - Une description des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre des gaz à effet de serre ;
 - Une description des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ;
 - Une description des mesures de surveillance pris en application de l'article L. 229-6 du code de l'environnement. Ces mesures peuvent être actualisées par l'exploitant dans les conditions prévues à ce même article sans avoir à modifier son autorisation ;
 - Un résumé non technique de ces informations.
- Pour les installations soumises à garanties financières : le montant desdites garanties.
- Si le dossier est déposé dans le cadre d'une demande de modification substantielle : l'état de pollution des sols est joint.
Si cet état de pollution des sols met en évidence une pollution présentant des dangers ou inconvénients pour la santé, la sécurité, la salubrité publique ou de nature à porter atteinte aux autres intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, l'exploitant propose soit les mesures de nature à éviter, réduire ou compenser cette pollution et le calendrier correspondant qu'il entend mettre en œuvre, soit le programme des études nécessaires à la définition de telles mesures.
- Pour les installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED », c'est-à-dire les ICPE relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature : les compléments prévus à l'articles R. 515-59 du code de l'environnement ;
- Pour les installations d'une puissance thermique supérieur à 20 MW générant de la chaleur fatale non valorisée à un niveau de température utile ou celles faisant partie d'un réseau de

chaleur ou de froid, une analyse coût-avantage afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des IC et du ministre de l'énergie définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages ;

- Pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure ou égale à 20 MW, une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation. Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur ;
- Pour les carrières et les installations de stockage de déchets non inertes résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales, la demande d'autorisation comprend le plan de gestion des déchets d'extraction ;
- Pour les projets d'exploitation souterraine de carrières de gypse situées dans le périmètre d'une forêt de protection, voir le paragraphe 15 de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement ;
- Pour les éoliennes, voir le paragraphe 12 de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement.

Les éléments du dossier seront suffisamment développés pour permettre de caractériser le projet sur son site et d'appréhender ses dangers et inconvénients sur l'environnement.

L'EI doit être construite de manière à pouvoir être lue et comprise indépendamment des autres parties du dossier. De ce fait, elle reprend la description du projet sous forme d'introduction.

Le principe de proportionnalité sera étudié de manière à prendre en compte la sensibilité environnementale de la zone et surtout la préservation de la santé humaine.

Le périmètre de l'EI doit être suffisamment large pour une analyse cohérente des facteurs environnementaux aux échelles pertinentes, une prise en compte complète des diverses composantes du site sans se limiter nécessairement aux seules limites administratives.

Ce périmètre pourra évoluer en fonction des conclusions de l'analyse de l'état initial sur proposition du titulaire.

19.10.10. Contenu complémentaire pour certains IOTA

Lorsque l'autorisation environnementale concerne un IOTA, le dossier de demande est complété dans les conditions définies à l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, dont les dispositions concernant les IOTA les plus fréquents au sein de l'ESID de Metz sont reprises ci-après et selon l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement :

- Pour les stations de traitement des eaux usées (STEU) et pour les assainissements non collectifs (ANC), le dossier doit comprendre :
 - Une description du système de collecte des eaux usées, comprenant :
 - Pour les systèmes d'assainissement des eaux usées, la cartographie de l'agglomération d'assainissement concernée, faisant apparaître le nom des

communes qui la constituent et la délimitation de son périmètre à l'échelle 1/25 000 ;

- Une description de la zone desservie par le système de collecte et les conditions de raccordement des immeubles desservis, ainsi que les déversements d'eaux usées non domestiques existants ;
 - Le plan du système de collecte permettant de localiser les différents ouvrages et points de rejet au milieu récepteur, ainsi que leurs caractéristiques et leurs modalités de surveillance ;
 - Le diagnostic de fonctionnement du système de collecte, ainsi que les solutions mises en œuvre pour limiter la variation des charges et les apports d'eaux pluviales entrant dans le système d'assainissement ou l'installation d'assainissement non collectif, éviter tout rejet direct d'eaux usées non traitées dans le milieu récepteur, et réduire leur impact en situation inhabituelle ;
 - Une évaluation des volumes et flux de pollution actuels et prévisibles, à collecter et traiter, ainsi que leurs variations, notamment les variations saisonnières et celles dues à de fortes pluies, décomposés selon leur origine, domestique, non domestique ou liée aux eaux pluviales ;
 - Les zonages prévus à l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales, lorsqu'ils existent, et le calendrier de mise en œuvre ou d'évolution du système de collecte ;
 - L'évaluation des volumes et des flux de pollution des apports extérieurs amenés à la station de traitement autrement que par le réseau ;
- Si le système d'assainissement collectif des eaux usées de l'agglomération d'assainissement ou l'installation d'assainissement non collectif comprend des déversoirs d'orage ou d'autres ouvrages de rejet au milieu :
- Une évaluation des volumes et flux de pollution actuels et prévisibles, parvenant au déversoir, décomposés selon leur origine, domestique, non domestique ou liée aux eaux pluviales ;
 - Une détermination des conditions climatiques, notamment du niveau d'intensité pluviométrique, déclenchant un rejet dans l'environnement ainsi qu'une estimation de la fréquence des événements pluviométriques d'intensité supérieure ou égale à ce niveau ;
 - Une estimation des flux de pollution déversés dans le milieu récepteur en fonction des événements pluviométriques retenus et l'étude de leur impact ;
- Une description des modalités de traitement des eaux collectées et des boues produites indiquant :
- Les objectifs de traitement proposés compte-tenu des obligations réglementaires et des objectifs de qualité des eaux réceptrices ;
 - Les conditions, notamment pluviométriques, dans lesquelles ces objectifs peuvent être garantis à tout moment ;
 - Les modalités de calcul du débit de référence et la capacité maximale journalière de traitement de la STEU pour laquelle les performances d'épuration peuvent être garanties hors périodes inhabituelles, pour les différentes formes de pollutions traitées, notamment pour la demande biochimique d'oxygène en cinq (5) jours (DBO₅) ;
 - La localisation de la STEU ou de l'ANC, la justification de l'emplacement retenu au regard des zones à usage sensible et de la préservation des nuisances de voisinage et des risques sanitaires ;

- Les points de rejet, les caractéristiques des milieux récepteurs et l'impact de ces rejets sur leur qualité ;
 - Le descriptif des filières de traitement des eaux usées et des boues issues de ce traitement ;
 - Le calendrier de mise en œuvre des ouvrages de traitement ou de réhabilitation des ouvrages existants ;
 - Les modalités prévues d'élimination des sous-produits issus de l'entretien du système de collecte des eaux usées et du fonctionnement du système d'assainissement ou de l'installation d'ANC ;
- Si les eaux usées traitées font l'objet d'une réutilisation à des fins agronomiques ou agricoles par arrosage ou par irrigation, la description du projet de réutilisation des eaux usées traitées envisagées comprenant l'usage et le niveau de qualité des eaux visés, les volumes destinés à cet usage et la période durant laquelle aurait lieu cette réutilisation ;
 - L'estimation du coût global de la mise en œuvre du projet d'assainissement, son impact sur le prix de l'eau, le plan de financement prévisionnel, ainsi que les modalités d'amortissement des ouvrages d'assainissement.
- Pour les barrages de retenue et ouvrages assimilés relevant des critères de classement prévus par l'article R. 214-112 (rubrique 3.2.5.0. de la nomenclature IOTA), le dossier doit inclure :
- Un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les vérifications et visites techniques approfondies, le dispositif d'auscultation, les moyens d'information et d'alerte de la survenance de crues et de tempêtes conformes aux prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral autorisant l'ouvrage et, le cas échéant, les arrêtés complémentaires ;
 - Une note décrivant la procédure de la première mise en eau conformément aux dispositions du I de l'article R. 214-121 du code de l'environnement ;
 - Une étude de dangers si l'ouvrage est de classe A ou B établie conformément à l'article R. 214-116 du code de l'environnement ;
 - Une note précisant que le porteur de projet disposera des capacités techniques et financières permettant d'assumer ses obligations à compter de l'exécution de l'autorisation environnementale jusqu'à la remise en état du site ;
 - Si l'ouvrage est construit dans le lit mineur d'un cours d'eau :
 - L'indication des ouvrages immédiatement à l'aval et à l'amont et ayant une influence hydraulique ;
 - Le profil en long de la section de cours d'eau et, s'il y a lieu, de la dérivation ;
 - Un plan des terrains submergés à la cote de retenue normale ;
 - Un plan des ouvrages et installations en rivière détaillés au niveau d'un avant-projet sommaire, comprenant, si nécessaire, les dispositifs assurant la circulation des poissons.

- Pour les ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions (rubriques 3.2.6.0. de la nomenclature), la demande doit comprendre en outre :
 - L'estimation de la population de la zone protégée et l'indication du niveau de la protection ;
 - La liste, le descriptif et la localisation sur une carte à l'échelle appropriée des ouvrages préexistants, qui contribuent à la protection du territoire contre les inondations et les submersions, ainsi que, lorsque l'exploitant n'est pas le propriétaire de ces ouvrages, les justificatifs montrant qu'il en a la disposition ou a engagé les démarches à cette fin ;
 - Dans le cas de travaux complémentaires concernant un système d'endiguement existant, la liste, le descriptif et la localisation sur une carte à l'échelle appropriée des digues existantes ;
 - Les études d'avant-projet des ouvrages à modifier ou à construire ou une notice décrivant leur fonctionnalité si ces ouvrages modifiés ou construits concernent des dispositifs de régulation des écoulements hydrauliques ;
 - L'étude de dangers particulière pour ce type de projet ;
 - Un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les vérifications et visites techniques approfondies, le dispositif d'auscultation, les moyens d'information et d'alerte de la survenance de crues et de tempêtes conformes aux prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral autorisant l'ouvrage et, le cas échéant, les arrêtés complémentaires.

- Lorsqu'il s'agit d'un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau prévue par l'article L. 215 du code de l'environnement, la demande doit comprendre :
 - La démonstration de la cohérence hydrographique de l'unité d'intervention ;
 - S'il y a lieu, la liste des obstacles naturels ou artificiels, hors ouvrages permanents, préjudiciables à la sécurité des sports nautiques non motorisés ;
 - Le programme pluriannuel d'interventions ;
 - S'il y a lieu, les modalités de traitement des sédiments déplacés, retirés ou remis en suspension dans le cours d'eau ;

- Lorsqu'il s'agit d'installations utilisant l'énergie hydraulique, la demande doit comprendre :
 - En complément du paragraphe 4 de l'article R. 181-13 du code de l'environnement, avec les justifications techniques nécessaires, le débit maximal dérivé, la hauteur de chute brute maximale, la puissance maximale brute calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute maximale et le volume stockable ;
 - Une note justifiant les capacités techniques et financières du pétitionnaire et la durée d'autorisation proposée ;
 - Pour les usines d'une puissance supérieure à 500 kW, les propositions de répartition entre les communes intéressées de la valeur locative de la force motrice de la chute et de ses aménagements ;
 - En complément du paragraphe 7 de l'article R. 181-13 du code de l'environnement, l'indication des ouvrages immédiatement à l'aval et à l'amont et ayant une influence hydraulique, le profil en long de la section de cours d'eau ainsi que, s'il y a lieu, de la dérivation ; un plan des terrains submergés à la cote de retenue normale, un plan des ouvrages et installations en rivière détaillés au niveau d'un avant-projet sommaire, comprenant, dès lors que nécessaire, les dispositifs assurant la circulation des poissons ;

- Si le projet du pétitionnaire prévoit une ou plusieurs conduites forcées dont les caractéristiques sont fixées par un arrêté du ministre chargé de l'environnement au regard des risques qu'elles présentent, l'étude de dangers établie pour ces ouvrages conformément à l'article R. 214-116 du code de l'environnement.
- Lorsque l'autorisation environnementale porte sur les prélèvements d'eau pour l'irrigation en faveur d'un organisme unique, le dossier de demande comprend le projet du premier plan annuel de répartition prévu au deuxième alinéa de l'article R. 214-31-1 du code de l'environnement ;
- Lorsque l'autorisation environnementale porte sur un projet qui doit être déclaré d'intérêt général dans le cadre de l'article R. 214-88 du code de l'environnement, le dossier de demande est complété, le cas échéant, par les éléments mentionnés à l'article R. 214-99 du code de l'environnement ;
- Lorsque l'autorisation environnementale porte sur un projet relatif à l'épandage de boues issues du traitement des eaux usées (rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement), le dossier de demande est complété par une étude préalable dont le contenu est précisé à l'article R. 211-33 du code de l'environnement, par un programme prévisionnel d'épandage dans les conditions fixées par l'article R. 211-39 du code de l'environnement et par les éléments mentionnés à l'article R. 211-46 du code de l'environnement.

Attention, la DTIE peut rejeter, selon l'article L. 181-9 du code de l'environnement, la demande dès l'issue de la phase d'examen lorsque celle-ci fait apparaître que l'autorisation ne peut être accordée en l'état du dossier ou du projet. Il en va notamment ainsi lorsque l'autorisation environnementale, ou l'autorisation d'urbanisme nécessaire à la réalisation du projet, ne peut être délivrée eu égard à l'affectation des sols définie par le plan local d'urbanisme (PLU) ou le document en tenant lieu ou la carte communale en vigueur au moment de l'instruction, à moins qu'une procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du document d'urbanisme ayant pour effet de permettre cette délivrance soit engagée.

La DTIE peut également rejeter la demande lorsque la réalisation du projet a été entreprise sans attendre l'issue de l'instruction.

Le CGA/IS/IIC délivrera un accusé de réception dès le dépôt de la demande d'autorisation si le dossier est complet.

Dès que l'accusé de réception de la demande d'autorisation est délivré, la phase d'examen démarre et les délais de l'instruction courent. Si l'instruction fait apparaître que le dossier n'est pas complet ou régulier, le CGA/IS/IIC invitera le demandeur à compléter ou régulariser le dossier dans un délai qu'il fixe. Le demandeur exigera par OS du titulaire du marché la rectification gratuite du dossier, s'il s'agit d'un manquement caractérisé du bureau d'étude titulaire du marché.

La DTIE, notamment sur proposition de l'IIC, peut être amenée à suspendre ou prolonger le délai d'examen du dossier, dans différentes situations, ainsi la phase d'examen peut durer jusqu'à neuf (9) mois si nécessaire.

Attention, la DTIE rejette la demande d'autorisation environnementale dans les cas suivants :

- Si malgré la demande de régularisation adressée à l'exploitant le dossier est resté incomplet ou irrégulier ;

- En cas d'avis défavorable d'une autorité ou d'un organisme consulté, auquel il est fait obligation à la DTIE de se conformer (il s'agit des « avis conformes » : de l'agence française pour la biodiversité si un parc naturel marin est affecté, de l'établissement public du parc national si un parc national est affecté, des autorités citées à l'article R. 181-32 du code de l'environnement pour les éoliennes, du ministre chargé des forêts si le projet porte sur l'exploitation souterraine d'une carrière de gypse dans le périmètre d'une forêt de protection) ;
- Lorsqu'il s'avère que l'autorisation ne peut être accordée dans le respect des intérêts mentionnés aux articles L. 181-3 et L. 181-4 du code de l'environnement, ou sans méconnaître les règles des régimes et législations applicables au projet.

La délimitation de l'air d'étude en fonction des échelles de réflexion est prédéfinie comme suit :

- Zone d'emprise directe du projet ;
- Zone d'influence immédiate ;
- Zone d'influence large.

Lorsque le projet soumis à EI concourt à la réalisation d'un programme de travaux dont la réalisation est échelonnée dans le temps, l'EI comprend une appréciation des impacts de l'ensemble du programme.

L'analyse des effets devra s'appuyer sur des évaluations à dire d'experts notamment pour la faune et la flore. Ces effets doivent, dans la mesure du possible, faire l'objet de modélisations, en particulier, pour le bruit, l'eau (transparence hydraulique) et l'air. Une attention particulière sera apportée à la quantification de ces effets notamment dans le cadre d'intégration de la notion de proportionnalité.

Cette analyse permettra, d'une part, d'identifier les effets négatifs sur l'environnement et la santé mais devra permettre également de valoriser et mettre en exergue les impacts positifs.

19.10.11. L'étude de dangers

Selon les articles L. 181-25 et D. 181-15-2 du code de l'environnement, l'étude de dangers est obligatoire dans un dossier de demande d'autorisation d'une ICPE. L'étude de dangers que devra produire le bureau d'étude précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. L'étude de dangers justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.

Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

Cette étude précise, notamment, la nature et l'organisation des moyens de secours dont l'exploitant dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre. Pour les installations pouvant donner lieu à l'institution de servitudes, l'exploitant doit fournir les éléments indispensables pour l'élaboration par les autorités publiques d'un PPI.

L'étude comporte, notamment, un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs.

L'étude de dangers porte sur l'ensemble des installations et équipements exploités ou projetés par le demandeur qui, par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation, sont de nature à en modifier les dangers ou inconvénients.

L'arrêté du 29 septembre 2005 précise les critères techniques et méthodologiques relatifs à l'évaluation de la probabilité, de la cinétique, de l'intensité et de la gravité des accidents potentiels dans les études de dangers. L'arrêté détermine les règles minimales relatives à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets des phénomènes dangereux et de la gravité potentielle des accidents susceptibles de découler de leur exploitation et d'affecter les intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Il est complété par la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003. Cette circulaire a vocation à traiter principalement des établissements relevant du régime de l'autorisation avec servitudes mais les principales règles méthodologiques peuvent être appliquées, avec la proportionnalité à laquelle le règlement incite, pour l'ensemble des IC.

19.10.12. Spécificités pour les études de dangers IOTA :

Selon l'article R. 214-115 du code de l'environnement, certains IOTA sont soumis à étude de dangers :

- Les barrages de classes A et B (cf. tableau de l'article R. 214-112 du code de l'environnement) ;
- Les systèmes d'endiguement au sens de l'article R. 562-13 du code de l'environnement, quelle que soit leur classe (cf. tableau de l'article R. 214-113 du code de l'environnement) ;
- Les aménagements hydrauliques au sens de l'article R. 562-18 du code de l'environnement, quelle que soit leur classe ;
- Les conduites forcées de classe A, B et C ainsi que, dans les conditions précisées par arrêté du ministre chargé de l'environnement et sur décision du préfet, celles de classe D lorsque leur potentiel de danger est accru du fait des caractéristiques de leur environnement proche.

Le préfet peut modifier le classement d'un IOTA s'il estime que le classement du code de l'environnement n'est pas de nature à assurer la prévention adéquate des risques pour la sécurité des personnes et des biens.

Selon l'article L. 211-3-IV-3 du code de l'environnement, l'étude de dangers expose les risques que présente l'ouvrage pour la sécurité publique, directement ou indirectement en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'ouvrage. Cette étude prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.

Selon l'article R. 214-116 du code de l'environnement, l'étude de dangers ou son actualisation est réalisée par un organisme agréé. Pour un barrage ou une conduite forcée, l'étude de dangers doit expliciter les risques pris en compte, détailler les mesures aptes à les réduire et préciser les risques résiduels une fois mises en œuvre les mesures précitées.

L'étude de dangers doit prendre notamment en considération les risques liés aux crues, aux séismes, aux glissements de terrain, aux chutes de blocs et aux avalanches ainsi que les conséquences d'une rupture des ouvrages. L'étude de dangers doit prendre également en compte des événements de gravité moindre mais de probabilité plus importante tels que les accidents et les incidents liés à l'exploitation de l'aménagement.

L'étude de dangers doit comprendre un examen exhaustif de l'état des ouvrages, réalisé conformément à une procédure adaptée à la situation des ouvrages et de la retenue. Lorsque l'étude de dangers est établie conformément au paragraphe II de l'article R. 214-117 du code de l'environnement, la description

de la procédure précitée doit être transmise au préfet au moins six (6) mois avant la transmission de l'étude de ce dernier.

L'étude doit évaluer les conséquences des dégradations constatées sur la sécurité. Elle doit comprendre également un résumé non technique présentant la probabilité, la cinétique et les zones d'effets des accidents potentiels ainsi qu'une cartographie des zones de risques significatifs.

Pour la construction ou la reconstruction d'un barrage, l'étude de dangers doit démontrer la maîtrise des risques pour la sécurité publique au cours de l'une quelconque des phases du chantier.

Pour un système d'endiguement, l'étude de dangers doit porter sur la totalité des ouvrages qui le composent.

L'étude de dangers doit présenter la zone protégée sous une forme cartographique appropriée. Elle doit définir les crues des cours d'eau, les submersions marines et tout autre événement naturel dangereux contre lesquels le système apporte une protection.

Elle doit comprendre un diagnostic approfondi de l'état des ouvrages et doit prendre en compte le comportement des éléments naturels situés entre des tronçons d'une digue ou d'un ouvrage composant le système. Elle doit justifier que les ouvrages sont adaptés à la protection annoncée et qu'il en va de même de leur entretien et de leur surveillance.

Elle doit indiquer les dangers encourus par les personnes en cas de crues ou submersions dépassant le niveau de protection assuré ainsi que les moyens du gestionnaire pour anticiper ces événements et, lorsque ceux-ci surviennent, alerter les autorités compétentes pour intervenir et les informer pour contribuer à l'efficacité de leur intervention.

Son résumé non technique doit décrire succinctement les événements contre lesquels le système apporte une protection, doit préciser le cas échéant les limites de cette protection et doit présenter la cartographie de la zone protégée.

Pour un aménagement hydraulique, l'étude de danger doit porter sur la totalité des ouvrages qui le composent.

L'étude de dangers doit :

- Quantifier la capacité de l'aménagement hydraulique à réduire l'effet des crues des cours d'eau, des submersions marines et de tout autre événement hydraulique naturel dangereux. Elle doit préciser les cas où cette capacité varie en fonction de conditions d'exploitations prédéfinies ;
- Préciser les territoires du ressort de l'autorité désignée au paragraphe II de l'article R. 562-12 qui bénéficient de manière notable des effets de l'aménagement hydraulique ;
- Justifier que les ouvrages qui composent l'aménagement hydraulique sont adaptés au niveau de protection défini en application de l'article R. 214-119-1 du code de l'environnement et qu'il en va de même de leur entretien et de leur surveillance ;
- Indiquer les dangers encourus par les personnes en cas de crues ou submersions ou de tout autre événement naturel dangereux dépassant le niveau de protection, ainsi que les moyens du gestionnaire pour anticiper ces événements et, lorsque ceux-ci surviennent, alerter les autorités compétentes pour intervenir et les informer pour contribuer à l'efficacité de leur intervention ;
- Comprendre un résumé non technique de l'ensemble de ces éléments.

Selon l'article R. 214-117 du code de l'environnement, le propriétaire ou l'exploitant, le concessionnaire pour un ouvrage concédé, le gestion d'un système d'endiguement ou d'un aménagement hydraulique doit transmettre au préfet l'étude de dangers ou son actualisation après en avoir adopté les conclusions et en précisant le cas échéant les mesures qu'il s'engage à mettre en œuvre.

19.10.13. Installations soumises à garanties financières

Selon l'article L. 552-1 du code de l'environnement, pour les ouvrages ou installations présentant des risques dont les conséquences financières seraient manifestement disproportionnées vis-à-vis des capacités financières de l'exploitant, la délivrance de l'autorisation peut être subordonnée à la constitution de garanties financières.

Au ministère des Armées et des Anciens Combattants, la constitution de garanties financières (GF) vise uniquement les entreprises privées exploitant sur des emprises du ministère. Les installations exploitées directement par l'Etat et pouvant utiliser cet accord cadre, bénéficient d'une exemption de constitution de garanties financières.

19.10.14. Instruction du DAE

Le titulaire assistera l'exploitant durant la période d'instruction des dossiers par les acteurs internes et externes au MINARM jusqu'à l'obtention des arrêtés ministériels d'autorisation.

Le titulaire sera tenu, dans un délai de 2 semaines, de modifier et compléter son dossier suite aux remarques et exigences des services instructeurs et fournira les exemplaires complets de ces dossiers en nombre suffisant pour permettre la consultation des organismes et institutions internes et externes au MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Dans le cadre de cette partie, 2 réunions au moins seront organisées par le prestataire, sur le site concerné ou à l'ESID de Metz, ou dans les locaux du service instructeur notamment pour faire un point sur les prescriptions demandées par les instances devant valider le DAE.

Cette phase sera close à l'obtention du ou des arrêté(s) ou décret(s) d'autorisation environnementale.

19.10.15. Validation intermédiaire

Dans un premier temps (phase 3), le titulaire assistera l'équipe projet de maîtrise d'ouvrage durant la période de validation du dossier par les acteurs internes au MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Les différents niveaux de validation sont les suivants :

- Niveau 1 : Equipe projet de la MOA
- Niveau 2 : Pétitionnaire
- Niveau 3 : Autorité délégataire du pétitionnaire

A chacune des étapes intermédiaires de validation, le prestataire devra prendre en compte les remarques et modifier son dossier autant de fois que nécessaire.

A l'issue de ces étapes, le prestataire fournira au MOA un dossier complet en 4 exemplaires papier + 1 version électronique (version pdf + version modifiable).

Le dossier complet sera déposé par le pétitionnaire par nemo au CGA/IS/IIC.

Le délai d'instruction court à compter de la date de l'accusé de réception si le dossier est complet.

Dans le cas où le CGA/IS/IIC demande des pièces manquantes ou des compléments, le délai est suspendu par la DTIE.

Le dossier peut également être rejeté à ce stade par la DTIE si celui-ci reste incomplet ou irrégulier.

Le prestataire est lié par son contrat jusqu'à obtention soit de l'accusé de réception, soit du rejet de la demande. A ce stade, le MOA pourra mettre un terme au contrat. Le cas échéant et en fonction des motivations du rejet, des pénalités pourront lui être appliquées.

La prestation demandée au titulaire comprend toutes les recherches documentaires, les études et les investigations nécessaires jusqu'à la présentation du dossier de demande d'autorisation, sous sa forme achevée au service instructeur.

19.10.16. Instruction par le service instructeur du MINARM (CGA/IS/IIC)

Pendant la phase d'examen, 2 réunions au moins sont organisées par le prestataire, sur le site concerné, à l'ESID de Metz, éventuellement dans les bureaux du CGA/IS/IIC de Paris Balard.

19.10.17. Concertation / information du public

La concertation intervient en plus de la procédure d'autorisation. Toutefois, elle doit être menée en amont de l'enquête publique. La DTIE a quinze (15) jours après le dépôt du dossier pour imposer au pétitionnaire d'organiser une concertation, si ça n'est pas prévu ou si ce qui est prévu n'est pas suffisant.

Le prestataire assurera la conception et la réalisation des supports de communication, tels que dépliants, panneaux d'affichage, diaporama et assistera le pétitionnaire dans l'organisation et l'animation des réunions d'informations publiques.

19.10.18. Consultation du public

Dans le cadre de la consultation du public, le prestataire assistera le pétitionnaire dans l'élaboration de la publicité et suivra la parution sur internet et l'affichage en mairie réalisés par la préfecture. Il consultera le/ou les registres mis à disposition du public, fera un point hebdomadaire au MOA et élaborera les réponses aux questions posées.

A réception du rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le prestataire assistera l'équipe projet de MOA pour l'élaboration des réponses à fournir.

Toutes les modifications apportées devront faire l'objet d'une mise à jour des documents constituant la DAE, elles seront également traduites pour intégration aux documents de conception.

Au cours de l'enquête publique, le prestataire devra consulter les registres et assister l'équipe projet de MOA dans la préparation des réponses aux questions posées susceptibles d'être relayées par le commissaire enquêteur.

De même, il devra assister le MOA dans la relecture du rapport et des prescriptions techniques de l'arrêté d'autorisation.

19.10.19. Déclaration de projet

Lorsque la déclaration de projet est requise (projet public de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages faisant l'objet d'une enquête publique), le titulaire prend en charge sa rédaction et sa publication.

19.10.20. Supports de communication

Le prestataire fournira, sur la base de la proposition de principe validée au moment de la notification du marché, les supports de communication nécessaires au bon déroulement de l'enquête publique.

La conception définitive de ces supports (maquettes) sera soumise à validation de l'équipe projet de la MOA et prendra en compte les évolutions découlant de l'aboutissement du dossier avant mise en production. Ils pourront être constitués de dépliants synthétiques qui pourront se présenter sous les formes suivantes :

- Feuilles A4 pliée en 3 volets recto/verso, en quadrichromie avec photos et schémas qui devront :
 - Inciter les riverains à se déplacer sur le lieu d'exposition le cas échéant ou à consulter le site internet de consultation du public ;
 - Être mis à la disposition des administrés, leur permettant de conserver les éléments essentiels du projet ;
- Panneaux d'exposition en cas d'organisation d'expositions dans les mairies riveraines. Leur format sera suffisant (par exemple format A0). Les supports seront adaptés aux sites d'exposition ;

- Diaporamas destinés notamment aux élus, synthétisant le dossier de DAE et présentant les modalités d'organisation de l'enquête.

19.10.21. Autorisation temporaire

Selon les articles R. 181-43, R. 181-54 du code de l'environnement, si l'ICPE est appelée à fonctionner moins d'un an et dans des délais incompatibles avec le déroulement de la procédure normale d'instruction, la DTIE peut accorder, sur le rapport du CGA/IS/IIC, une autorisation pour une durée de six (6) mois renouvelable une fois, sans enquête publique et sans consultation des collectivités territoriales.

Attention, si à la fin de la période d'un (1) an, il est encore nécessaire d'exploiter l'installation, à cause d'un retard dans les travaux par exemple, aucune autre autorisation temporaire ne peut être délivrée. Dès lors, l'exploitant doit soit déposer un dossier de demande d'autorisation classique pour régulariser sa situation, soit déposer un dossier d'enregistrement ou une déclaration s'il peut diminuer l'activité afin que l'installation change de régime. Dans ce cadre, l'exploitant fera appel au bureau d'étude titulaire du marché pour l'assister dans ces démarches et établissement des dossiers *adoc*.

L'arrêté ministériel d'autorisation temporaire fixe les mêmes prescriptions que pour un arrêté d'autorisation classique et fait l'objet des mêmes mesures de publicité. L'enquête publique n'est pas réalisée.

Le silence gardé plus de six (6) mois à compter de la réception de la demande vaut décision de rejet.

Les autorisations de travaux peuvent être prorogées par arrêté complémentaire (délivré selon les dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement). Y compris lorsque certaines dispositions d'une autorisation font l'objet d'un réexamen périodique, notamment en vertu des prescriptions législatives ou réglementaires.

S'il ne peut être statué sur la demande avant la date d'expiration de l'autorisation ou la date fixée pour le réexamen de certaines de ses dispositions, les prescriptions applicables antérieurement à cette date continuent à s'appliquer jusqu'à ce que le préfet ait pris sa décision. L'arrêté préfectoral, renouvelant une autorisation ou prorogeant la validité de certaines de ces dispositions, est soumis aux mêmes modalités de publicité que l'arrêté d'autorisation environnementale.

Selon les articles L. 214-4, R. 214-26 et R. 214-28 du code de l'environnement, les autorisations des IOTA présentant un caractère temporaire et sans effet important sur le milieu naturel dont leur autorisation peut être accordée sans enquête publique préalable peuvent être abrogées ou modifiées dans les cas suivants :

- Dans l'intérêt de la salubrité publique, notamment lorsque cette abrogation ou cette modification est nécessaire à l'alimentation en eau potable ;
- Pour prévenir ou faire cesser les inondations ou en cas de menace pour la sécurité publique ;
- En cas de menace majeure pour le milieu aquatique et notamment lorsque les milieux aquatiques sont soumis à des conditions hydrauliques critiques non compatibles avec leur préservation ;
- Lorsque les ouvrages ou installations sont abandonnés ou ne font plus l'objet d'un entretien régulier ;
- Pour certains cours d'eau, si le IOTA ne permet pas la préservation des espèces migratrices.

Lorsqu'une autorisation est abrogée, le IOTA est définitivement arrêté. La procédure de mise à l'arrêt définitif s'enclenche alors et l'exploitant a une obligation de remise en état du site.

L'exploitant, ou à défaut le propriétaire, est tenu jusqu'à la remise en état des lieux, de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la surveillance du IOTA, l'écoulement des eaux et la conservation ou

l'élimination des matières polluantes dont il avait la garde ou à l'accumulation desquelles il a contribué et qui sont susceptibles d'être véhiculées par l'eau.

19.10.22. Mise en service tardive : caducité de l'arrêté

Selon l'article R. 181-48 du code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation cesse de produire ses effets lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou à défaut dans les trois (3) ans suivant sa délivrance.

Ce délai est suspendu :

- En cas de recours contre l'arrêté d'autorisation ou le permis de construire ;
- En cas de force majeure ;
- Si la demande justifiée de l'exploitant a été acceptée par la DTIE.

A la fin du délai, l'arrêté est caduc. La caducité empêche toute exploitation ultérieure de l'ICPE, il est donc nécessaire de recommencer la procédure d'autorisation et l'exploitant demandera assistance au bureau d'étude titulaire du marché pour établir ce dossier d'autorisation.

Concernant la validité d'une enquête publique, selon l'article R. 123-24 du code de l'environnement, les projets n'ayant pas été entrepris dans un délai de cinq (5) ans à compter de l'adoption de la décision suite à l'enquête publique, doivent faire l'objet d'une nouvelle enquête publique. Sauf si avant l'expiration de ce délai, une prorogation de la durée de validité de l'enquête publique est décidée par la DTIE, cette prorogation aura une durée de cinq (5) ans au plus.

Toutefois, la validité de l'enquête ne peut pas être prorogée si le projet a fait l'objet de modifications substantielles ou lorsque des modifications des circonstances de droit ou de fait de nature à imposer une nouvelle consultation du public sont intervenues depuis la décision arrêtant le projet. En effet, dans ces situations, une nouvelle autorisation environnementale doit être sollicitée.

19.10.23. Prescriptions spéciales et complémentaires

Selon les articles L. 512-20, L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, à tout moment, la DTIE peut imposer, par arrêtés complémentaires, toute prescription supplémentaire nécessaire au respect des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, s'il apparaît que le respect de ces intérêts n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Ces prescriptions peuvent imposer des mesures additionnelles nécessaires mais aussi la fourniture de précisions ou d'informations du dossier de demande d'autorisation actualisées. L'exploitant s'entourera du service du bureau d'étude titulaire du marché pour répondre.

Les prescriptions complémentaires peuvent également atténuer les prescriptions initiales dont le maintien n'est plus justifié.

Le maître d'ouvrage de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Il peut faire appel au bureau d'étude titulaire du marché pour établir cette demande. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre (4) mois à compter de l'accusé de réception délivré par le DTIE vaut décision implicite de rejet.

La DTIE peut solliciter l'avis du CoDERST sur les prescriptions complémentaires ou sur le refus qu'elle prévoit d'opposer à la demande d'adaptation des prescriptions présentée par l'exploitant. L'exploitant peut présenter ses observations lors de la réunion du CoDERST lui-même ou par un représentant. La DTIE l'informe de la date et du lieu de la réunion au moins huit (8) jours avant, lui transmet son projet de décision et lui indique qu'il peut présenter ses observations lors de la réunion. L'exploitant peut s'aider des compétences du bureau d'étude titulaire du marché pour cela.

19.10.24. Interruption de fonctionnement

Selon l'article R. 512-74 du code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation n'est plus valable lorsque l'exploitation de l'installation est interrompue pendant plus de trois (3) années consécutives, sauf :

- Cas de force majeure ;
- Demande justifiée et acceptée de prorogation de délai auprès de la DTIE.

A la fin du délai de trois (3) ans, l'arrêté est caduc.

La caducité interdit l'exploitation de l'installation. Dès lors, il est nécessaire :

- Soit de renouveler les démarches d'autorisation initiale ;
- Soit de suivre la procédure de mise à l'arrêt définitif.

L'exploitant utilisera les compétences du bureau d'étude pour ces procédures.

Dans la seconde hypothèse, une fiche de sortie de recensement est à envoyer au CGA/IS/IIC.

Lorsqu'une installation n'a pas été exploitée durant trois (3) années consécutives, la DTIE peut mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise à l'arrêt définitif.

19.10.25. Modification de l'installation

Selon les articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement, toute modification notable des activités, installations, ouvrages ou travaux inclus dans l'autorisation, intervenant avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation, est portée à la connaissance du CGA/IS/IIC (DTIE en copie) avant sa réalisation, dès que la décision est prise et que le projet est suffisamment défini.

L'exploitant indique tous les éléments d'appréciation et renseigne le formulaire prévu à cet effet. L'exploitant peut s'appuyer sur le bureau d'étude titulaire du présent marché pour l'aider à la rédaction de ce porter à connaissance.

La DTIE détermine la procédure à suivre par l'exploitant avant la mise en œuvre de la modification, selon si la modification est substantielle ou non. La DTIE requiert l'avis du CGA/IS/IIC sur ce point. A tout moment, elle peut imposer toute prescriptions complémentaire nécessaire.

Si la modification n'est pas substantielle, la DTIE délivre une preuve de dépôt de la déclaration de modification et peut fixer si nécessaire des prescriptions complémentaires. Si la modification est substantielle, la DTIE invite l'exploitant à suivre la procédure initiale de l'autorisation environnementale, qui porte alors sur l'ensemble du projet modifié.

Ce qui est parfois appelé « cessation partielle » dans les armées, est une modification, correspondant à une baisse d'activité. Cette baisse d'activité doit être pérenne, liée à la suppression ou à la modification d'un équipement ou à une volonté délibérée de réduction de l'activité. Deux (2) cas de figure sont à souligner :

1. Dans le cas d'une baisse d'activité conduisant l'installation à être soumise au régime de l'enregistrement ou de la déclaration (éventuellement avec contrôle périodique), l'installation continue à être exploitée selon l'arrêté d'autorisation. Les règles de procédure seront celles de l'autorisation. L'installation relèvera, quant à elle, du nouveau régime. Les prescriptions générales applicables au nouveau régime s'appliqueront sous réserve des dispositions de l'arrêté d'autorisation. L'exploitant, aidé du bureau d'étude, doit informer le CGA/IS/IIC et la DTIE de la situation dans sa déclaration de modification. Il peut demander à la DTIE l'adaptation des

prescriptions de l'arrêté d'autorisation pour supprimer les dispositions dont le maintien n'est plus justifié.

2. Si la baisse d'activité conduit l'installation à ne plus relever de la nomenclature des ICPE, il s'agit d'un déclassement, qui fait l'objet désormais de l'utilisation de la procédure de cessation d'activité : les arrêtés de prescriptions générales ou spéciales (y compris l'arrêté d'autorisation initial et les éventuels arrêtés complémentaires) ne s'appliquent plus à l'installation, qui doit néanmoins respecter les règles issues des autres réglementations que celle des ICPE (déchets, eau, etc.) Dans cette situation, une fiche de sortie de recensement est à remplir et à envoyer au CGA/IS/IIC, en plus de la déclaration de modification envoyée à la DTIE.

Dans ces deux (2) cas, l'exploitant peut faire appel à l'assistance du bureau d'étude titulaire du marché.

19.10.26. Déplacement de l'installation

Le transfert géographique d'une installation sur un autre site correspond à la mise à l'arrêt définitif de l'installation initiale et à la mise en service d'une nouvelle installation sur le nouveau site. Ainsi, avant transfert, il est nécessaire d'obtenir un arrêté d'autorisation pour le nouvel emplacement.

La procédure d'autorisation initiale s'applique donc. De plus, la procédure de mise à l'arrêt définitif s'applique à l'installation sur l'ancien emplacement. Dans ce cadre, l'exploitant fera appel au bureau d'étude titulaire du marché pour assistance.

19.10.27. Changement d'exploitant

Selon l'article R. 181-47 du code de l'environnement, le changement d'exploitant est soumis à déclaration sauf pour les ICPE listées à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, pour lesquelles le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale / DTIE. Avant tout changement d'exploitant, il est recommandé de réaliser un état des lieux contradictoire entre l'ancien et le nouvel exploitant ; il mentionne les pollutions et les événements ayant des incidences sur l'environnement imputables à l'ancien exploitant. Il peut prendre la forme d'un diagnostic de pollution. Dans ce cadre, l'exploitant utilisera l'accord cadre sites et sols pollués préparé pour tout le SID par l'ESID de Rennes.

Ce bilan de l'état de l'environnement permet de prévenir les éventuels litiges ultérieurs. En cas de désaccord, le constat est établi en présence de représentants des autorités délégataires concernées ou à défaut les EMDS. Le nouvel exploitant déclare le changement d'exploitant à la DTIE dans les trois (3) mois suivant sa prise en charge de l'exploitation, par la transmission du formulaire de changement d'exploitant fourni par la DTIE.

Dans le cas d'un transfert où un aménagement des prescriptions est demandé par le futur exploitant, la déclaration du changement d'exploitant est transmise auprès du CGA/IS/IIC. Il en va de même pour les IC énoncées à l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

Le nouvel exploitant peut demander assistance au bureau d'étude titulaire du marché pour établissement du dossier de changement d'exploitant, si nécessaire.

Par l'envoi de la déclaration, le nouvel exploitant s'engage à respecter et appliquer les prescriptions en vigueur. Il se fait remettre par l'ancien exploitant l'ensemble des pièces constitutives du dossier d'autorisation (étude de dangers, études d'impact ...).

Le récépissé de déclaration de changement d'exploitant est délivré par la DTIE. Le bénéfice du régime des droits acquis est conservé lors du changement d'exploitant. Les installations en situation administrative irrégulière ne peuvent pas faire l'objet d'un changement d'exploitant, elles doivent d'abord être régularisées (procédure d'autorisation initiale).

Dans ce cas, la demande d'autorisation peut être faite directement par le futur exploitant. L'ancien et le nouvel exploitant indiqueront leur décision de prise de responsabilité de lancement de la procédure d'autorisation dans un PV de réunion. Suite à cela, l'ancien ou le nouvel exploitant utiliseront cet accord cadre pour lancer la commande de l'établissement d'un dossier d'autorisation requis pour la régularisation de l'ICPE.

19.10.28. Cession de site (terrain) et de l'installation

En cas de cession du site (terrain) et de l'installation à un exploitant qui n'appartient pas au ministère des Armées et des Anciens Combattants, le SID (ou l'autorité ayant reçu délégation pour signer l'acte administratif de cession), veille à ce que le repreneur respecte la procédure de changement d'exploitant, conformément à l'article R. 181-47 du code de l'environnement, auprès du préfet compétent. Une copie du récépissé obtenu par le nouvel acquéreur doit être adressée, à titre d'information à la DTIE et à l'ancien exploitant.

Pour les ouvrages mentionnés aux rubriques 3.2.5.0. et 3.2.6.0. de la nomenclature IOTA et les installations utilisant de l'énergie hydraulique, la déclaration est faite préalablement au transfert. Elle comprend, en outre, les pièces justifiant des capacités techniques et financières du nouveau maître d'ouvrage. Si la DTIE souhaite s'opposer au transfert, elle notifie son refus motivé dans le délai de deux (2) mois.

Pour les installations soumises à garanties financières, que l'exploitant ait à les constituer ou pas, le changement d'exploitant est soumis à autorisation.

19.10.29. Incidents et accidents d'exploitation

Selon l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant doit signaler, dans les 6 heures, tout incident ou accident d'exploitation affectant ou pouvant affecter les personnes ou l'environnement, au CGA/IS/IIC, à la DTIE, au responsable de site et au COMBdD.

Un rapport d'incident ou d'accident est transmis par l'exploitant à la DTIE et au CGA/IS/IIC. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'incident ou de l'accident, les substances dangereuses en cause, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour à la DTIE ainsi qu'au CGA/IS/IIC.

La jurisprudence permet de définir plus précisément les incidents devant être signalés. Il s'agit de tous les incidents de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, même si a posteriori, ils n'ont pas lésé ces intérêts, notamment grâce à l'intervention de l'exploitant.

Lorsque l'évènement survient sur une emprise appartenant à une entreprise soumise à des règles de protection du secret de la défense nationale, l'information initiale est adressée au CGA/IS/IIC.

L'exploitant peut demander assistance du bureau d'étude titulaire du marché dans de tels cas, s'il le juge utile.

19.10.30. Mise à l'arrêt temporaire pour une période supérieure à 2 ans pour les IOTA

Dans ce cadre, l'exploitant doit déclarer la situation au CGA/IS/IIC au plus tard un (1) mois avant la fin de la seconde année d'arrêt. Il joint une note précisant les raisons de cet arrêt temporaire et la date prévisionnelle de reprise de l'exploitation.

L'exploitant (ou le propriétaire) doit prendre toute disposition nécessaire pour assurer la surveillance du IOTA, l'écoulement des eaux et la conservation ou l'élimination des matières polluantes dont il avait la garde ou à l'accumulation desquelles il a contribué et qui sont susceptibles d'être véhiculées par l'eau. La DTIE peut émettre toute prescription conservatoire afin de protéger les intérêts énoncés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement pendant cette période d'arrêt.

Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, la DTIE peut, après avoir entendu l'exploitant (ou le propriétaire), considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

L'exploitant (ou le propriétaire) pourra demander l'assistance du bureau d'étude titulaire du marché pour l'aider dans la mise à l'arrêt temporaire.

19.10.31. Mise à l'arrêt définitif de l'installation

Concernant la mise à l'arrêt définitif de l'installation, selon les articles L. 512-6-1, R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement :

1. **Pour les ICPE**, l'exploitant notifie à la DTIE la future mise à l'arrêt trois (3) mois avant l'échéance. **Pour les IOTA**, l'exploitant notifie au CGA/IS/IIC la mise à l'arrêt définitif le mois qui suit.

Ce délai est porté à six (6) mois pour les installations de stockage de déchets, les sites de stockage géologique de dioxyde de carbone et les carrières.

L'exploitant pourra s'appuyer sur le présent accord cadre pour demander l'assistance du bureau d'étude titulaire du marché.

La mise à l'arrêt définitif des ICPE génère une obligation de remise en état du site pesant sur le dernier exploitant désigné de l'ICPE.

Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site, pour éviter des atteintes à l'environnement (intérêts cités à l'article L. 511-1 du code de l'environnement).

L'exploitant indique les mesures prises concernant la remise en état. Il envoie une copie de la notification au responsable de site et à l'autorité délégataire.

L'exploitant engage sa responsabilité sur les mesures indiquées. Il doit être en mesure de justifier des mesures effectuées à la demande du CGA/IS/IIC.

En attendant la remise en état, l'exploitant (ou le propriétaire) doit prendre toute disposition nécessaire pour assurer la surveillance du IOTA, l'écoulement des eaux et la conservation ou l'élimination des matières polluantes dont il avait la garde ou à l'accumulation desquelles il a contribué et qui sont susceptibles d'être véhiculées par l'eau.

L'exploitant (ou le propriétaire) doit remettre le site dans un état tel qu'aucune atteinte ne puisse être portée à l'objectif de gestion équilibrée de la ressource en eau.

L'exploitant envoie une copie de la notification au responsable de site et à l'autorité délégataire.

L'exploitant fait attester, en utilisant la ligne attestation du BPU de l'accord cadre SSP de l'ESID de Rennes, de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité ainsi que de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.

Depuis le 1^{er} août 2022, lors de la mise à l'arrêt définitif d'une ICPE, le représentant de l'Etat dans le département peut après consultation de l'exploitant, du maire ou du président de l'EPCI en matière d'urbanisme, fixer un délai contraignant pour la réhabilitation du site et l'atteinte des objectifs et obligations mentionnés aux articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement.

La DTIE délivre immédiatement un récépissé à réception de cette notification. Néanmoins, l'exploitant engage sa responsabilité sur les mesures indiquées. Il doit être en mesure de justifier des mesures effectuées à la demande du CGA/IS/IIC. L'exploitant doit envoyer au CGA/IS/IIC les justificatifs de la réalisation des mesures de mise en sécurité dès qu'elles ont été faites.

Par ailleurs, la DTIE peut prescrire des mesures de mise en sécurité supplémentaires, sur proposition du CGA/IS/IIC si celles prévues par l'exploitant sont insuffisantes. L'exploitant doit être en mesure de justifier les mesures effectuées à la demande du CGA/IS/IIC.

L'exploitant pourra s'appuyer sur l'assistance du bureau d'étude titulaire du marché pour cela, si nécessaire.

2. Lorsque l'ICPE est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à un nouvel usage sont libérés, l'exploitant transmet à la DTIE un mémoire de réhabilitation, dans un délai fixé par la DTIE. Ce mémoire est en parallèle adressé au CGA/IS/IIC pour instruction.

Le mémoire de réhabilitation visé dans le code de l'environnement correspond au plan de gestion, tel que défini par la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués. L'exploitant, pour cela, utilisera l'accord cadre sites et sols pollués utilisable par tout le SID et préparé par l'ESID de Rennes.

Si l'usage futur du site n'est pas déterminé dans l'arrêté d'autorisation, la procédure est la suivante : Au moment de la notification de mise à l'arrêt définitif, l'exploitant adresse au maire ou au président de l'EPCI compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain :

- Les plans du site ;
- Les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ;
- Ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer.

Il transmet dans le même temps à la DTIE et au CGA/IS/IIC une copie des documents et de ses propositions.

En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois (3) mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.

L'exploitant informe la DTIE et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.

A défaut d'accord, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt, sauf en cas de notification dans les délais prévus par le code d'un désaccord portant sur une incompatibilité manifeste avec les documents d'urbanisme.

Dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de désaccord, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut transmettre à la DTIE, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage déterminé avec l'usage futur de la zone prévu dans les documents d'urbanisme. Le mémoire comprend alors une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.

Dans un délai de deux (2) mois après la notification du désaccord, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, la DTIE se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste.

Elle fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.

Le mémoire de réhabilitation précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, compte-tenu de l'usage futur du site. L'exploitant peut demander assistance au bureau d'étude titulaire du présent marché.

A l'issue de l'instruction du mémoire de réhabilitation par le CGA/IS/IIC, la DTIE peut prendre un arrêté complémentaire déterminant les travaux et mesures de surveillance nécessaires, compte-tenu de l'usage futur déterminé, de l'efficacité des techniques et dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan de coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

3. Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par la DTIE sont réalisés, l'exploitant en informe la DTIE et le CGA/IS/IIC. L'inspecteur de l'environnement concerné constate par PV la réalisation des travaux et le transmet à la DTIE qui en remet un exemplaire à l'exploitant, au maire et au président de l'EPCI, au propriétaire du terrain, au SID et à l'autorité délégataire ou EMDS. Si la réhabilitation n'est pas régulière, le PV ne pourra pas être établi par le CGA/IS/IIC. Par ailleurs, ce PV n'exempte pas le dernier exploitant des ICPE mises à l'arrêt définitif de sa responsabilité vis-à-vis de l'exploitation du site. En effet, à tout moment, même après la remise en état du site, la DTIE peut imposer à l'exploitant par arrêté les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Depuis le 1^{er} août 2022, le représentant de l'Etat dans le département peut, après consultation de l'exploitant, du maire ou du président de l'EPCI compétent en matière d'urbanisme, fixer un délai contraignant pour la réhabilitation du site et l'atteinte des objectifs et obligations mentionnés aux articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 (art. L. 512-22) du code de l'environnement.

A réception du récépissé de mise à l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant envoie une fiche de sortie de recensement mise à jour au CGA/IS/IIC.

La remise en état des ICPE visées par la directive IED est particulière (cf. chapitre les installations visées par la directive IED).

19.10.32. Assistance d'élaboration de dossiers complémentaires

Dans le cas où l'élaboration d'un DAE nécessiterait des dossiers administratifs non prévus au CCP et au BPU, le titulaire réalisera ces prestations sur la base de prix nouveaux, hors prestations au BPU. La nature de ces prestations sera précisée sur chaque devis du titulaire après l'état des lieux.

Par dérogation à l'article 23 du CCAP/PI, lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs des prestations supplémentaires ou modificatives, ces prix pourront faire l'objet d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires, signé des 2 parties, en lieu et place d'un avenant. La détermination d'un prix nouveau se fera, à chaque fois que cela sera possible, par simple interpolation entre 2 prix unitaires du bordereau de prix relatifs à des prestations de nature comparable à celle des prestations commandées. Ces prix, après acceptation par les 2 parties, serviront de base pour la rémunération de prestations identiques pendant la durée de l'accord cadre.

19.10.33. Demande d'autorisation d'urbanisme

Le titulaire devra collaborer avec le MOE par l'intermédiaire du MOA, en communiquant l'ensemble des éléments figurant au DAE et en particulier à l'EI utiles à la finalisation de la demande de permis de construire, d'aménager ou autres autorisations d'urbanisme. L'autorisation idoine à l'exception du permis de démolir ne sera valide qu'après l'obtention de l'autorisation environnementale.

19.10.34. Le plan d'opération interne (POI)

Selon les articles L. 515-41 et R. 515-100 du code de l'environnement, l'exploitant élabore et tient à jour un POI, en vue de :

- Contenir et maîtriser les incidents pour minimiser les effets causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;
- Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

Le POI est obligatoirement établi avant la mise en service de l'installation. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un (1) an. Si l'ICPE devient SEVESO « seuil haut » en cours d'exploitation, il est établi dans les deux (2) ans qui suivent. Il est également établi à la suite d'un accident majeur.

Le POI est mis à jour et testé à l'aide d'exercices à des intervalles n'excédant pas trois (3) ans. Il est également réexaminé et mis à jour dans un délai raisonnable :

- Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant de ce régime ;
- Avant la mise en œuvre de modifications de ses installations ou des activités entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses de l'établissement ayant pour conséquence de le faire entrer dans ce régime ;
- Avant la mise en œuvre de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers aux accidents majeurs.

La mise à jour tient compte des modifications intervenues dans les installations concernées, des nouvelles connaissances techniques et des connaissances concernant les mesures à prendre en cas d'accidents majeurs ainsi que du retour d'expérience.

Les données et les informations devant figurer dans un POI sont définies par un arrêté du ministre chargé des IC.

L'arrêté d'autorisation ou un arrêté complémentaire fixe également les mesures d'urgence qui incombent à l'exploitant, sous le contrôle de l'autorité de police et les obligations de celui-ci en matière d'information et d'alerte des personnes susceptibles d'être affectées par un accident, quant aux dangers encourus, aux mesures de sécurité et au comportement à adopter.

L'élaboration du POI et ses mises à jour peuvent être confiées en tout ou partie, par l'exploitant, au bureau d'étude titulaire du présent marché. Toutefois, l'exploitant devra participer activement afin que ce POI soit conforme aux processus militaires spécifiques à l'établissement.

Le titulaire fournira au MOA, sous la forme d'une fiche de synthèse et pour les installations qui y sont soumises, les éléments nécessaires pour la mise à jour du POI par le pétitionnaire.

Le projet de plan est soumis à la consultation du personnel travaillant dans l'établissement au sens du code du travail, y compris le personnel sous-traitant, dans le cadre d'un FS élargi.

19.10.35. Le plan particulier d'intervention (PPI)

Le PPI est élaboré par le préfet de département, avec le concours de l'exploitant. L'exploitant pourra demander assistance au bureau d'étude titulaire du marché pour cela.

Le PPI peut être imposé par le préfet à des installations ou ouvrages qui ne sont pas SEVESO « seuil haut » mais qui créent des risques de nature particulière, susceptibles de porter atteinte à la vie ou à l'intégrité des personnes. Auquel cas, le conseil départemental compétent en matière de sécurité des populations donne son avis sur le rapport et la proposition du CGA/IS/IIC et l'avis de l'exploitant est pris également.

Le CGA/IS/IIC peut proposer au préfet d'élaborer un PPI.

Pour les ICPE, le préfet peut décider par arrêté qu'un PPI n'est pas nécessaire si l'étude de dangers démontre l'absence de danger grave pour la santé humaine et pour l'environnement à l'extérieur de l'établissement, et selon le rapport établi par le CGA/IS/IIC dans le cadre de la procédure d'autorisation. Pour les ICPE, le PPI est révisé tous les trois (3) ans minimum. Il est également modifié dès que nécessaire.

En liaison avec l'exploitant, le préfet fait établir des documents d'information des populations concernées (brochure et affiches). Les maires en assurent la diffusion. Ils sont actualisés au moins tous les cinq (5) ans et plus tôt si nécessaire.

Des exercices de mise en œuvre du PPI sont obligatoires. Ils permettent de tester les dispositions générales et spécifiques du dispositif opérationnel et impliquent la participation périodique de la population. L'exploitant est tenu de participer aux exercices et entraînements d'application du plan décidés par le préfet. La périodicité maximale de ces exercices est fixée à trois (3) ans pour les ICPE.

L'exploitant peut demander l'assistance du bureau d'étude titulaire du marché pour toutes ces dispositions.

19.11. Polygones d'isolement

Le ministre des armées peut créer ces servitudes autour des magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs. Le bureau d'étude titulaire du marché peut être appelé à porter assistance dans l'élaboration de tout ou partie de ces polygones d'isolement.

19.12. PPRT

19.12.1. Mise en place de PPRT

Selon les articles L. 515-15 à -26 et R. 515-39 à -50 du code de l'environnement, pour gérer l'urbanisation autour des IC SEVESO « seuil haut » autorisées avant 2003 et dont les arrêtés ne contiennent pas de SUP, des PPRT sont mis en place.

Pour les établissements pyrotechniques existants, la mise en place d'un polygone d'isolement ne dispense pas de la mise en place d'un PPRT.

Pour les IC relevant du MINARM, ne peuvent figurer dans un dossier soumis à enquête publique ou à une procédure de participation du public, ni être mis à la disposition du public ou communiqués des éléments soumis à des règles de protection du secret de la défense nationale ou nécessaire à la sauvegarde des intérêts de la défense nationale et de la sécurité publique.

Pour les installations relevant du MINARM dont certains éléments sont soumis à des règles de protection du secret de la défense nationale, lorsque ces éléments sont essentiels à la compréhension du dossier ou pour les opérations relatives à des installations relevant du MINARM ayant reçu la qualification d'opération sensible intéressant la défense nationale ainsi que pour les lieux de stockage des munitions anciennes, le PPRT n'est pas soumis à enquête publique et les mesures d'informations ou de consultations prévues par cette section ne sont pas effectuées.

L'exploitant des installations concernées s'appuiera sur l'expertise du bureau d'étude titulaire du marché pour l'élaboration et la mise à jour des documents relatifs au PPRT.

Lorsqu'un PPRT doit être prescrit sur un site, il est nécessaire que l'exploitant ait une étude de dangers à jour. Cette étude de dangers doit tenir compte de la réalité du site. En effet, les zones d'effet qu'elle comporte sont déterminantes pour prescrire et établir ultérieurement le règlement du PPRT et les

contraintes vis-à-vis de l'urbanisation. En conséquence, toute surévaluation ou toute sous-évaluation des risques est à proscrire.

Pour les ICPE relevant du MINARM, l'élaboration du PPRT est prescrite par arrêté du ministre et la procédure est ensuite accomplie par le préfet du département. Y sont associés notamment les exploitants, les communes et EPCI compétents en urbanisme, les riverains et des associations locales.

A la demande du ministre des armées, le préfet disjoint du dossier soumis à l'enquête publique et aux consultations les éléments :

- Soumis à des règles de protection du secret de la défense nationale ;
- Nécessaires à la sauvegarde des intérêts de la défense nationale.

Le projet de plan est soumis à enquête publique. Sauf pour les dépôts de munitions anciennes et pour les établissements ayant fait l'objet d'une décision ministérielle en matière de protection du secret (pour ces dernières, les mesures d'information et de consultation ne sont pas effectuées).

Les résultats de l'enquête publique ainsi que les avis recueillis sont transmis par le préfet au ministre des armées.

Les PPRT sont approuvés par arrêtés conjoints du ministre des armées et du préfet de département. Si le périmètre du PPRT ne s'étend pas au-delà de l'emprise militaire, le PPRT est approuvé par le ministre des armées uniquement.

L'étude de dangers permet de repérer différentes zones autour de l'installation auxquelles correspondent différents risques. Selon le type de risque, sa gravité, sa probabilité et sa cinétique, le plan détermine pour chaque zone des mesures proportionnelles relatives à l'urbanisation future et à l'existant.

Pour le futur, le PPRT peut interdire toutes les constructions ou les autoriser pour certains usages ou les subordonner à des travaux de protection, par exemple. Pour l'existant, le PPRT peut prévoir des zones de délaissement ou d'expropriation.

Le PPRT peut également prévoir des prescriptions visant l'exploitant et permettant de réduire les périmètres des zones de risques, lorsque le coût de ces mesures est inférieur au coût des mesures d'expropriation et de délaissement évitées par la réduction des zones. Il est notamment possible d'obliger l'exploitant de déplacer l'installation.

La mise en œuvre du plan, du point de vue financier, repose sur l'Etat, les exploitants à l'origine du risque et les collectivités territoriales compétentes.

19.12.2. Révision et abrogation

Selon l'article L. 515-22-1 du code de l'environnement, en cas de changement significatif et pérenne des risques, le PPRT peut être révisé, selon la même procédure que son adoption ou une procédure simplifiée. En cas de disparition totale et définitive du risque, et après avoir organisé une consultation du public et du CoDERST, l'autorité administrative compétente abroge le PPRT.

Selon l'article L. 515-26 du code de l'environnement, tout exploitant d'un établissement comportant au moins une installation SEVESO « seuil haut » est tenu de faire une estimation de la probabilité d'occurrence et du coût des dommages matériels potentiels aux tiers en cas d'accident majeur survenant dans cette installation. Le rapport d'évaluation doit être transmis à la DTIE ainsi qu'au président de la commission de suivi de site dont l'exploitant et des représentants de ses salariés font partie.

Cette estimation est réalisée pour chacun des accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers et est révisée en même temps que l'étude de dangers.

Cette estimation n'est pas opposable à l'exploitant par les tiers en cas de litige lié à un accident survenant dans l'installation.

Le titulaire fournira au MOA, sous la forme d'une fiche de synthèse et pour les installations qui y sont soumises, les éléments nécessaires pour la mise à jour du PPRT par le pétitionnaire. Etablis autour des installations classées « SEVESO seuil haut », ils valent, une fois approuvés, servitudes d'utilité publique.

19.12.3. Les commissions de suivi de site

Le préfet de département crée par arrêté une commission de suivi de site lorsqu'un établissement comporte au moins une IC SEVESO « seuil haut » et que le périmètre d'exposition au risque inclut au moins un local d'habitation ou un lieu de travail permanent à l'extérieur de l'établissement.

La commission se réunit au moins une (1) fois par an. L'exploitant lui présente son établissement et les principaux événements survenus depuis la dernière réunion.

L'exploitant peut demander assistance au bureau d'étude titulaire du marché dans la préparation de ces commissions.

19.13. Servitudes (SUP) relatives aux ICPE citées aux articles L. 515-8 et suivants et R. 515-24 à R. 515-31-7 du code de l'environnement

19.13.1. Instauration des SUP

Ces servitudes peuvent être notamment instituées :

- Sur toute emprise, notamment pour les établissements SEVESO « seuil haut » ;
- Sur l'emprise des sites de stockage de déchets ou dans une bande de 200 mètres autour de la zone d'exploitation ;
- Sur des terrains pollués par l'exploitation d'une installation ;
- Dans le voisinage de sites de stockage de dioxyde de carbone ;
- Sur les sites d'anciennes carrières ou sur certaines zones autour.

Pour tous ces cas, les servitudes peuvent :

- Limiter ou interdire des usages constructions ou aménagements, susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Imposer aux constructions des prescriptions techniques visant à limiter l'exposition des occupants des bâtiments aux phénomènes dangereux ;
- Limiter les effectifs présents dans les installations industrielles et commerciales.

Pour les quatre (4) derniers cas, les servitudes peuvent :

- Limiter ou interdire les modifications de l'état du sol ou du sous-sol ;
- Limiter les usages du sol, du sous-sol ou des nappes phréatiques ;
- Subordonner ces usages à des prescriptions techniques particulières ;
- Permettre la mise en œuvre des prescriptions relatives à la surveillance du site.

Selon l'article L. 515-9 du code de l'environnement, les SUP peuvent être demandées par l'exploitant, par le maire de la commune d'implantation de l'installation ou par la DTIE. Le projet de SUP est arrêté par la DTIE sur le rapport du CGA/IS/IIC. Le projet de SUP est soumis à enquête publique.

L'exploitant peut faire appel à l'assistance du bureau d'étude titulaire du marché pour établir la demande de SUP.

Selon l'article L. 512-12 du code de l'environnement, sur les terrains pollués ou les sites de stockage de déchets, si les servitudes visent la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et si le faible nombre de personnes ou parcelles concernées le justifie, l'enquête publique peut être remplacée par une consultation écrite des propriétaires des terrains. Pour cela, il peut être fait appel au bureau d'étude titulaire du marché.

Selon l'article L. 181-10 du code de l'environnement, si la SUP est mise en place conjointement à l'autorisation de l'installation, une enquête publique unique est réalisée pour l'autorisation environnementale et pour le projet de SUP. Pour cela, il peut être fait appel au bureau d'étude titulaire du marché pour établissement du dossier.

En cas d'institution ou de modification des SUP, la durée de l'enquête publique est portée à six (6) semaines.

Lors de la publicité de l'enquête publique, l'avis au public par le préfet et affiché sur site par l'exploitant, mentionne le périmètre et les servitudes envisagées. Le bureau d'étude titulaire du marché doit produire les panneaux conformes et les apposer.

Au moins une réunion d'information et d'échanges avec le public est organisé par le commissaire enquêteur, avec le maire de la commune d'implantation et le demandeur. Le bureau d'étude aidera le chargé d'environnement de l'établissement concerné à contractualiser avec le commissaire enquêteur. Les collectivités territoriales concernées par les SUP sont consultées.

Afin de protéger les informations sensibles, l'exploitant doit tenir compte de l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017 dans la rédaction du dossier d'enquête et dans la tenue des réunions d'information et d'échanges. L'exploitant peut demander assistance au bureau d'étude titulaire du marché pour cela.

Au vu du dossier de l'enquête et de l'avis du ou des conseils municipaux, et après consultation du service déconcentré de l'Etat en charge de l'urbanisme, du service chargé de la sécurité civile et des autres services intéressés, le CGA/IS/IIC établit un rapport sur les résultats de l'enquête et ses conclusions sur le projet.

Le rapport et ses conclusions sont soumis au CoDERST. Le demandeur et le maire de la ou des communes d'implantation ont la faculté de se faire entendre par le conseil.

L'arrêté de la DTIE instaurant les servitudes est notifié à l'exploitant et fait l'objet de mesures de publicité (au frais de l'exploitant) :

- Notification aux maires, conseils municipaux et autres autorités locales concernés ;
- Notification aux propriétaires, titulaires de droits réels ou leurs ayants-droit ;
- Dépôt en mairie de la commune d'implantation d'une copie consultable par les tiers et affichage pendant un (1) mois minimum ;
- Publication sur le site internet de la préfecture pendant un (1) mois minimum.

Pour ce faire, l'exploitant pourra demander assistance au bureau d'étude titulaire du marché.

L'article L. 515-11 du code de l'environnement organise l'indemnisation des préjudices engendrés par les SUP au profit des propriétaires, titulaires de droits réels ou leurs ayants droits.

19.13.2. Fin des SUP

Dans le cas des installations de stockage de déchets, les SUP cessent de produire leurs effets si les déchets sont retirés de la zone.

Dans les autres cas, les SUP cessent de produire leurs effets :

- Si la DTIE a accepté la demande de l'ancien exploitant, du maire ou du propriétaire du terrain qui doit présenter un rapport démontrant que la SUP est devenue sans utilité ;
- Ou à l'initiative de la DTIE.

L'exploitant peut s'entourer des compétences du bureau d'étude titulaire du marché pour monter le dossier de fin de SUP.

19.14. SUP liées aux IOTA

Selon l'article L. 214-4-1 du code de l'environnement, lorsqu'un ouvrage hydraulique présente un danger pour la sécurité publique, des SUP relatives à l'utilisation du sol peuvent être instituées, à l'occasion de la demande d'autorisation ou postérieurement.

Ces servitudes comportent selon les besoins :

- La limitation ou l'interdiction du droit d'implanter des constructions ou des ouvrages et d'aménager des terrains de camping ou de stationnement de caravanes ;
- La subordination des autorisations de construire au respect de prescriptions techniques tendant à limiter le danger d'exposition des vies humaines à la submersion.

Ces servitudes ne peuvent pas contraindre à la démolition ou l'abandon de constructions préexistantes régulières. Le périmètre et le contenu de ces servitudes sont soumis à enquête publique.

Des servitudes type périmètre de protection de captage EDCH sont nécessaire également dans le cadre de l'application du code de la santé publique.

Le bureau d'étude titulaire du marché aidera l'exploitant dans la mise en place de ces servitudes.

19.15. Installations susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, dites installations SEVESO

19.15.1. Règles à appliquer aux installations SEVESO

Concerne les installations entreposant des substances et mélanges dangereux définies à la rubrique 4000 de la nomenclature ICPE et visés par les rubriques comprises entre 4100 et 4799 et celles numérotées 2760-4 et 2792.

Au sein de ces rubriques, sont définies des quantités dénommées « quantités seuil haut » et « quantités seuil bas ». En fonction des quantités présentes au sein de l'installation ou de l'établissement, elle ou il est qualifié de seuil haut ou seuil bas. Les ICPE SEVESO « seuil haut » sont appelées dans le code « installations présentant des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement ».

Rappel des règles :

- Règle de dépassement direct : l'installation contient des substances ou mélanges dangereux classés dans une quantité dépassant le seuil bas ou le seuil haut ;
- Règle de cumul : l'ensemble des installations de l'établissement contiennent des substances ou mélanges dangereux classés dans une quantité totale dépassant le seuil bas ou le seuil haut. Selon les substances, la formule de calcul varie. L'article R. 511-11 du code de l'environnement donne les différentes formules.

Selon l'article R. 511-11 du code de l'environnement, les substances dangereuses présentes dans un établissement en quantités inférieures ou égales à 2% de la quantité seuil ne sont pas prises en compte dans le cumul si leur localisation à l'intérieur de l'établissement est telle qu'elles ne peuvent déclencher un accident majeur ailleurs dans cet établissement.

Selon l'article R. 515-86 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant (d'une ICPE SEVESO seuil haut) souhaite faire application de ces dispositions, il communique à la DTIE, copie CGA/IS/IIC, un document technique démontrant l'impossibilité, pour une ou plusieurs substances, de déclencher un accident majeur, directement ou par répercussion sur d'autres installations. Ce document est mis à jour en cas de modification de la quantité de la ou des substances considérées, ainsi qu'à chaque modification de leur localisation dans l'établissement et à chaque modification des modalités de leur utilisation au sein du site. L'exploitant peut faire appel au bureau d'étude titulaire du marché pour élaborer ce document technique.

Selon l'article R. 122-2 du code de l'environnement, la création d'établissement SEVESO seuil haut est soumise à EE systématique.

19.15.2. Recensement des substances

Selon les articles L. 515-32 et R. 515-86 du code de l'environnement, tous les quatre (4) ans, au 31 décembre, l'exploitant procède au recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation, qui est transmis à la DTIE et au CGA/IS/IIC (également en cas de fonctionnement au bénéfice des droits acquis). Le résultat du recensement des substances dangereuses est communiqué par le préfet à toute personne sur demande, sous réserve des dispositions des articles L. 124-4 et L. 515-35 du code de l'environnement.

L'exploitant peut faire appel à l'assistance du bureau d'étude titulaire du marché pour réaliser tout ou partie de ce recensement.

19.15.3. La politique de prévention des accidents majeurs (PPAM)

Selon les articles L. 515-33 et R. 515-87 du code de l'environnement, l'exploitant élabore un document écrit définissant sa PPAM, au plus tard dans le délai d'un (1) an à compter du jour où l'installation devient SEVESO seuil haut ou seuil bas.

Cette politique est actualisée tous les cinq (5) ans minimum et mise à jour si nécessaire. Elle est réalisée ou réexaminée et mise à jour dans un délai raisonnable :

- Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant de ce régime ;
- Avant la mise en œuvre de modifications des installations ou des activités d'un établissement entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses ;
- Avant la réalisation de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés à des accidents majeurs ;
- Dans le délai d'un an à compter du jour où un établissement entre dans ce régime ;
- Dans les meilleurs délais possibles, à la suite d'un accident majeur dans l'établissement.

Le bureau d'étude titulaire du marché doit être capable de concevoir un PPAM et de l'actualiser. L'exploitant devra utiliser le présent accord cadre pour contractualiser la conception d'un PPAM réaliste, compatible avec le fonctionnement militaire de l'établissement.

19.15.4. Spécificité de l'étude de dangers

L'étude de dangers doit être réalisée par le bureau d'étude dans un document unique à l'établissement, éventuellement complété par des documents se rapportant aux différentes installations concernées. Sont mentionnés les noms des rédacteurs et/ou des organismes compétents ayant participé à son élaboration.

L'étude de dangers élaboré par le bureau d'étude en concertation avec l'exploitant doit justifier la mise en œuvre de mesures de maîtrise des risques internes à l'établissement. Ces mesures sont celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit pour la sécurité globale de l'installation, soit pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Selon l'article R. 515-98 du code de l'environnement, l'étude de dangers démontre qu'a été établi un POI et qu'a été mis en œuvre un système de gestion de la sécurité (SGS) de façon appropriée.

Selon les articles L. 515-39 et R. 515-98 du code de l'environnement, l'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice tous les cinq (5) ans et est révisée si nécessaire.

L'étude de dangers est par ailleurs réalisée, réexaminée et le cas échéant révisée :

1. Dans un délai raisonnable :
 - a. Avant la mise en service d'un nouvel établissement ;
 - b. Avant la mise en œuvre de modifications d'installations ou d'activités entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses d'un établissement ayant pour conséquence de le faire entrer dans ce régime ;
 - c. Avant la réalisation de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;
2. Dans le délai de deux (2) ans à compter du jour où l'établissement entre dans le régime de la présente sous-section ;

3. Dans les meilleurs délais possibles, à la suite d'un accident majeur dans l'établissement ;
4. A tout moment, à l'initiative de l'exploitant, lorsque des faits nouveaux justifient ou pour tenir compte de nouvelles connaissances techniques relatives à la sécurité découlant, notamment, de l'analyse des accidents ou, autant que possible, des « quasis accidents », ainsi que l'évolution des connaissances en matière d'évaluation des dangers.

Selon l'article R. 515-90 du code de l'environnement, l'étude de dangers doit démontrer :

- Qu'une politique de prévention des accidents majeurs est mise en œuvre de façon appropriée ;
- Que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise des risques internes à l'établissement dans des conditions économiques acceptables, c'est-à-dire celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus soit pour la sécurité globale de l'installation soit pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Lorsque le préfet dispose d'informations complémentaires à celles fournies par l'exploitant, en ce qui concerne l'environnement immédiat de l'établissement, il met ces informations à la disposition de l'exploitant. Selon l'article R. 515-88 du code de l'environnement, l'exploitant doit tenir les exploitants d'IC voisins informés des risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter leurs installations.

L'exploitant doit tenir compte de ces informations pour compléter ou mettre à jour les facteurs susceptibles d'être à l'origine, ou d'accroître le risque ou les conséquences d'un accident majeur et d'effet domino.

L'exploitant doit demander l'assistance du bureau d'étude titulaire du marché pour la réalisation de cette étude de dangers spécifique, la rédaction d'une notice et la mise à jour de l'étude de dangers.

Dans les établissements SEVESO seuil haut, l'étude menée par le bureau d'étude doit démontrer également qu'a été établi un POI et un SGS.

Selon l'article R. 515-98 du code de l'environnement, l'étude de dangers doit faire l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq (5) ans et une révision, si nécessaire.

Pour les établissements SEVESO seuil haut comme seuil bas, l'arrêté du 26 mai 2014 précise le contenu de l'étude de dangers. Il est complété par la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux PPRT dans les IC en application de la loi du 30 juillet 2003.

Dans un premier temps, le bureau d'étude réalise l'analyse des risques, qui est une démarche d'identification et de maîtrise des risques. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.

Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement, envisageables pour les prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.

L'étude de dangers doit contenir les principaux éléments de l'analyse des risques, sans la reproduire. L'étude de dangers doit décrire les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion propres à réduire la probabilité et/ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. Elle doit justifier (à partir d'éléments techniques ou par démonstration d'un coût disproportionné par rapport aux bénéfices attendus) les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces dernières existent ou, à défaut, par rapport aux informations disponibles sur les meilleures pratiques.

L'étude de dangers doit contenir, dans un paragraphe spécifique, le positionnement des accidents potentiels susceptibles d'affecter les personnes à l'extérieur de l'établissement.

Si le bureau d'étude utilise une ou des grilles différentes de celle définie par l'arrêté, il doit expliciter dans l'étude la relation entre la grille de l'arrêté et celle(s) utilisée(s) dans son analyse des risques.

19.15.5. Information des tiers

Selon l'article R. 515-88 du code de l'environnement, s'il existe dans le voisinage des IC soumises à autorisation ou enregistrement, des installations nucléaires de base ou des ouvrages d'infrastructures de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses, l'exploitant tient informé les exploitants voisins des risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers, dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter lesdites installations. Les entités du ministère autres que l'exploitant sont considérés comme des tiers. Il transmet copie de cette information à la DTIE.

L'exploitant pourra demander l'assistance du bureau d'étude titulaire du marché pour la rédaction de ces notes d'informations.

19.15.6. Dispositions spéciales s'appliquant uniquement aux installations SEVESO « seuil haut »

19.15.6.1. Les SUP

Selon l'article L. 515-37 du code de l'environnement, une SUP peut être instituée pour un établissement SEVESO « Seuil haut » dans deux (2) cas :

1. Lorsqu'une demande d'autorisation concerne une IC à implanter sur un site nouveau ;
2. Pour un site préexistant où une nouvelle installation ou une modification substantielle crée des risques supplémentaires.

Ces servitudes tiennent compte de la probabilité et de l'intensité des aléas technologiques et peuvent, dans un même périmètre, s'appliquer de façon modulée suivant les zones concernées.

L'exploitant pourra demander l'assistance du bureau d'étude titulaire du marché pour la détermination des SUP et le montage des dossiers.

19.15.6.2. Information des tiers

Selon les articles L. 515-38 et R. 515-97 du code de l'environnement, des actions d'information sont menées régulièrement, aux frais de l'exploitant, auprès des victimes potentielles d'accident majeur de l'installation identifiée dans l'étude de dangers. Les informations sont envoyées à chaque mise à jour suite à un changement notable et au moins tous les cinq (5) ans.

L'exploitant pourra demander l'assistance du bureau d'étude titulaire du marché pour la mise en place de cette information.

19.15.6.3. Le système de gestion de la sécurité (SGS)

Selon les articles L. 515-40 et R. 515-99 du code de l'environnement, l'exploitant doit mettre en place un SGS, tenu à jour et proportionné aux dangers liés aux accidents majeurs et à la complexité de l'organisation ou des activités de l'établissement.

L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le SGS et lui affecte des moyens appropriés.

L'exploitant pourra demander l'assistance du bureau d'étude titulaire du marché pour la mise en place du SGS. L'exploitant devra participer activement à la conception, la rédaction de ce SGS afin qu'il soit réaliste avec le terrain et qu'il puisse être maintenu par l'exploitant.

19.16. Les installations visées par la directive IED (Industrial Emission Directive)

La directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, appelée directive IED, prévoit des dispositions particulières pour les ICPE relevant des rubriques 3000 à 3999 de la nomenclature, ainsi que les installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces ICPE et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

19.16.1. Etablissement du dossier de demande d'autorisation

Le dossier de demande d'autorisation pour les installations concernées par la directive IED possède plusieurs particularités que le bureau d'étude titulaire du marché devra prendre en compte :

- L'EE systématique selon la rubrique 1a de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
- Selon l'article L. 515-28 du code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation fixe les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, de telle sorte que l'installation soit exploitée en appliquant les MTD et par référence aux conclusions sur ces MTD ;
- Le bureau d'étude devra mentionner, parmi les rubriques 3000 à 3999 et pour l'ensemble des installations et équipements soumis à la directive IED, la rubrique principale ainsi que les conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale ;
- Les prescriptions de l'autorisation peuvent être fixées sur la base d'une MTD qui n'est décrite dans aucune des conclusions sur les MTD applicables ;
- Selon l'article R. 515-59 du code de l'environnement, l'étude d'impact est complétée par :
 - La description des mesures prévues pour l'application des meilleures techniques disponibles, qui complète la description des mesures réductrices et compensatoires. Si l'exploitant souhaite que les prescriptions de l'autorisation soient fixées sur la base d'une meilleure technique disponible qui n'est décrite dans aucune des conclusions sur les MTD applicables, cette description est complétée par une proposition de meilleure technique disponible et par une justification de cette proposition en accordant une attention particulière aux critères fixés par la directive IED et repris dans l'arrêté du 2 mai 2013 modifié. Lorsque l'activité ou le type de procédé de production utilisé n'est couvert par aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou si ces conclusions ne prennent pas en considération toutes les incidences possibles de l'activité ou du procédé utilisé sur l'environnement, cette description propose une meilleure technique disponible et une justification de cette proposition en accordant une attention particulière aux critères fixés par l'arrêté du 2 mai 2013 modifié.

- L'évaluation du coût des meilleurs techniques disponibles et les bénéfices pour l'environnement, si l'exploitant demande à pouvoir excéder les valeurs limites d'émission dans les conditions d'exploitation normales suivant l'article R. 515-68 du code de l'environnement.
- Le rapport de base sur l'état du site d'implantation de l'installation avant sa mise en service (ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen) lorsque l'activité implique :
 - Des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article 3 du règlement dit CLP ;
 - Un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Selon l'article R. 515-60 du code de l'environnement, comme l'arrêté d'autorisation fixera à minima certains critères, le bureau d'étude devra fournir :

- Des valeurs limites d'émission pour certaines substances polluantes, ou à défaut, des mesures techniques garantissant un niveau équivalent de protection de l'environnement ;
- Eventuellement, des prescriptions permettant d'évaluer le respect de ces valeurs limites ;
- Des prescriptions en matière de surveillance des émissions, la périodicité de la fourniture obligatoire au CGA/IS/IIC des résultats de la surveillance et toute autre donnée nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation ;
- Des mesures de surveillance et gestion des déchets ;
- Des prescriptions pour la protection du sol et des eaux souterraines ;
- Des mesures relatives à l'arrêt définitif de l'installation et l'état dans lequel doit être remis le site lors de l'arrêt de l'installation.

En cas de besoin, le bureau d'étude pourra suggérer une dérogation aux valeurs limites d'émission, qui sera transmise par l'exploitant. Auquel cas, l'avis du CoDERST est sollicité. L'exploitant, assisté par le bureau d'étude, peut être entendu par le CoDERST.

19.16.2. Réexamen périodique

Le bureau d'étude peut être amené, à la demande de l'exploitant, à procéder au réexamen, et, si nécessaire, à l'actualisation des conditions de l'autorisation :

- Périodiquement, pour tenir compte de l'évolution des MTD ;
- En cas de pollutions importantes ou pour des questions de sécurité.

Selon l'article R. 515-71 du code de l'environnement, dans les douze (12) mois qui suivent la publication des décisions concernant les conclusions sur les MTD (au JOCE), l'exploitant adresse à la DTIE et au CGA/IS/IIC les informations nécessaires au réexamen. Ce dossier contient la description actualisée des mesures prévues pour l'application des MTD et l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions. La DTIE peut demander toute autre information.

Le bureau d'étude assistera l'exploitant qui doit fournir des informations nécessaires au réexamen des conditions d'autorisation de l'installation. Selon l'article L. 515-29 du code de l'environnement, ces informations seront mises à disposition du public dans les cas suivants :

- Lors d'un réexamen périodique si l'exploitant sollicite une dérogation permettant de fixer des valeurs limites d'émission qui excèdent les niveaux d'émission associés aux conclusions sur les MTD ;

- Lors d'un réexamen à l'initiative de la DTIE si la pollution causée par l'installation est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission indiquées dans l'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission.

Dans ce cas, le bureau d'étude rédigera un résumé non technique dans le dossier.

Avant la consultation du public, le préfet publie un avis dans les journaux départementaux, les frais sont à la charge de l'exploitant (en pratique, pour les exploitants du ministère des Armées et des Anciens Combattants, le SID prend en charge les frais dans le cadre de la gestion globale de l'opération d'infrastructure).

Selon l'article R. 515-77 du code de l'environnement, le public peut consulter le dossier de réexamen et formuler ses observations. Le bureau d'étude aidera en cela l'exploitant notamment dans la contractualisation du contrat avec un commissaire enquêteur et dans la rédaction du dossier de réexamen. A l'issue de cette enquête, s'il y a actualisation, un arrêté complémentaire est pris. Dans le cas contraire, la DTIE notifie l'absence d'actualisation à l'exploitant.

Si une dérogation est accordée, la DTIE met à la disposition du public la décision, qui mentionne les raisons spécifiques pour lesquelles cette dérogation a été accordée et les conditions dont elle a été assortie.

Lorsqu'une décision d'octroi, de réexamen ou d'actualisation d'une autorisation est prise, le public est informé notamment :

- De l'arrêté d'autorisation ;
- Du rapport du CGA/IS/IIC ;
- Du mémoire de mise à l'arrêt définitif.

19.16.3. Spécificités lors de la mise à l'arrêt et remise en état du site

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant indique dans le mémoire de réhabilitation :

- Les conditions de remise du site dans l'état constaté dans le rapport de base ;
- L'évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article 3 du règlement dit CLP ;
- En cas de pollution par ces substances ou mélanges, les mesures techniquement faisables permettant la remise du site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base et permettant un usage futur déterminé selon les règles du régime de l'autorisation.

L'exploitant peut demander assistance du bureau d'étude titulaire du marché pour l'établissement du mémoire de réhabilitation.

La DTIE fixe par arrêté les travaux et mesures de surveillance nécessaires à la remise en état.

19.17. Les installations de traitement de déchets

Il est ici question des installations de traitement de déchets et non pas des installations de tri, regroupement ou transit. Les installations de traitement de déchets sont soumises à la fois à la réglementation ICPE et aux dispositions spécifiques du code de l'environnement dans ce domaine.

La DTIE n'est pas compétente concernant les agréments, ils sont délivrés par le préfet du département.

Avant de commencer l'exploitation d'une installation de traitement de déchets, l'exploitant doit disposer du titre relatif à la réglementation ICPE (ou bénéficier des droits acquis) et de l'agrément. L'agrément est délivré sous la forme d'un arrêté et précise la nature et l'origine des déchets qui peuvent être traités, les quantités maximales admises et les conditions de leur traitement. Il fixe les prescriptions particulières spécifiques à certains déchets.

L'exploitant fera appel au bureau d'étude titulaire du marché pour assistance dans l'établissement du dossier d'autorisation environnementale et de l'obtention de l'agrément.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant en informe le préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. L'agrément du nouvel exploitant est délivré par un nouvel arrêté.

Le préfet peut notifier à l'exploitant, dans les deux (2) mois à compter de la réception de la demande, une décision motivée refusant l'agrément ou imposant des prescriptions spéciales, s'il constate que l'installation n'est pas à même de respecter la réglementation déchets. L'agrément peut être suspendu ou retiré par arrêté motivé du préfet en cas de manquement de l'exploitant à ses obligations. L'intéressé reçoit d'abord une mise en demeure et a la possibilité d'être entendu.

Par ailleurs, certaines installations d'élimination de traitement de déchets sont visées par l'obligation de constitution de garanties financières. Pour celles exploitées directement par l'Etat, même si les garanties financières ne sont pas exigibles, le changement d'exploitant est soumis à autorisation et une démonstration des capacités techniques et financières du futur exploitant est nécessaire.

L'exploitant pourra demander assistance au bureau d'étude titulaire du marché.

19.18. Les ICPE et les activités nucléaires

Certaines activités stockant ou mettant en œuvre des radioéléments, dites activités nucléaires, sont visées par la nomenclature ICPE :

- Activités relatives à certaines substances ou quantité (rubriques 1700, 1716 et 1735) ;
- Activités relatives aux déchets radioactifs (rubriques 2797 et 2798).

Elles sont soumises à déclaration ou à autorisation.

Selon l'article L. 515-43 du code de l'environnement, pour les activités nucléaires soumises à autorisation :

- L'exploitant procède périodiquement au réexamen et, si nécessaire, à l'actualisation des conditions d'exploitation prescrites par l'arrêté d'autorisation, en vue de l'amélioration continue de la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- L'exploitant établit et met en place un système de gestion intégré des substances radioactives sous forme non scellée, des déchets radioactifs et des effluents radioactifs, comportant une garantie de la qualité et assurant la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
-

Plusieurs arrêtés ministériels complètent la réglementation applicable aux ICPE intégrant des substances ou déchets radioactifs, dont l'arrêté du 23 juin 2015.

Pour ce faire, l'exploitant demandera l'assistance du bureau d'étude titulaire du marché.

19.19. ICPE/IOTA et installations nucléaires de base (INB)

Selon les articles L. 593-1 à 593-3 du code de l'environnement, les INB sont les installations nucléaires les plus importantes :

- Les réacteurs nucléaires, c'est-à-dire les appareils « permettant de produire et contrôler une réaction nucléaire auto-entretenu » ;
- Les centres de stockage de déchets radioactifs en couche géologique profonde mentionnés à l'article L. 542-10-1 du code de l'environnement ;
- Et, lorsqu'ils répondent aux caractéristiques définies par le décret n°2007-830 du 11 mai 2007 relatif à la nomenclature des installations nucléaires de base :
 - Les installations de préparation, d'enrichissement, de fabrication, de traitement ou d'entreposage de combustibles nucléaires ou de traitement, d'entreposage ou de stockage de déchets radioactifs ;
 - Les installations contenant des substances radioactives ou fissiles ;
 - Les accélérateurs de particules.

Selon l'article L. 593-3 du code de l'environnement, les ICPE, nucléaires ou non, implantées dans le périmètre d'une INB et nécessaires à son exploitation, sont considérées en connexité avec cette installation et relèvent de la réglementation des INB. Les INB et les ICPE relevant de la réglementation des INB ne sont pas soumises à la réglementation ICPE.

Lorsqu'ils sont nécessaires à l'exploitation d'une INB, les IOTA implantés dans son périmètre sont réputés faire partie de cette installation et sont soumis aux dispositions la réglementant. Ils ne sont soumis ni aux dispositions de l'autorisation environnementale, ni à la réglementation IOTA. Néanmoins, un IOTA dans le périmètre d'une INB mais non nécessaire à son exploitation, n'est pas soumis à la réglementation de l'INB et doit respecter la réglementation des IOTA.

Une ICPE dans le périmètre d'une INB mais non nécessaire à son exploitation, n'est pas soumise à la réglementation INB et doit respecter la réglementation des ICPE.

Le périmètre d'une INB est défini dans le décret d'autorisation de création.

Sauf pour les procédures dites sensibles, secrètes ou secret défense, dont ce marché ne traite pas, l'exploitant peut demander assistance au bureau d'étude titulaire du marché pour l'aider dans les dossiers IC indépendamment de dossier INB.

19.20. Les carrières

Selon les articles L. 515-1 et suivants, R. 515-2 et suivants du code de l'environnement, l'exploitation de carrières relèvent de la réglementation ICPE (rubriques 2510 pour l'exploitation et 2720 pour leurs déchets) depuis la loi n°93-3 du 4 janvier 1993 et le décret du 9 juin 1994 portant modification de la nomenclature des IC.

19.20.1. Spécificités du régime du bénéfice des droits acquis

Selon l'article L. 515-6 du code de l'environnement, par dérogation aux dispositions de l'article L. 513-1 du code de l'environnement, les carrières en situation régulière peuvent continuer à être exploitées dans le respect des prescriptions qui leur étaient applicables antérieurement à l'inscription des carrières à la nomenclature des IC.

Des prescriptions peuvent être édictées, à tout moment, sur les mesures et moyens à mettre en œuvre lors de la réalisation du projet, au cours de son exploitation, au moment de sa cessation et après celle-ci, notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé. Elles peuvent notamment porter sur la réalisation d'évaluations ou la mise en œuvre de mesures visant à protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

La DTIE prend ces arrêtés après avis de la commission départementale consultative compétente, sauf urgence.

Les prescriptions peuvent également porter sur les équipements et installations déjà exploités et les activités déjà exercées par l'exploitant ou autorisés à son profit lorsqu'ils sont proches ou connexes.

Les procédures relatives aux modifications d'ICPE s'appliquent.

19.20.2. Autres particularités du régime des carrières issues du code de l'environnement

Selon l'article L. 515-1 du code de l'environnement, les arrêtés d'autorisation ou d'enregistrement des carrières (au titre de la réglementation ICPE) délivrés par la DTIE ont une durée de 30 ans maximum, mais peuvent être renouvelés dans les mêmes limites. Le délai est suspendu pendant toute la durée nécessaire à la réalisation des diagnostics et des opérations de fouilles d'archéologie préventive.

Ces arrêtés doivent être compatibles avec les schémas régionaux des carrières approuvés par les préfets de région (ces schémas remplacent les schémas départementaux des carrières).

Selon l'article L. 515-4 du code de l'environnement, le fait qu'un exploitant de carrière n'ait pas satisfait aux obligations de remise en état d'une carrière autorisée ou enregistrée peut être un motif de refus d'une nouvelle autorisation ou un nouvel enregistrement par la DTIE.

Selon l'article L. 515-4-1 du code de l'environnement, les travaux de recherches et d'exploitation des carrières doivent respecter, outre les intérêts énoncés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, les contraintes et les obligations nécessaires à la bonne utilisation du gisement et à la conservation, notamment en ce qui concerne les techniques d'exploitation.

Les exploitants concernés demanderont assistance au bureau d'étude titulaire du marché pour toutes questions réglementaires concernant l'exploitation de carrière par un exploitant défense.

19.20.3. Eléments principaux du régime des carrières issues du code minier

Le livre III du code minier définit les carrières auxquelles s'applique ce régime comme les gîtes contenant des substances minérales ou fossiles autres que celles mentionnées à l'article L. 111-1 du code minier, sauf s'ils sont situés dans les fonds marins appartenant au domaine public, ou sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive.

Le préfet de département peut autoriser l'exploitant d'une carrière à tirer parti de ces substances lorsqu'elles sont contenues dans une masse minérale ou fossile dont l'abattage est indispensable pour permettre l'extraction des substances mentionnées dans l'autorisation, ou voisines d'un gîte de mines exploité, et ce dans la limite des tonnages qui proviennent de l'abattage de la masse minérale exploitée sous la qualification de carrière ou des tonnages dont l'extraction est reconnue être la conséquence indispensable de cet abattage.

Dans ce cas, l'exploitant doit mettre à la disposition du commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives les substances utiles à l'énergie atomique mentionnées aux articles L. 111-3 et L. 311-2 du code minier, sur lesquelles porte son autorisation ou qui sont connexes de celles sur lesquelles porte l'autorisation ; sauf si la séparation des substances entraîne la destruction des produits principaux en vue desquels le gisement est exploité.

Les carrières relèvent de la réglementation ICPE mais le code minier prévoit un régime particulier pour la recherche et l'exploitation de carrières dans les zones spéciales de carrières et les zones d'exploitation coordonnée des carrières, définies par décret.

Dans ces deux (2) types de zones précitées, des autorisations de recherches sont accordées par le préfet et permettent au maître d'ouvrage d'exécuter des travaux de recherche sans le consentement du propriétaire du sol. Ce dernier, ainsi que les éventuels exploitants de la surface, sont invités à présenter leurs observations. Le propriétaire est indemnisé et peut dans certains cas obliger l'exploitant de la carrière d'acquérir le terrain.

Dans le périmètre de son autorisation de recherches, le maître d'ouvrage peut établir des câbles, canalisations et engins transporteurs en surface ou enterrés et dégager les obstacles en surface (arbres, etc.). Hors du périmètre de l'autorisation, ces droits sont subordonnés à déclaration d'utilité publique. En outre, une servitude est déterminée pour le passage des engins pour la mise en place, l'entretien et l'enlèvement des équipements.

Dans les zones spéciales de carrières et les zones d'exploitation coordonnée, l'exploitation des carrières est subordonnée à l'obtention de permis exclusifs de carrières, accordés pour une durée maximale de dix (10) ans renouvelable. Ce permis ne se substitue pas à l'autorisation ou la déclaration nécessaire au titre de la réglementation ICPE. Les deux (2) titres doivent donc être obtenus par l'exploitant.

Les permis exclusifs de carrières sont demandés auprès du préfet du département et délivré par le ministre chargé des mines, après mise en concurrence et enquête publique.

Le titulaire d'un permis exclusif de carrières est tenu de verser au propriétaire de la surface une indemnité d'occupation et une redevance ayant pour assiette le tonnage extrait.

Dans ce cadre, le propriétaire et/ou l'exploitant demande assistance au bureau d'étude titulaire du marché pour les dossiers liés au code minier et au code de l'environnement.

Outre les activités liées aux substances de mine, listée à l'article L. 111-1 du code minier, les activités suivantes sont aussi réglementées :

- La recherche et l'exploitation des granulats marins relève du régime des mines et fait l'objet du décret n°2006-798 du 6 juillet 2006 ;
- La géothermie relève de différents régimes selon les caractéristiques des activités ou installations ;
 - Les gîtes à haute température relèvent intégralement du régime des mines ;
 - Les gîtes à basse température sont soumis à autorisation de recherches et permis d'exploitation mais relèvent du régime des mines pour les travaux de recherches et d'exploitation ;
 - Les gîtes de minime importance sont dispensés d'autorisation de recherches et de permis d'exploitation et les travaux sont soumis à un régime déclaratif allégé et dématérialisé, sauf s'ils sont situés en zones rouges, auquel cas ils relèvent du régime de l'autorisation car susceptibles de présenter des dangers et inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 161-1 du code minier.
- Le stockage d'hydrocarbures, gaz naturel ou produits chimiques industriels relève du régime des mines ;
- Le stockage géologique de CO₂ relève du régime des mines pour la recherche de formations souterraines adéquates, mais relève à la fois du régime des mines et de la réglementation ICPE pour l'exploitation.

19.21. Aménagement hydraulique

Lorsqu'un aménagement hydraulique, autre que certains relevant du code de l'énergie, permet la régulation du débit d'un cours d'eau ou l'augmentation de son débit en période d'étiage, tout ou partie du débit artificiel peut être affecté à certaines usages sur cette section de ce cours d'eau et pour une durée déterminée, par déclaration d'utilité publique.

Les dispositions relatives aux concessions et à la déclaration d'utilité publique des ouvrages hydroélectriques sont fixées dans le décret n°94-897 du 13 octobre 1994 relatif à la concession et à la déclaration d'utilité publique des ouvrages utilisant l'énergie hydraulique et dans le décret n°99-872 du 11 octobre 1999 approuvant le cahier des charges type des entreprises hydrauliques concédées. Toutefois, les dispositions communes relatives à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques autorisés, déclarés et concédés s'appliquent aux ouvrages hydrauliques inclus dans les concessions prises en application du livre V du code de l'énergie.

Pour les ouvrages hydrauliques de type barrages de retenue et assimilés, systèmes d'endiguement et aménagement hydraulique de protection contre l'inondation ou submersion marine, le code prévoit des règles particulières de sécurité et de sûreté.

Certains cours d'eau sont listés (par arrêté) par l'autorité administrative notamment car ils sont en très bon état écologique, ou car il y est nécessaire de protéger les poissons migrateurs. Ainsi, l'autorisation sera subordonnée à ce que l'ouvrage ne constitue pas un obstacle à la continuité écologique et des prescriptions permettront de protéger l'état écologique et les poissons.

Certains cours d'eau sont considérés comme présentant un fonctionnement atypique. Par conséquent, l'autorisation fixera un débit minimal pour le maintien duquel l'ouvrage doit comporter des dispositifs. La valeur du débit minimal peut être différente selon les périodes de l'année.

Le bureau d'étude titulaire du marché aidera les armées dans ces autorisations et déclarations d'utilité publique.

19.22. Canalisations de transport de gaz, hydrocarbures et produits chimiques

Selon les articles L. 555-1 et R. 554-41 du code de l'environnement, les canalisations concernées par cette réglementation sont :

- Les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé : canalisations transportant soit du gaz naturel, soit un gaz dont les caractéristiques en permettant le transport ou l'injection dans des canalisations de transport de gaz naturel, dans les conditions fixées par le transporteur ;
- Les canalisations de transport d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés : canalisations, autres que de transport de gaz naturel ou assimilé, transportant un des produits mentionnés aux tableaux B et C annexés à l'article 265 du code des douanes ;
- Les canalisations de transport de produits chimiques : canalisations, autres que de transport de gaz naturel ou assimilé ou d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, transportant sous forme gazeuse ou liquide un produit ou une matière autre que l'air et l'eau.

Le bureau d'étude établit les dossier d'autorisation de construction et d'exploitation des canalisations de transport selon l'article R. 555-2 du code de l'environnement. Le dossier sera transmis par l'exploitant au CGA/IS/IIC, à la DTIE et au préfet de département. Si plusieurs départements sont concernés, le préfet coordonnateur de l'instruction est celui du département où est située la plus grande longueur de la canalisation.

Les canalisations sont soumises à EE, en fonction du type de produits transportés, de leurs longueurs et diamètres (voir rubriques 37 et 38 de la nomenclature propre à l'EE). Si assujetti, le bureau d'étude est mandaté pour réaliser cette EE.

S'il y a EE, une enquête publique aura lieu. Dès lors, la réglementation prévoit des dispositions particulières pour les canalisations de transport de gaz, hydrocarbures et produits chimiques :

- Elle a lieu dans toutes les communes concernées ;
- Elle peut être menée conjointement avec d'autres enquêtes publiques nécessaires selon les projets (exemple : déclaration d'utilité publique, mise en compatibilité du document local d'urbanisme) ;
- Le dossier mis à l'enquête publique dans chaque commune peut ne comporter que les parties de cartes relatives aux tracés de la canalisation intéressant chaque commune.

Lorsque le code le prévoit ou lorsque le préfet l'estime nécessaire en raison du projet, le rapport ainsi que les propositions du service instructeur concernant soit le rejet de la demande, soit les prescriptions particulières envisagées sont présentés aux CoDERST compétents. L'exploitant a la possibilité de se faire entendre et à cet effet, il est informé de la réunion au moins huit (8) jours à l'avance et reçoit un (1) exemplaire des propositions du service instructeur (sous l'autorité du préfet).

Le projet d'arrêté est ensuite soumis à l'exploitant qui avec le bureau d'étude dispose de quinze (15) jours pour faire connaître ses éventuelles observations.

A compter de la date à laquelle le pétitionnaire est informé que son dossier est complet et régulier, le silence gardé par l'autorité compétente sur la demande d'autorisation, pendant plus de vingt-quatre (24) mois lorsque le projet est soumis à enquête publique, ou pendant plus de neuf (9) mois dans le cas contraire, vaut décision de rejet. Le préfet peut, par arrêté motivé, décider la prolongation du délai d'instruction de maximum trois (3) mois.

En cas de changement d'affectation d'une canalisation de transport existante pour un usage autre, l'exploitant avec l'aide du bureau d'étude doit suivre la procédure de renonciation à l'usage de la canalisation comme canalisation de transport, définie à l'article R. 555-26 du code de l'environnement.

La cession de la propriété de la canalisation ou des droits conférés par l'autorisation à un nouvel exploitant est soumise à une nouvelle demande d'autorisation qui doit être rédigée par le bureau d'étude.

Une canalisation de transport mise en arrêt temporaire d'exploitation est soumise aux mêmes règles que celles fixées par la section 3 du chapitre IV et la section 3 pour les canalisations en service à l'exception du réexamen quinquennal de l'étude de dangers, qui est remplacé par un examen préalable à la remise en exploitation lorsque l'échéance du réexamen quinquennal intervient dans une période d'arrêt temporaire. Si le transporteur souhaite bénéficier d'une exemption d'application de certaines de ces règles durant l'arrêt temporaire, il en fait la demande à l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation (cf. article R. 555-28 du code de l'environnement).

Une canalisation ne respectant pas les dispositions applicables aux canalisations en arrêt temporaire et dont l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois (3) années consécutives est mise à l'arrêt définitif, sauf cas de force majeure ou de demande de prorogation de délai justifiée et acceptée par l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation.

L'arrêt définitif de l'exploitation d'une canalisation de transport soumise à autorisation ou d'un tronçon d'une telle canalisation est subordonnée à l'accord préalable du préfet.

Le transporteur remet, selon le cas, aux ministres intéressés et au préfet, un dossier technique qui peut être réalisé sur demande au bureau d'étude et qui :

- Définit les mesures prévues pour la mise en sécurité des installations et éventuellement le retrait de parties de canalisation ou installations annexes ;
- Comprend, le cas échéant, les conditions de remise en état prévues par les conventions d'occupation du domaine public.

Le bureau d'étude consultera les maires ou président d'EPCI compétents en matière d'urbanisme.

Des prescriptions techniques particulières peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation de la canalisation ou par arrêté complémentaire.

Lorsque l'état de l'environnement de la canalisation justifie des actions de surveillance ou de traitement dont la durée totale ne peut être prédéterminée, l'arrêt définitif ne peut être accordé.

Après réception du dossier technique, le silence gardé par le préfet plus de six (6) mois vaut accord tacite ou, lorsque l'arrêt définitif est conditionné par la mise en service d'un ouvrage de remplacement intervenant plus de six (6) mois après la réception du dossier, à la date de cette mise en service.

L'accord formel ou tacite relatif à l'arrêt définitif de l'exploitation d'une canalisation entraîne la suppression, lorsqu'elles existent, des servitudes mentionnées au a du C du II de l'annexe au livre 1^{er} du code de l'urbanisme relative à la liste des servitudes d'utilité publique mentionnées aux articles R. 151-51 et R. 161-8 du code de l'environnement. Le préfet de chaque département concerné notifie cette suppression aux communes concernées.

L'information du guichet unique en application de l'article R. 554-8 est réalisée par le transporteur dès que l'arrêt définitif est accordé.